PARTI SOCIALISTE - SFIO
Conférence nationale d'information du 25 octobre 1964
Puteaux

Sommaire

Le président (Georges Dardel) 2
Gérard Jaquet 2
Debesson (Nord) 11
Pillat (Moselle) 14
Gauthier (Seine) 14
Arthur Conte (Lyon) 17
Alliès (Hérault) 18
Besombes (Tarn-et-Garonne) 19
Vauthier (Yonne) 20
Courrier (Aude) 21
Léon Fatous (Pas-de-Calais) 23
Parpais (Seine) 24
Le président (Georges Dardel) 26
Albert Gazier 27
Guy Mollet 28
Le président (Alliès) 35
Guy Mollet 35
Claude Fuzier (Seine) 40
René Debesson (Nord) 49
Georges Marc (Tarn-et-Garonne) 55
Jean Anciant 57
Pierre Mauroy 59
Llung (Rhône) 64
Girard (Saône-et-Loire) 66
André Chandernagor 70
Brière (Seine-Maritime) 75
Lucien Delmas (Dordogne) 78
Guy Mollet 80

Séance du dimanche 25 octobre 1964 (matinée)

Ernest Cazelles - La séance de ce matin sera présidée par notre camarade Dardel, maire de Puteaux, qui nous accueille dans cette maison, assisté de Cortis, de l'Ain, et Baraton, Charente-Maritime.
L'ordre du jour de cette journée d'information se divise en deux points :

Fondation Jean-Jaurès

Le premier point, qui va être discuté ce matin, et qui va être présenté par le rapport introductif de Gérard Jaquet, porte sur la création d'une cotisation supplémentaire annuelle pour le financement de la presse du Parti.
Dans la mesure où ce débat sera terminé à midi et demie ou une heure, l'après-midi sera consacré à une information sur la vie du Parti.

Le président (Georges Dardel)

Camarades, je suis heureux de vous accueillir, au nom des Socialistes de Puteaux, au nom des 1 800 membres actuels de notre section, dans cette salle qui vient d'être rénovée, car c'est le premier Congrès que nous y tenons depuis que nous avons refait complètement la sonorisation. Je pense que cette expérience sera concluante.
Je vais maintenant donner la parole à notre camarade Jaquet.

Gérard Jaquet

Camarades, comme Ernest Cazelles vient de vous le dire, cette assemblée des secrétaires fédéraux sera, en premier lieu, centrée sur le problème de notre presse nationale, c'est-à-dire essentiellement, bien entendu, sur le problème du "Populaire" et de "Démocratie".
Nous avons en effet pensé que nous devions poser clairement ce problème devant les responsables du Parti, en leur montrant, sans équivoque, quels sont les choix, et quel est l'enjeu.
Vous n'attendez certainement pas de moi que je retrace l'histoire de nos journaux, et en premier lieu, bien entendu, celle du "Populaire", qui a une existence déjà ancienne.
A la Libération, "Le Populaire" était un grand journal. Il a même été, pendant plusieurs mois, le premier journal de la région parisienne par son tirage, et puis, depuis, nous avons connu une baisse importante, une régression constante, et aujourd'hui "Le Populaire" est incontestablement un tout petit journal.
Quelles sont les causes de cette régression impressionnante et continue ?
Il faudra qu'un jour nous puissions les étudier sérieusement, non pas du tout pour ressasser nos griefs et exprimer notre amertume, mais pour en tirer un certain nombre de leçons. Nous avons, en effet, tous l'espoir qu'il sera un jour possible de relancer un grand journal quotidien d'orientation, d'inspiration Socialiste. Ce jour-là, nous aurons besoin du bilan, d'un bilan sincère et honnête de notre expérience passée, car il faudra éviter de renouveler certaines des erreurs qui ont pu être commises par nous au cours des premières années, ou des années qui ont suivi la Libération.
Mais, nous n'en sommes pas là. Aujourd'hui, le problème qui nous intéresse n'est pas de savoir si nous pourrons un jour relancer un grand journal Socialiste, le problème qui nous intéresse c'est de savoir si nous pourrons conserver ce qui existe,

Fondation Jean-Jaurès

car ce qui existe, ce que nous avons, est aujourd'hui tragiquement menacé.
Mais, me dira-t-on, pourquoi tout d'un coup ce signal d'alarme ? La presse nationale du Parti vit petitement depuis déjà de nombreuses années ; elle vit petitement, mais nous avions l'impression qu'elle vivait sainement.
Et bien non, ce n'était qu'une illusion. La presse centrale du Parti ne vit pas sainement, et voilà bien longtemps que la presse centrale du Parti ne vit pas sainement parce qu'elle est incapable d'équilibrer ses dépenses normales et ses ressources normales.
Quelles sont les dépenses normales dans un journal ?
Tout d'abord, les dépenses de personnel. Dans notre presse Socialiste, ces dépenses ont été réduites au maximum, car nous travaillons avec très peu de monde, et j'en parlerai tout à l'heure.
Les frais généraux, inévitables même dans un tout petit journal.
L'achat de papier, bien entendu.
Les frais d'impression, les frais d'envoi.
Voilà les dépenses dans un journal.
Quelles sont les ressources, les ressources normales ?
Les abonnements, la vente au numéro, la publicité.
Il est évident que lorsque le journal est petit, lorsque le tirage est modeste, les ressources qui proviennent de la vente au numéro, des abonnements, sont des ressources très faibles, mais : et la publicité, me direz-vous ?
Là, nous pouvons faire un effort ; certains camarades nous disent même souvent : vous ne faites pas un effort suffisant en faveur de la publicité, il y aurait là, certainement, des ressources possibles.
Et bien, camarades, le problème est très clair. Le volume de la publicité dans un journal est fonction de son tirage. Si le journal a un gros tirage, bien sûr la publicité est forte, mais lorsque le journal a un faible tirage, et c'est, hélas, le cas de nos journaux, la publicité ne peut être que réduite. Et pourtant, je vous assure que nous faisons des efforts ! Nous avons des camarades qui dirigent une entreprise de publicité pratiquement Socialiste, qu'on appelle la régie publicitaire, et ces camarades font un travail considérable, permanent, opiniâtre, et bien ils ont obtenu des résultats, qui ne sont pas négligeables, certes, mais des résultats qui, bien entendu, ne sont pas du tout comparables à ceux que nous pourrions obtenir si nous avions un tirage beaucoup plus fort.
Alors, depuis longtemps, le déficit de notre presse est important, mais comment, jusqu'à ces derniers temps, était-il comblé ?
Par des souscriptions, oui, en partie, mais la part qui était comblée par les souscriptions était tout de même extrêmement réduite.
En faits notre déficit était comblé essentiellement par ce que j'appellerai une aide extérieure, c'est-à-dire comblé par l'aide que peuvent nous apporter un certain

Cercle Fondation Jean-Jaurès

nombre de personnalités ou d'organismes, notamment d'organismes de caractère industriel qui estimaient qu'il était utile de soutenir les organes du Parti.
Nous avons accepté, sans joie, une aide de cette sorte - je le dis très franchement, car ici nous sommes réunis pour nous parler très franchement et dire très exactement la situation - nous avons accepté depuis de longues années une aide de cette sorte, et non seulement nous l'avons acceptée mais nous l'avons recherchée parce que c'était nécessaire, parce que nous ne pouvions pas vivre sans cela ! Nous l'avons recherchée avec, tout de même, en permanence, une préoccupation qui, pour nous, a été dominante, nous avons toujours déclaré que cette aide, en aucune manière, ne pourrait porter atteinte à notre liberté d'expression, à notre liberté politique. Cela a été, pour nous, une pensée constante, dominante, et nous avons revendiqué en permanence cette liberté totale, je dirai même la liberté de critiquer sévèrement - et cela nous est arrivé - le comportement des entreprises qui nous avaient apporté leur aide !
Voilà donc comment nous avons réussi jusqu'à ces dernières années à combler notre déficit, par des ressources que je qualifierai d'exceptionnelles, puisque ce ne sont pas des ressources normales, et qui longtemps, heureusement, ont été relativement importantes, ce qui fait que nous avons vécu jusqu'à présent, ou du moins jusqu'à ces derniers temps, dans une sorte de tranquillité trompeuse. C'est ainsi que nous équilibrions notre budget.
Et puis, les difficultés sont arrivées. Elles sont arrivées pourquoi ?
Et bien, elles sont arrivées parce que cette aide extérieure, depuis trois ans, quatre ans, environ, a été dans une très large mesure supprimée, en tout cas, cette aide a diminué considérablement au cours de ces dernières années, et a tendance à diminuer encore.
Pour quelles raisons cette aide extérieure a-t-elle diminué et continue-t-elle à diminuer ?
Je crois que les raisons sont évidentes. Cela dépend de la situation politique actuelle, c'est l'évolution du régime, c'est l'atmosphère créée par le pouvoir actuel dans tout le pays, qui expliquent ce retournement de situation.
Et, par ailleurs, notre problème s'est encore aggravé lorsque l'aide importante, mais de caractère, cette fois, tout à fait amical, qui était apportée à "Démocratie", a été, elle aussi, supprimée il y a peu de temps, et supprimée en raison de l'évolution de la situation politique française.
Alors, devant une situation qui devenait très grave, nous avons décidé, je ne dirai pas d'adopter une politique d'économies, car la politique d'économies, et d'économies sévères, a été adoptée depuis longtemps, mais je dirai plutôt d'adopter une politique de véritable disette.
Nous avons, en Particulier, décidé de mettre en commun les maigres ressources du "Populaire" et les maigres ressources de "Démocratie" pour arriver, non pas à une

fusion des deux journaux, mais pour arriver à une sorte de vie en symbiose.
Cela signifiait quoi ?
Et bien, cela signifiait, d'abord, un local unique. Nous avions jusqu'à l'an dernier deux locaux, l'un pour "Le Populaire", rue Lafayette, l'autre pour "Démocratie", rue de Lille. Nous avons décidé d'installer tous nos services du "Populaire" rue de Lille, là où étaient déjà installée les services de "Démocratie".
Cela veut dire également équipe journalistique commune, qui d'ailleurs est d'une faiblesse extraordinaire, car pour faire "Démocratie" et pour faire Le "Populaire", il y a en fait quatre journalistes, ce qui est terriblement modeste, et ces journalistes font un très gros effort permanent et notoire pour réussir quand même à faire deux journaux.
Cela veut dire aussi une administration commune. Il y avait un certain nombre de camarades qui s'occupaient de l'administration à "Démocratie", d'autres au "Populaire", et bien nous avons décidé des compressions et désormais nous n'avons plus qu'une seule administration, ce qui veut dire que nous avons des camarades qui, eux aussi, travaillent dans des conditions difficiles, et je crois que tous, aussi bien sur le plan journalistique que sur le plan de l'administration, peuvent être remerciés pour le travail très important qu'ils donnent au Parti.
Voilà donc ce que nous avons fait. Et bien, malgré cela, il y a encore un déficit, et un déficit important.
Cette réforme, cette concentration, elle a été commencée l'an dernier au mois d'octobre, c'est-à-dire au moment où René Naegelen a donné sa démission, et où j'ai été amené à le remplacer, mais je tiens tout de suite à lever une équivoque : si René Naegelen a démissionné, ce n'est pas du tout parce qu'il repoussait le plan de réorganisation dans son ensemble, mais c'est plutôt parce qu'il désapprouvait certains de ses aspects.
Depuis un an, donc, nous fonctionnons ainsi, et je crois que nous ne pouvons plus, maintenant faire d'économies nouvelles, car toute économie nouvelle signifierait la disparition pure et simple de nos journaux.
Alors, je vous donne quelques chiffres, car je crois qu'il est intéressant que vous les connaissiez.
Où en sommes-nous ?
Et bien les recettes normales du "Populaire" et de "Démocratie", y compris les recettes publicitaires, sont, pour un an, de 74 millions d'anciens francs.
Les dépenses, pour les deux journaux, sont, pour un an également, de 134 millions d'anciens francs, ce qui signifie que le déficit annuel est très exactement de 60 millions d'anciens francs. Les chiffres que je vous donne sont des chiffres très précis, très étudiés, qui correspondent à ce que nous avons pu constater depuis un an, et par conséquent je ne crois pas qu'on puisse beaucoup les discuter.
Alors, nous avons fait cette année, dans la mesure où nous savions que nous

aurions ce déficit, encore un prodigieux effort pour tenter de le réduire, et nous avons recherché toutes les aides qui nous semblaient acceptables et qui, bien entendu, nous laissaient notre totale liberté d'action et d'expression. C'était plus difficile qu'il y a quelques années, je vous ai dit pourquoi. Nous avons quand même tenté l'impossible, et je vous assure que ce n'était pas, pour nous, une tâche agréable : ce n'est jamais une tâche agréable de tirer les cordons de sonnette d'hommes ou d'entreprises qui ne sont certainement pas Socialistes ! Nous l'avons fait, cependant, et c'est ainsi que nous avons pu recueillir une trentaine de millions pour un an.

C'est, par rapport à ce que nous aurions pu recueillir il y a quelque temps, dans des années plus fastes, très réduit, mais je vous assure que c'est beaucoup si l'on songe aux efforts que cela a demandés.

Alors, 60 millions de déficit, 30 millions de ressources exceptionnelles, ce qui signifie qu'il reste 30 millions de déficit que nous ne parvenons plus, cette fois, à combler.

Voilà le problème tel qu'il nous est posé, tel qu'il vous est posé.

Je réponds tout de suite à une première question. Certains camarades, au courant de nos difficultés, nous ont dit : et bien, au fond, vous avez deux journaux, évidemment c'est bien, c'est utile, mais quand on ne peut pas avoir deux journaux, et bien il faut peut-être, quand même, en supprimer un, c'est peut-être mieux que de voir les deux s'effondrer ; alors, supprimez un des deux journaux.

Certains camarades nous ont dit : il vaut mieux supprimer le "Populaire", c'est le moins utile, "Démocratie" a un plus fort tirage, il touche les militants.

D'autres ont tenu un langage inverse et ont dit : c'est vrai que le "Populaire" a un tirage plus faible, mais il est reproduit par la radio et par la presse, supprimez donc "Démocratie".

Et bien, nous avons fait des calculs, et nous avons essayé de les faire de la manière la plus objective qui soit, en examinant les deux hypothèses, l'hypothèse où le "Populaire" serait supprimé en laissant subsister "Démocratie", l'hypothèse où "Démocratie" serait supprimé en laissant subsister "Le Populaire", et nous nous sommes aperçus - ce que d'ailleurs nous pressentions -que précisément, dans la mesure où nous vivions en symbiose, dans la mesure où nous avions des moyens communs et réduits, très réduits même, la suppression d'un des deux journaux ne nous apporterait pratiquement aucune rentrée nouvelle.

Ce qui veut dire que le problème qui nous est posé n'est pas de supprimer un journal, soit "Démocratie" soit "Le Populaire" le problème qui nous est posé est de savoir si les deux journaux continuerons à vivre ou si les deux journaux seront purement et simplement supprimés !

Je répète qu'il est impossible au point où nous en sommes, d'envisager quelque compression budgétaire que ce soit.

Sur le plan du personnel, c'est une évidence ; même si nous n'avions qu'un seul journal, le personnel journalistique et le personnel d'administration seraient, en fait, insuffisants pour fonctionner normalement ! Par conséquent, il est impossible, avec deux journaux, de supprimer qui que ce soit.
II est impossible également d'envisager des réductions sur le plan de la présentation du journal ou sur le plan de la parution. Nous arrivons maintenant, là aussi, à un strict minimum : 20 demi-pages hebdomadaires pour "Démocratie", 2 pages pour "Le Populaire" trois fois par semaine, c'est évidemment le strict minimum, et je crois qu'il est impossible de réduire davantage.
Alors, le problème est simple, et je crois qu'il faut qu'il vous soit soumis avec une très grande brutalité.
Ou bien le Parti, c'est-à-dire l'ensemble de ses militants, accepte de nous aider et nous permet de combler le déficit, ou bien nous disparaissons. Voilà l'enjeu, il est clair, et je crois qu'il faut que le Parti choisisse. Nous ne pouvons pas continuer à vivre comme nous avons vécu au cours de ces derniers mois, en nous demandant à chaque instant si, à la fin du mois, nous pourrons payer les camarades qui travaillent pour nos journaux et en retardant en permanence nos échéances.
Cela signifie qu'il faut que le Parti, aujourd'hui, dise ce qu'il veut. Si vous pensez que la presse n'est pas utile, ou n'est pas suffisamment utile, et que le combat sur ce plan, par conséquent, ne doit pas être continué, alors dites-le franchement, et ensemble décidons de supprimer notre presse centrale.
Ou bien, vous pensez que c'est utile, qu'il faut poursuivre, et alors examinons ensemble comment le Parti pourrait nous apporter son aide.
Le Comité directeur et le bureau du Parti ont examiné ce problème. Ils ont pensé qu'il serait dramatique de voir la presse centrale du Parti disparaître. Bien sûr, ils n'ont pris aucune décision, c'est au Parti de la prendre. Ils ont décidé de réunir cette assemblée d'information, de lui faire des propositions, puis ensuite de demander à un Conseil national, dans un mois, de trancher définitivement. C'est la bonne procédure, c'est la procédure démocratique, et par conséquent c'est à vous tous qu'il appartient maintenant de réfléchir, et c'est à vos fédérations qu'il appartiendra, dans un mois, de prendre la décision.
Alors, quelles pourraient être les propositions ? Tout d'abord, quel devrait être le montant de l'aide que le Parti devrait apporter à cette presse ?
Et bien je vous l'ai dit, 60 millions de déficit par an. Nous avons trouvé cette année des ressources exceptionnelles d'environ 30 millions ; je vous l'ai dit, ces ressources ne sont pas très agréables, mais nous les avons acceptées. Je pense qu'elles se renouvelleront sans que nous fassions de démarches nouvelles.
Ceci veut dire qu'il nous faut au moins 30 millions.
Par ailleurs, nous avons examiné une formule qui pourrait, je pense, être utile pour l'ensemble du Parti. Nous avons examiné cette formule avec Guy Mollet, avec le

bureau, avec le Comité directeur. Elle consisterait, pour intéresser davantage nos militants à nos journaux, pour leur donner une documentation plus complète, et également pour établir avec les militants du Parti un lien plus étroit, à faire revivre ce qui existait avant la guerre, c'est-à-dire la page manuelle de la vie du Parti. Avant la guerre, le Populaire tous les mois paraissait avec une page supplémentaire qui s'intitulait "vie du Parti" et qui était envoyée gratuitement à tous les membres du Parti. Nous pourrions refaire cela, c'est-à-dire qu'une fois par mois "le Populaire" paraîtrait non pas sur deux pages comme en ce moment, mais sur quatre pages ; un des feuillets serait consacré entièrement à la vie du Parti et serait envoyé à l'ensemble des militants, dans la mesure où nos secrétaires fédéraux pourraient nous apporter la liste de leurs adhérents.

Il ne s'agit pas de refaire exactement ce que nous faisions avant la guerre, je pense qu'on pourrait améliorer la formule, la moderniser, la rendre plus complète encore, mais je crois que ce serait certainement utile. Nous l'avons chiffré : cela coûterait environ, tout compris, papier et envoi, 10 millions par an, ce qui ferait donc 30 plus 10, 40 millions, et dans la mesure où il faut tout de même un certain battement, car nous ne voulons pas être trop justes et il y aura des augmentations prévisibles, cela ferait 45 millions.

Ce qu'il faut donc que le Parti nous apporte s'il est décidé à faire vivre ces journaux, c'est 45 millions par an.

Et bien 45 millions par an, cela veut dire quoi ? Il y a environ 90 000 cotisants qui sont en état de payer leur cotisation. 90 000 cotisants, pour trouver 45 millions, cela veut dire très exactement 500 francs par adhérent tous les ans. Est-ce que le Parti est en état de faire cet effort ? Voilà le problème ! Sous quelle forme faut-il le faire ?

La forme qui serait la meilleure est certainement la plus simple, peut-être la plus rigide : elle consisterait à décider que les feuillets annuels de cotisation sont augmentés de 500 francs. Cela, c'est la forme intransigeante, brutale, et c'est la forme qui, aussi bien au Comité directeur qu'au bureau du Parti, a eu de nombreux défenseurs.

Par contre, d'autres camarades nous ont fait observer que cette méthode était probablement trop brutale, trop intransigeante, que de nombreux amis qui ont des salaires très réduits, des moyens d'existence très modestes, ne pourraient probablement pas payer cette augmentation de 500 francs par an. Il fallait donc essayer d'envisager une formule plis souple. Ces camarades nous ont dit : "nous sommes d'accord sur le chiffre total ; nous sommes prêts à prendre au nom de notre fédération l'engagement de vous verser une somme qui correspondra à 500 F par adhérent. Mais laissez-nous la possibilité de ne pas répercuter d'une manière brutale les 500 F sur chacun de nos militants. Laissez-nous la possibilité de trouver des ressources d'une autre manière, par exemple d'organiser des fêtes qui pourraient

rapporter, des tombolas..."
C'est en effet une possibilité. Nous pouvons même d'ailleurs vous apporter sur ce plan là peut-être une aide supplémentaire, en décidant que tous les abonnements que nos camarades des fédérations feraient en faveur de la "Démocratie" ou en faveur du "Populaire" seraient déduits de la somme globale qu'ils auront à nous apporter. Il y a donc là certainement des possibilités plus souples.
Ou bien la formule brutale, intransigeante : 500 F par adhérent, ou bien la formule plus souple qui consiste à dire : eh bien peut-être que nous serons forcés de demander tout de même à chaque adhérent 100 F, ou 200 F, mais le reste nous essaierons de le trouver d'une autre manière. Certains camarades nous ont même dit : au fond on ne demandera rien de plus à nos adhérents, on essaiera de trouver le reste d'une autre manière, mais nous prenons l'engagement de vous verser les 500 F par adhérent.
C'est à vous de dire ce que vous en pensez. Vous avez je crois un premier choix à faire, qui est de dire si vous acceptez d'aider la presse ou si au contraire vous pensez qu'elle doit disparaître. Et puis si vous êtes d'accord pour penser qu'il faut aider la presse, alors il faudra que vous disiez clairement sous quelle forme.
Mais en tous cas, ce que je vous demande, c'est de ne pas adopter de solution bâtarde, de ne pas nous dire : oui, nous ferons un effort, ce qui nous permettrait de continuer et ce qui donnerait des illusions, mais ce qui finalement ne se traduirait par rien, ou en tous cas par peu de choses, par des sommes insuffisantes. Il vaudrait mieux, si c'était la tentation de certains, il vaudrait mieux dire maintenant et très clairement : nous ne pouvons pas faire l'effort, il vaut mieux que la presse disparaisse.
Voilà ce que je voulais, au nom du bureau du Parti et du Comité directeur, vous présenter.
Je voudrais maintenant avant de terminer vous présenter quelques réflexions personnelles sur l'intérêt de nos journaux. Je crois que nos journaux, malgré leurs imperfections, malgré leurs insuffisances, présentent quand même pour le Parti un intérêt certain. Je connais ces insuffisances, ces imperfections. Le "Populaire" parait trop peu. Tous les deux jours, c'est insuffisant, bien sûr. Trop petitement, sur une seule feuille. On ne peut pas dire grand chose, dans une page. Je connais également les insuffisances de "Démo", qui est, certes, bien présenté mais dans la mesure où nous avons un personnel trop réduit pour le faire, n'est pas aussi complet que nous le désirerions.
Et bien malgré cela, je crois que tous les deux sont utiles. "Démocratie" est utile, oui, car elle a un tirage encore important : nous tirons à 40 000, dont environ 35 000 abonnés. Cela signifie que nous avons la possibilité quand même de toucher toutes les semaines 35 000 personnes, la plupart étant des membres du Parti, et c'est ainsi un lien qui s'établit avec l'ensemble des membres du Parti, ou en tous cas avec

un nombre important de membres du Parti.
C'est d'autre part, je le crois, un moyen de propagande qui est utile. "Démo", sans être parfait, sans être aussi complet je le répète qu'on le souhaiterait, est tout de même un journal bien fait, un journal qui peut servir à la propagande du Parti. D'ailleurs "Démo" sert la propagande du Parti d'une manière très simple par ce que nous appelons les "éditions couplées". Beaucoup de camarades des fédérations encartent Démo dans leur journal fédéral, et nous les aidons ainsi très sensiblement car nous vendons à ces camarades chaque numéro de Démo 6 francs, 6 anciens francs, ce qui est évidemment une somme dérisoire, et ce qui est loin de couvrir nos frais. Donc Démo est utile.
"Le Populaire" aussi est utile. Son tirage est faible, c'est vrai ; 13 000 c'est bien peu pour un journal, et surtout pour un journal qui a été un journal quotidien, et qui a quand même l'espoir de le redevenir. C'est bien peu, mais cela veut quand même dire que beaucoup de nos cadres sont touchés tous les deux jours par un journal, que nous pouvons leur apporter une documentation, et une documentation utile sur l'activité du Parti, sur ce que pense en permanence le Parti.
Mais ce qui est surtout important, c'est l'écho de notre journal d'une manière générale dans toute la France ; l'écho de notre journal par l'intermédiaire de la radio car il est cité tous les matins par la radio nationale, et surtout par les postes périphériques, et c'est tout de même important de savoir que tous les matins des millions de français connaissent la pensée du Parti par l'intermédiaire du "Populaire".
D'autre part, notre journal est reproduit par tous les grands journaux de province, quelle que soit leur tendance politique. Et bien est-ce que vous ne pensez pas que c'est là une chose essentielle, une chose capitale ? Car supprimez cela, et dans beaucoup de régions où nos camarades sont trop faibles pour faire un effort de propagande intense la suppression du "Populaire" signifierait que nous créions dans ces régions une sorte de désert Socialiste, et que personne ne parle plus et ne sait plus ce que fait le Parti, ou très mal, par la presse bourgeoise qui, hélas, déforme nos pensées.
Mais vous me direz : on pourrait peut-être remplacer cela par une feuille ronéotée qui paraîtrait tous les jours, ou tous les deux jours, et qui donnerait un éditorial, la pensée du Parti étant ainsi diffusée.
Nous y avons pensé ; oui, c'est une formule que nous avons même envisagée. Et puis nous nous sommes renseignés ; nous avons essayé de voir ce qui se passait autour de nous, à côté de nous, et nous avons constaté que toutes les formations politiques qui avaient adopté cette formule n'étaient absolument pas connues, car personne ne le reproduit ; c'est un fait. Nous n'y pouvons rien. Personne ne le reproduit, ni la presse, ni les journaux, et ces feuilles d'information restent confidentielles.

Voilà pourquoi je crois que ces journaux sont utiles.
Par ailleurs, à mon sens il faut conserver ce qu'on a, dans les heures difficiles. Dans les moments d'ascension, on peut se permettre de supprimer un outil dont le rendement n'est pas bon, car on sait qu'on ne tardera pas à remplacer l'outil défectueux par un meilleur. Mais dans les périodes critiques du Parti, supprimer un outil, même s'il est insuffisant, sans le remplacer bien entendu, c'est souvent porter un coup très dur à une organisation fragile et qui ressent par là même beaucoup plus fortement qu'en période normale toutes les secousses et toutes les épreuves.
Je crois donc que le Comité directeur a eu raison de poser ainsi le problème, et de vous le poser aussi franchement. D'ailleurs, le fait que le Parti aiderait sa presse centrale, est-ce que ce serait pour nous une nouveauté ? Sûrement pas ! Jusqu'à la guerre, en permanence le Parti a aidé sa presse centrale. Tous les ans les congrès du Parti avant la guerre décidaient de verser pour faire vivre le "Populaire" une subvention importante, et cette subvention était évidemment payée par les militants du Parti. Ce n'est donc pas là du tout une nouveauté.
Je crois même qu'il est normal, dans la mesure où nous avons des journaux Socialistes qui ne sont pas rentables, car la presse centrale du Parti n'a jamais été vraiment rentable, il est normal de demander d'abord aux militants du Parti avant de demander à l'extérieur de faire un effort pour permettre à ces journaux de vivre.
Voilà donc ce que je voulais vous dire au début de ce débat. Je reprendrai volontiers par la suite la parole pour répondre à toutes les questions que vous pourrez me poser. Mais j'ai pour l'instant tenté de vous présenter, sans chercher à faire des effets d'éloquence, le plus simplement possible un problème douloureux mais important, le problème de notre presse nationale. J'ai essayé de le poser en toute clarté, en montrant quels sont dans ce domaine la responsabilité du Parti et les choix qui s'imposent à lui.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à notre camarade Debesson, qui est pour l'instant le seul inscrit. Si certains camarades désirent prendre la parole je les inscrirai bien volontiers.

Debesson (Nord)

Camarades, il n'est pas très agréable de ne pas répondre avec enthousiasme à un appel aussi net, aussi franc, aussi justifié d'ailleurs de notre camarade Jaquet.
Il est certain que les ressources du Parti sont insuffisantes. Cela tient d'une part à ce que le nombre de nos adhérents est réduit ; cela tient aussi à ce que les cotisations dans le Parti sont beaucoup plus basses que les cotisations perçues dans les autres Partis.
Le problème qui se pose pour nous par conséquent est de savoir si l'augmentation

des cotisations pour la presse ou pour la vie du Parti est possible. Elle est certainement très justifiée, le tout est de savoir si elle est possible. Nous nous trouvons là en face d'un problème difficile à résoudre.

Je voudrais vous dire ce que pense la fédération du Nord. Comment vit la fédération du Nord ? Est-ce que l'augmentation des cotisations serait possible dans notre département ?

Nous avons à l'heure actuelle placé 11 000 cartes, 110 000 timbres, et nous sommes Particulièrement satisfaits du résultat parce que c'est la première fois depuis un certain nombre d'années que notre fédération marque un progrès par rapport à l'année précédente. Un progrès très mince : quelques dizaines d'adhérents, quelques centaines de timbres, ce n'est pas beaucoup, mais cela semble indiquer que nous avons dépassé le creux de la vague, que nous amorçons une remontée, et nous trouvons que ce résultat est plein d'espérance.

Seulement l'essentiel de nos adhérents est constitué par des ouvriers ; les fonctionnaires sont peu nombreux, les autres catégories sociales sont pratiquement inexistantes ; et parmi, ces ouvriers, nous avons un faible recrutement chez les mineurs et les métallurgistes, les corporations qui sont relativement les moins mal payées. Le valenciennois et le douaisis sont pour nous des régions assez faibles. L'essentiel de nos adhérents sont des travailleurs du textile ou dépendant du textile, et vous savez que le textile est de très loin la corporation la plus mal payée. Il se trouve par conséquent que les ressources de nos adhérents sont très faibles. D'ores et déjà, pour nous, il y a un problème financier important à la fédération.

Nous avons adopté un système de cotisations sociales. Le résultat chez nous est désastreux. Nous n'arrivons pas à placer les timbres N°2 et les timbres N°3. Nous prenons 18 F sur les timbres N° 1 pour faire vivre la fédération. Ce serait pour faire vivre la fédération, le malheur est que même avec prélèvement sur les timbres N° 1, nous faisons du déficit sur la vente des timbres. Nous sommes obligés de vendre les timbres N° et N 3 au rabais. Pour l'année 1963 le déficit a été de 100 000 francs ; pour l'année 1964 il dépassera 300 000. Alors la fédération est obligée de vivre, camarades, avec les ressources de sa tombola qui lui rapporte 1 million et demi, ce qui lui permet de payer sa dactylo, je n'oserai pas vous dire combien de peur qu'il y ait un inspecteur du travail dans la salle ! De payer son loyer, son chauffage, et c'est avec ces ressources que vit la fédération.

Inutile de vous dire que les possibilités de propagande sont par conséquent très réduites pour nous.

Est-il possible de faire plus et d'augmenter la cotisation dans une proportion aussi importante que celle que nous a indiquée Gérard Jaquet ? Elle est naturelle, normale, raisonnable si on veut faire vivre la presse du Parti. Je crains, camarades, que la fédération du Nord soit obligée de répondre que ce n'est pas possible.

Peut-on obtenir d'autres ressources ? Nous sommes condamnés à changer de local,

le local que nous occupons va être démoli. Nous avons ouvert une souscription pour l'installation de notre nouveau siège. Les camarades ont été sollicités, beaucoup ont fait des efforts, de nombreuses listes de souscriptions ont circulé, h bien les ressources que nous avons pu obtenir pour quelque chose qui intéresse directement les militants, qui les intéresse même beaucoup, ces ressources sont actuellement de l'ordre de 800 000 francs, après un an de travail ! C'est relativement peu. Or une cotisation supplémentaire de l'ordre de 500 F par adhérent représente pour la fédération du Nord 5 ou 6 millions. Je ne vois pas la possibilité de nous les procurer.

Alors, camarades, je n'oserai pas dire qu'il faut aller jusqu'à la suppression de la presse du Parti. Toutefois, si le problème reste tel qu'il nous est posé, je crains qu'on soit obligé d'en arriver là. Mais il me semble quand même que cette période difficile que nous vivons, tous les journaux politiques en France et à l'étranger la vivent, et ce n'est pas une information que je vous donne ; vous savez bien que le journal de nos amis travaillistes a disparu. Je me trouvais il n'y a pas très longtemps dans la Ruhr, et les camarades allemands m'expliquaient que malgré leurs ressources, qui sont énormes par rapport aux nôtres, ils n'arrivaient pas à faire vivre un journal Socialiste dans leur coin.

Vous savez bien que ce problème qui nous est posé n'est pas un problème spécial au Parti Socialiste, n'est pas un problème spécial à la France. La presse politique n'arrive pas à vivre !

Le problème qui nous est pose est de savoir si l'effort qu'on nous demande est compatible avec un emploi judicieux des ressources du Parti, et s'il ne serait pas possible d'envisager d'autres reformes; Gérard Jaquet a envisagé un certain nombre de ces réformes et il a conclu en disant qu'il valait mieux conserver la presse du Parti que d'essayer autre chose. Je ne sais pas si nous ne serons pas condamnée à sortir un bulletin hebdomadaire qui pourrait s'appeler encore "le Populaire", je l'espère, je le crois, je n'en sais rien d'ailleurs, et qui coûterait tout de même meilleur marché. J'ai l'impression qu'un bulletin doit pouvoir être publié avec une dizaine de millions dans l'année, et par rapport à 60 millions, cela fait tout de même une marge considérable. C'est une suggestion que j'apporte.

Je ne vous donne pas les conclusions de la fédération du Nord, qui a simplement examiné le problème en commission administrative, mais qui ne l'a pas soumis à son congrès, mais d'avance je vous indique nos difficultés et les possibilités qui nous sont offertes pour aider le Parti et le journal.

Voilà le problème que je voulais vous exposer, avec la même franchise que Jaquet et en vous signalant plutôt des difficultés que des espérances, je le regrette, mais cela correspondra la vérité, malheureusement !

Le président - La parole est à Pillat, Moselle.

Pillat (Moselle)

Camarades, il ne doit pas être question de la suppression de la presse du Parti. Il faut absolument que cette presse vive. Il y a plusieurs chemins à suivre. Le camarade du Nord qui m'a précédé a parlé de cotisations, et c'est justement de ce côté là que je regarderai. Jaquet vous a dit tout à l'heure qu'on pouvait penser au mariage de "Démocratie" avec "le Populaire" ; il est un fait : si les deux journaux faisaient la fusion, il dit qu'il y a quatre journalistes, on pourrait en prendre trois, mais laissons cela de côté pour l'instant. Je crois que la question des ressources, en ce qui concerne les cotisations, peut se faire, car il faut mettre le fer dans la plaie, pour en sortir.

Naturellement, nos camarades doivent déjà payer des cotisations syndicales ouvrières, et ces cotisations se montent entre 5 et 6 000 frs par an ; et si l'on demande encore à un camarade de payer une cotisation plus forte, naturellement il va regarder de travers. Pourtant, il faut en sortir.

Il me semble que si le timbre n°l était porté à 1,50, cela, donnerait déjà des ressources appréciables pour une année. Il faut que ce soit les militants qui fassent l'effort.

Tout à l'heure, Gérard Jaquet vous a dit que les apports extérieurs ne donnaient plus rien, que la publicité - étant donné le pouvoir personnel - ne donnait plus rien non plus. Alors, que faire ?

Moi, il me semble qu'il faut augmenter la cotisation, c'est-à-dire le timbre, et le porter à 1,50 par exemple. Seulement, il faudrait donner une contrepartie, c'est-à-dire que dans le Nord, naturellement, il y a beaucoup d'adhérents, il faudrait au moins que chaque section du Nord reçoive un nombre de journaux au prorata des cotisations versées.

Voilà, camarades, ma proposition. Dans une section comme la Moselle, ou tout autre département, si nous avons tant de camarades inscrits, nous avons autant de cotisations majorées à 1,50. On pourrait donc envoyer le journal gratuitement au moins au secrétaire de section. Ceci est un avis, il peut y en avoir d'autres.

Quant à moi, je dis qu'il y a tout de même des militants de base et qu'il faudra qu'ils fassent un effort, car vous savez très bien qu'ils paient déjà une cotisation ouvrière, mais c'est de ce côté seulement qu'on pourra s'en sortir.

Le président - La parole est à Gauthier, de la Seine.

Gauthier (Seine)

Camarades, il est bien entendu que j'apporte à cette tribune le point de vue et la réaction du trésorier fédéral de la fédération Socialiste de la Seine que je suis, puisque nous n'avons pas été saisis officiellement des propositions qui viennent de

nous être faites par notre camarade Gérard Jaquet. Il faudrait, bien entendu, qu'à l'intérieur de notre fédération, comme des autres, nous puissions envisager les propositions qu'il vient de nous faire.
Je dois dire que la réponse de l'ensemble des camarades de la fédération de la Seine à la première question : êtes vous partisans de la suppression d'un ou deux journaux, sera je pense unanime pour dire que les camarades de la Seine sont contre la suppression.
Je voudrais attirer l'attention des camarades sur les propositions qui nous sont faites, car je n'ai pas personnellement l'impression que les camarades qui ont étudié la question au Comité directeur - puisque Jaquet nous a dit que ses propositions avaient fait l'objet d'une étude approfondie de camarades du Comité directeur - aient envisagé toutes les formules pour pallier ce manque de fonds.
Il serait bon je pense, avant d'en arriver aux solutions extrêmes, que l'on puisse, je ne sais par quels moyens, c'est au Comité directeur de le voir, étudier s'il ne serait pas possible de réunir un certain nombre de camarades qui pourraient se pencher sur la question et apporter des suggestions au problème posé.
Je dois dire qu'en ce qui concerne la proposition qui vient d'être faite par notre camarade de la Moselle, l'augmentation du timbre N°1, à la place du feuillet est une solution de remplacement, mais qu'en fait nous aurons les mêmes difficultés, et que si j'étais chargé à l'échelle nationale de recueillir l'argent, je dirais très nettement que je suis en fait contre, que je préférerais la solution de l'augmentation au feuillet ; car il est certain que si l'augmentation sur le feuillet était décidée par le Parti, serait la plus rentable, et celle qui aurait des chances de faire rentier l'argent dans la caisse, car en ce qui concerne les timbres, vous savez bien qu'ils sont difficiles à encaisser, vous qui êtes trésoriers, vous connaissez les difficultés que l'on a... Dans la plupart des fédérations, on a déjà du mal à placer les douze timbres que les camarades sont supposés prendre, les retards s'accumulent, et en fin d'année, ça devient un problème de plus en plus angoissant. Alors, l'augmentation sur le feuillet aura au moins cet avantage de faire rentrer l'argent dans le premier trimestre.
Notre camarade Gérard Jaquet nous a parlé d'une tendance qui s'était fait jour parmi les camarades qui ont fait ces propositions, à savoir que ça ne soit qu'une somme fixée à 500 fr. par un moyen ou un autre.
Je dois dire, toujours en mon nom personnel de trésorier de la fédération de la Seine, que cette formule serait plus acceptable, parce qu'elle est tout de même un peu plus souple. Elle nous permettrait - et ce serait bien entendu le rôle des trésoriers fédéraux et des sections ensuite - d'organiser la récupération de cet argent. Il faudrait que ce soit fait de telle façon qu'au moment du paiement du feuillet, la somme qui aurait été définie soit versée.
Voila, mes chers camarades, la première réaction d'un camarade qui, comme la

plupart d'entre vous, a entendu les propositions oui viennent de nous être faites ; mais en définitive, il peut y avoir aussi d'autres solutions.

Je crois qu'il y a d'ailleurs une solution oui s'imposerait, ce serait d'étendre la diffusion de nos journaux, puisque tout à l'heure Gérard Jaquet nous a dit que "le Populaire" sortait à 13 000 et que "Démocratie" tirait à 35 000. Je pense que nos camarades de la région parisienne s'en rendent bien compte, malheureusement nous ne pouvons pas espérer augmenter le tirage du "Populaire" de façon formidable, mais je crois qu'il y a tout de même an Parti proche du nôtre - on peut bien le dire entre nous - le Parti Communiste, et on sait très bien que les ressources de "l'Humanité Dimanche" sont pour la presse du Parti Communiste la chose la plus importante. Vous savez à combien tire "l'Humanité dimanche"... C'est cet hebdomadaire qui fait vivre "l'Humanité" quotidien, pour un tas de raisons, et d'abord, parce qu'il a un nombre important d'abonnés, parce qu'il a un gros tirage et un soutien publicitaire important, étant donné que pour la publicité, ils ne font pas la fine bouche, comme vous avez pu le constater. Et là, je m'adresse aux camarades qui sont à la tête de journaux de province ; ils savent très bien que s'ils ont un support intéressant, ils touchent de la publicité en conséquence.

C'est pourquoi je pense qu'aujourd'hui, bien sûr, on nous parle de sauver la presse du Parti, c'est le plus urgent, mais il faudrait profiter de réunions comme celle-ci, pour examiner entre nous comment il serait possible d'augmenter aussi le nombre des abonnés à notre hebdomadaire. Je crois que c'est là une tâche des plus importantes pour le Parti, et j'ai nettement l'impression - ce n'est pas une critique de l'administration, je suis bien placé pour savoir dans quelles conditions travaillent nos camarades, - mais je crois très honnêtement et je parle dans la Seine en particulier, que nous n'avons pas fait ce que nous aurions dû faire pour trouvée les abonnés à notre hebdomadaire.

C'est dû à quantité de choses, il y a eu un flottement dans les directions, un changement de direction, et on a pataugé un petit moment. Mais en particulier dans la région parisienne, il faudrait envisager une augmentation du nombre des abonnés.

Je crois aussi - on peut le dire entre nous - qu'on ne peut pas continuer comme ça ; on ne peut pas avoir des abonnés à 600 frs et des abonnés à 1 000 frs. Il faudrait également revoir cela.

En ce qui concerne l'histoire des 500 frs, il faut trouver Je crois le système le plus souple possible et ça ne sera qu'un palliatif, car je crains que si vous trouvez 45 millions une première année, si vous ne prévoyez pas une réorganisation dans les deux ans les 45 millions seront dépensés, et vous vous retrouverez dans la même situation. A mon avis, les deux problèmes sont liés : d'une part trouver des fonds momentanément et d'autre part - c'est au moins aussi important - savoir comment nous pouvons faire pour augmenter le nombre des abonnés à notre hebdomadaire.

Le président - D'autres orateurs ?
Comte, de Lyon a la parole.

Arthur Conte (Lyon)

Mes chers camarades, il est évidement pénible d'en arriver à poser un aussi cruel dilemme, à savoir s'il faut supprimer ou non la presse du Parti, les moyens de trésorerie n'étant pas suffisants. Et il faut bien réfléchir je crois avant de s'engager dans une voie ou une autre.
Je ne pense pas, pour ma part - et nombreux sont les camarades de la fédération du Rhône qui sont de cet avis - qu'un Bulletin ronéotypé serait de nature à se substituer valablement à la presse du Parti.
C'est un problème de ressources financières, c'est un problème d'exploitation de ces compartiments de la presse, et compte tenu des difficultés que nous avons pour collecter les cotisations, comme l'a dit un camarade tout à l'heure, il ne faut pas oublier que l'ensemble de nos militants ont à faire face à d'autres cotisations, comme les cotisations syndicales, qui sont particulièrement élevées par rapport aux cotisations du Parti, et qui atteignent quand on s'élève dans la hiérarchie sociale des sommes allant jusqu'à 10 000 à 12 000 anciens francs. Il y a également d'autres cotisations, il y a la cotisation de l'amicale laïque et d'autres organisations laïques, et il faut y faire face.
Etant donné que l'ensemble des salaires sont bloqués, - ce n'est pas nous qui l'avons voulu - et que nous sommes en période de stabilisation, ne l'oublions pas, proposer dans l'immédiat un relèvement substantiel de la cotisation,
car en fait ça revient à cela, peu importe le terme choisi - nous aurions à percevoir, si nous suivions la proposition de notre camarade Jaquet, 500 anciens francs.
Et bien, je pense que cela sera particulièrement difficile, parce que dans notre fédération nous vendons le feuillet 7 à 10 frs et si nous le vendons 12, 10 nous allons nous trouver devant des difficultés importantes ; en fait ça revient à un relèvement de près de 100%.
D'autre part, ce relèvement de cotisation devant permettre de faire face à des besoins de trésorerie pour permettre l'exploitation du journal, il ne sera que pour une année, mais nous sommes dans une période peut-être longue hélas, où l'augmentation des frais d'un journal se fera sentir.
Dans ces conditions, nous sommes nombreux à penser que s'il faut arriver à un relèvement du prix du feuillet, ce serait peut-être le système le plus pratique et le plus sûr parce que le placement des timbres est un système qui ne sera pas très commode. Il faudrait donc prévoir une augmentation moins sensible, mais permanente, c'est-à-dire qu'on pourrait faire adopter par nos militants un relèvement moins important, moins substantiel, mais prolongé sur un certain

nombre d'années, et qui prendrait un caractère permanent.
Si, en exposant la situation telle qu'elle vient de nous être exposée, nous obtenions une augmentation moins importante du feuillet, nous aurions beaucoup plus de chance de récupérer effectivement ces sommes.
On peut en effet penser qu'on obtiendra une majorité de camarades dans le Parti qui ne voudront pas que la presse disparaisse. "Le Populaire", bien qu'il ne paraisse que tous les deux jours, a sa nécessité, comme le disait notre camarade Jaquet, parce que la radio, la presse, en reprennent des extraits, ce journal existe... un bulletin n'existera pas, c'est une évidence.
Cette évidence est un élément qu'on ne peut pas éluder et il faut trouver le moyen de faire face à nos dépenses. Je pense donc qu'en ayant un relèvement moins important, mais permanent, on aurait beaucoup plus de chances de résoudre le problème dans l'immédiat. Si l'on adoptait un relèvement de 2,50 au lieu de 5 frs ce serait plus facile à récupérer sur nos camarades.
Voila la proposition que je formule, à première vue.

Le président - La parole est à Alliès, de Montpellier.

Alliès (Hérault)

Mes camarades, la fédération de l'Hérault n'a pas étudié encore le problème. Elle savait qu'elle aurait à l'étudier. Nous en avons parlé un peu au bureau fédéral ; je veux donc apporter simplement les échos du bureau fédéral.
Notre fédération est une fédération d'importance moyenne : 1 500 adhérents, 70 maires Socialistes, quelques élus parlementaires. C'est donc la fédération moyenne. Elle est dans une région encore peu développée. C'est dire si toute augmentation de cotisation serait sensible.
Je crois donc que la solution préconisée par quelques-uns de nos camarades : l'augmentation du prix des feuillets d'une manière modérée, disons, peut-être 100 ou 200 anciens francs par feuillet, serait de nature à donner des ressources tout de suite, étant entendu que cette augmentation serait réservée absolument à la presse du Parti qu'il n'est pas question de voir disparaître.
Je crois, si je suis bon mathématicien, s'il n'est pas impossible d'atteindre 100 000 adhérents en fin d'année puisque Guy a dit qu'on avait déjà une augmentation de 7% à la date du 1er octobre, et nous espérons tenir notre promesse pour arriver aux 10% promis, en plus. Si je suis bon mathématicien, donc, je crois que 100 000 adhérents, à 200 frs cela ferait déjà 20 millions. Si c'est à 100 frs cela fait 10 millions. Par conséquent une partie du déficit serait ainsi épongée.
Deuxième proposition : laisser les fédérations libres de trouver leur quote-part.
Je pense que c'est cette solution qu'adoptera notre fédération. Les moyens d'augmenter les ressources sont classiques. La fédération du Nord nous a dit :

Collection Jean Jaurès

"Notre tombola annuelle nous permet de vivre, et de vivre assez bien jusqu'à maintenant, tant que nous n'avons pas de problème nouveau : changement de siège, etc. "
Il y a là, je crois, un filon à exploiter. Une tombola fédérale, ou des tombolas dans différentes sections, des lotos annuels, peuvent procurer un certain nombre de ressources, avouables, et qui ne sont pas critiquables.
Nous pouvons aussi, je crois, augmenter la publicité dans nos organes nationaux, notamment dans "Le Populaire". Bien qu'il ne tire pas beaucoup, il est vrai que la publicité fonctionne depuis longtemps. Mais la publicité, disons, légale, la publicité qu'une municipalité peut donner à un organe, qui n'est pas fonction du tirage. Si un maire Socialiste a une adjudication importante il peut très bien donner la publicité au "Populaire" qui est habilité à publier des annonces légales. Et c'est un déficit en moins.
Par conséquent, en gros, je crois que nous pouvons faire confiance - en tous cas j'en prends l'engagement pour la fédération de l'Hérault - aux fédérations, pour prendre des quotes-parts du déficit.
Il n'est pas admissible qu'un Parti comme le Parti Socialiste, avec l'ossature qu'il a, avec les moyens administratifs qu'il a, avec sa puissance en municipalités, en Conseillers généraux, en parlementaires, ne puisse pas envisager de couper un déficit de 30 millions d'anciens francs, pour une année, étant entendu, comme l'a dit le camarade qui m'a précédé, qu'il faudrait étudier quand même l'avenir ; et nous aurions une année complète devant nous pour étudier la façon dont nous pourrions réorganiser notre presse, peut-être en obtenant ainsi des moyens de diffusion plus importants.

Le président - La parole est à Besombes, du Tarn-et-Garonne.

Besombes (Tarn-et-Garonne)

Camarades, je voudrais simplement parler en mon nom personnel, car, dans ma fédération, nous n'avons pas encore débattu vraiment ce qui s'est passé jusqu'ici. Je voudrais donc ne pas parler au nom de ma fédération, mais en mon nom personnel.
Voyez-vous, je crois qu'il faut que nous mettions les pieds sur terre. Tout à l'heure Gérard Jaquet nous a dit : "Il y a un déficit de 60 millions ; il faudrait que notre presse subsiste". Je crois que tout le monde est d'accord. Il n'est pas possible, à l'époque où nous sommes, qu'un minimum de presse du Parti n'existe pas. II faut donc en trouver les moyens.
Le camarade précédent de l'Hérault a dit : "Il faudrait peut-être augmenter la publicité". Je crois quêtant que nous n'aurons pas un minimum de tirage dans notre presse il est inutile de parler de publicité, car chacun sait qu'on ne donne de la publicité qu'aux journaux qui ont du tirage ; cela est clair.

Et on nous a dit : "II faudrait augmenter les cotisations de 500 frs par adhérent".
Est-ce que cela est possible ou impossible ? Réfléchissez-y et réfléchissons-y quelques minutes, camarades, 500 francs anciens ! 3 apéritifs à Paris !
Je suis d'une petite fédération. Cette année, le gouvernement a augmenté les permis de chasse. Dans ma commune il y a eu exactement les mêmes que l'année dernière, et pourtant c'était une augmentation sensible. Il y a eu exactement les mêmes. Enfin, à qui allez-vous faire croire que ceux qui ont la foi, qui ont la tripe Socialiste, ne peuvent pas payer 500 frs de plus de cotisation ?
(Applaudissements)
Camarades, je n'ai jamais eu l'honneur de prendre la parole à cette tribune. Je ne suis pas un riche, c'est un forgeron qui vous parle, mais je vous dis : il faut peut-être faire une opération chirurgicale, c'est peut-être plus de 500 frs qu'il faudrait, mais si vous avez la foi, et bien, je crois qu'elle ne tient pas d'un billet de 1 000 ou de 500 frs.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Vauthier, de l'Yonne.

Vauthier (Yonne)

Camarades, je veux intervenir avec le souci de ne pas répéter ce qui a été dit par les camarades qui se sont succédé à cette tribune.
Toutefois, il me semble que je résumerai l'essentiel de ce qui a été dit en disant qu'il est à la fois impossible d'envisager la suppression de la presse du Parti, pour les raisons qui ont été indiquées abondamment tout à l'heure, et, en même temps, impossible d'obtenir dans certaines fédérations cette augmentation de la cotisation qui a été envisagée.
Et pour apporter une contribution, très modeste, à ce débat, je voudrais partir de deux constatations et en tirer deux séries de mesures dont il me semble qu'appliquées elles apporteraient l'une et l'autre une amélioration certaine, la seconde, du reste, ayant un effet beaucoup plus lent que la première.
La première constatation, c'est que malheureusement "Le Populaire" tel qu'il est reste exclusivement le journal, non pas des militants, malheureusement, mais d'une élite de militants. Et ceux-là, plus que tous autres, comprendraient sans doute mieux que l'on commence par relever le taux de l'abonnement. C'est un apport minime, étant donné que nos abonnés sont peu nombreux ; mais je crois que, sauf lorsqu'il s'agit de vieux camarades, de vétérans du Parti qui restent attachés au "Populaire" parce qu'il représente pour eux les beaux temps du Socialisme, dans la plupart des cas ce relèvement pourrait être envisagé et appliqué.
Et l'autre constatation m'amène à dire que le journal du Parti, on ne peut plus dire "Le Quotidien du Parti", l'organe national du Parti, mérite malheureusement trop

son titre, il est "Le Populaire de Paris".
Cette insuffisance, elle ne provient pas de ce qu'il est, mis elle provient de l'esprit régionaliste qui sévit dans nos rangs, quant à la presse. Et, dans de nombreuses régions, dès que l'on a quitté le bassin parisien, les journaux régionaux, qui à l'origine étaient inspirés et animés par les Socialistes ("à l'origine", je veux dire surtout : à la Libération) sont considérés par la plupart de bons camarades comme les journaux suffisants pour la formation Socialiste.
Et bien, puisque tout à l'heure on envisageait des mesures d'autorité, je crois que le Parti devrait décider qu'il demandera à toutes les fédérations de souscrire, d'amener leurs adhérents à souscrire un chiffre d'abonnés qui soit en proportion de leurs effectifs, des mandats qui sont utilisés ici, et en particulier des mandats qui sont aussi détenus par leurs divers représentants, Conseillers municipaux, Conseillers généraux, etc.
Je sais que c'est un effort ingrat. Je sais aussi qu'il n'aboutira pas à des résultats immédiats, mais, pour avoir pratiqué dans ma petite fédération de l'Yonne ce travail de harcèlement de camarades, qu'on appelle et qui se laissent appeler "des militants" et qui ne font pas toujours le premier de leurs devoirs, à savoir s'informer par la presse de leur Parti de ce qui se passe dans le Parti, je suis persuadé que si chacun des Secrétaires fédéraux entreprenait cette tâche, dans les régions en dehors de ce bassin parisien, en dehors de la région parisienne, dans ces régions excentriques où l'on abandonne trop "Le Populaire", on devrait arriver à augmenter sensiblement le chiffre de nos abonnés.
Voilà, mes chers camarades, les deux suggestions très précises, et à mon avis très pratiques, auxquelles j'entends limiter mon intervention.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Courrier, de l'Aude.

Courrier (Aude)

Mes chers camarades, c'est le Secrétaire fédéral de l'Aude qui vient à cette tribune pour parler, comme on vient défaire, de la possibilité de sauver les journaux du Parti. Il est bien entendu que personne ici ne souhaite la disparition ni du "Populaire", ni de "Démocratie 64". Et nous sommes unanimes sans doute à nous féliciter de l'action que mènent dans ces deux journaux les quelques camarades qui y ont attaché pratiquement leur vie.
Mais il ne s'agit pas de penser et d'espérer, il s'agit de savoir si l'on peut réaliser.
J'ai été assez inquiet tout à l'heure en entendant Jaquet, lorsque, dans son exposé, il nous a dit que la presse du Parti, ces derniers temps, n'avait pas vécu sainement, et il nous a dit que dans les 60 millions de déficit, une large part avait été épongée par des participations qu'il avait été, sur le plan de la morale politique, quelquefois

difficile d'obtenir.
Et il nous propose de limiter cette participation venant de l'extérieur à quelque 20 millions, ce qui laisserait subsister une partie qui ne serait pas saine dans les finances de nos journaux.
Je veux également, et c'est une incidente, indiquer que le Secrétaire général du Parti devrait être tenus a l'écart de toutes les opérations financières qui pourraient intéresser la presse du Parti. Il ne faut en aucune manière que le Secrétaire général puisse, en quoi que ce soit, être "mouillé" - passez-moi l'expression - par une difficulté qui, sur le plan commercial, pourrait atteindre notre presse. Il doit être comme la femme de César et rester au-dessus de tout cela ; il ne faut pas que celui qui nous représente tous puisse en aucune manière atteindre le Parti, étant lui-même atteint.
Et, pour revenir au problème qui nous est posé, je vous indiquerai que j'ai été surpris de ce que j'ai entendu à cette tribune. J'ai été surpris car j'ai entendu le représentant de la fédération du Nord tenir ici un raisonnement analogue à celui que je tiendrai moi-même, et j'ai été surpris également de voir certains représentants de fédérations moins importantes que celle du Nord venir ici nous dire qu'il était facile de régler le problème.
Ma fédération est une fédération qui, toutes proportions gardées, est comme celle du Nord. La plupart des adhérents de ma fédération ne sont point des fonctionnaires, ce sont des ouvriers agricoles. Et il faut qu'on sache que dans ma région des ouvriers agricoles gagnent actuellement 37 à 40 000 frs par mois. Il est difficile par conséquent de leur demander une augmentation de la cotisation qui représenterait pratiquement une augmentation du tiers par rapport à ce qu'ils paient à l'heure actuelle. Et il est incontestable que dans la mesure où nous voudrions conserver nos effectifs, lorsque nous obligerions nos adhérents à payer 500 frs de plus, comme on essaie de l'envisager, ces 500 frs de plus viendraient en déduction des timbres que l'on paie, et notre camarade Provo verrait incontestablement ses recettes diminuer d'autant. Je ne vois pas ce que le Parti aurait à gagner.
Je crois par conséquent que ce n'est pas de ce côté-là, quelles que soient les difficultés que nous devons nous tourner.
Des solutions, d'ailleurs, je vous le dis, je n'en ai pas. Je n'en ai pas parce qu'il n'y en a pas, ainsi que Guy Mollet vient de me le souffler. Il n'y en a pas parce que le problème est trop difficile à résoudre.
Je veux bien que dans certaines fédérations ou il y a 150 ou 200 adhérents on puisse essayer, étant donné qu'il s'agit d'une élite, de demander à ces adhérents une augmentation de cotisation qui serait de 1 000 frs, par an, mais comment voulez-vous que dans une fédération ouvrière comme celle du Nord, comme celle du Pas-de-Calais ou de l'Aude, nous puissions arriver à un pareil résultat.
Je ne crois pas non plus que nous devions nous laisser aller à baser l'équilibre du

"Populaire" et de "Démocratie 64" sur le résultat de kermesses que nous organiserions dans nos départements. Cela ne fait pas sérieux. Il ne faut pas que nous comptions sur cette espèce de joie populaire que l'on peut créer le dimanche, pour donner à nos journaux les sommes qui sont indispensables. Si nous le réussissons, tant mieux, mais il serait dangereux que nous nous engagions dans une voie qui consisterait à permettre aux journaux de se croire équilibrés par les fêtes populaires que nous pourrions organiser.
Je ne crois pas non plus - cela ne fait pas très sérieux - que nous puissions demander à nos fédérations d'obtenir de leurs adhérents, comme on l'a proposé tout à l'heure, un nombre d'abonnements correspondant aux adhérents. Celui qui en parlait ici en parlait facilement. Je regardais le chiffre de ses adhérents ; il pourrait très facilement obtenir une augmentation de 10 ou 15 ou 30 ou 50 abonnements dans son département. Dans le mien, dans la mesure où on voudrait arrivera une proportion analogue, ce serait tellement important que je ne pense pas que nous puissions le demander à nos adhérents.
J'ai dit cela d'une façon assez pessimiste parce que, je le répète, je ne pense pas que les solutions qu'on nous a proposées soient valables. Peut-être faudrait-il envisager d'accrocher la presse du Parti à un journal de province, à un journal Socialiste qui existe déjà. Peut-être pourrions-nous demander, dans cette période de vaches maigres, à un journal qui vit (et je n'en cite aucun) d'abriter la prose que lui confieraient les représentants qualifiés du Parti. Je ne vois que cette solution. Mais je ne pense pas qu'en demandant 500 frs de plus à chacun de nos adhérents nous puissions arriver à sauver le Parti, à sauver sa presse. Nous porterions une atteinte grave à notre Parti par la diminution du nombre de ses adhérents, et nous n'aurions pas pour autant sauvés nos journaux.

Le président - La parole est à notre camarade Fatous, du Pas-de-Calais.

Léon Fatous (Pas-de-Calais)

Camarades, la Section fédérale du Pas-de-Calais s'est penchée dimanche dernier sur ce problème et il faut avouer que demander 500 F de plus aux adhérents est impossible dans le Pas-de-Calais, comme dans le Nord et comme ailleurs sans doute. Déjà, actuellement, nous avons de grosses difficultés à imposer aux camarades les timbres 2 et 3 ! Imposer 300 frs en plus, non, franchement, c'est impossible.
Des solutions, camarades, il y en a tout de même.
Je pense, voyez-vous, qu'on pourrait peut-être augmenter le feuillet de 200 Frs, ce qui donnerait tout de même à 90 000 adhérents à 200 frs : 18 millions environs, sur le plan national.
D'autre part, on pourrait demander aux sections d'augmenter le nombre d'abonnés.

Je pense que 2 500 sections, sur le plan national, pourraient prendre chacune 2 abonnés. 2 abonnés, cela veut donc dire 5 000 et, 5 000 à 2 000 Frs. c'est tout de même 10 millions en plus, camarades.
Troisième solution : imposer aux fédérations une participation sous forme de souscription de 100 000 frs par parlementaire. Je prends un exemple : le Pas-de-Calais à 9 parlementaires ; on demande, non pas aux parlementaires, mais à la fédération de fournir 900 000 frs, à charge pour la fédération de les trouver dans le département. 120 parlementaires, cela donnerait environ 12 millions.
Le total de ces 3 solutions donnerait environ 40 millions.
Je crois que c'est une solution qui peut être retenue.
D'autre part, camarades, il ne faut pas oublier aussi qu'en début dé l'année 1965, nous aurons l'augmentation normale des cotisations et je crois que cette augmentation normale va nous apporter une augmentation de...

Dans la salle - 7%

Léon Fatous - ...de 7%, ce qui veut dire qu'il y aura une augmentation de 120 frs par membre. 120 Frs, plus 200 Frs, cela risque d'apporter une augmentation de 300 frs.
Alors, camarades, bien sûr nous sommes pour continuer "le Populaire", nous sommes pour continuer "La Démocratie" mais, je le répète, une augmentation de 500 frs par adhérent, pratiquement je ne crois pas cela possible dans nos fédérations.

Le président - La parole est à Parpais.

Parpais (Seine)

Camarades, j'ai travaillé pendant douze ans au "Populaire", ce qui fait que je connais ce genre de difficulté qui nous est soumise aujourd'hui ; ce n'est pas d'aujourd'hui qu'elle date et je me félicite qu'elle vous soit posée dans toute la brutalité nécessaire.
Je ne travaille plus depuis six ans au "Populaire", que qui me permet d'avoir une certaine liberté d'esprit pour intervenir. Il m'est évidemment plus facile de le faire qu'au Secrétaire général de la fédération de la Seine, Claude Fuzier, celui-ci étant, comme vous le savez, rédacteur en chef du "Populaire", et je dois dire que j'ai entendu ici des choses qui m'ont étonné.
Je ne conçois pas que des camarades puissent imaginer presque de gaieté de cœur que la presse nationale du Parti puisse disparaître !
En matière de politique, un Parti ou une idée dont on ne parle plus, c'est une idée qui n'existe plus et je voudrais revenir sur ce que Jaquet vous a dit tout à l'heure, à

Fondation Jean-Jaurès

savoir que dans les maisons de nos provinces le nom et la politique du "Populaire", c'est-à-dire du Parti Socialiste, entre tous les matins par la voie de la Radio qui touche des millions et des millions d'auditeurs. Si nous supprimons cela, ce n'est pas la presse du Parti que nous supprimons, c'est l'audition même du Parti dans toutes les maisons de France, et c'est tout de même à cela qu'il faut penser.
(Applaudissements)
Camarades, les solutions qu'on vous propose sont des solutions difficiles et lourdes ; il est possible peut-être de les aménager.
J'ai également entendu des choses qui m'ont choqué !
Un nous dit : "La presse du Parti, dans les autres pays de l'Europe, connaît aussi des difficultés, mais ces difficultés sont résolues tout naturellement à cause des ressources de ces Partis. Vous devez vous rappeler que les populations des autres pays d'Europe ne sont pas plus riches que la population française, mais que les Partis étrangers savent, eux, faire comprendre aux militants que quand on se dit "militant", il faut aussi l'être sur le plan du porte-monnaie.
Un nous dit aussi : "Avec les cotisations syndicales que payent nos adhérents, qui sont en même temps bien heureusement, des militants syndicaux, il ne nous est pas possible d'augmenter la cotisation" ! Il y a de pauvres bougres qui sont nos militants de base et qui n'hésitent pas à verser 8 000 francs par an à leur syndicat !"
Alors, camarades, j'avoue ne pas comprendre ce complexe permanent d'infériorité vis-à-vis de ces syndicats ! Je ne comprends pas pourquoi, d'entrée, nous estimons que la politique ne doit pas coûter aussi cher que le syndicalisme !
(Applaudissements)
Cela dit, il n'est pas question de nier les difficultés pratiques que vous rencontrez. Il est sûr qu'augmenter de 500 frs la feuille, c'est-à-dire demander à tous les militants, y compris les plus pauvres, qui sont les plus nombreux bien entendu, de payer 500 frs de plus d'un seul coup, c'est une charge que, peut-être, raisonnablement, vous pouvez estimer trop lourde.
Il est certain aussi que la diffusion du "Populaire" et de la presse du Parti pourrait être peut-être augmentée comme disait Maurice Gauthier.
Il est non moins certain qu'un des obstacles permanents qui ne date pas d'aujourd'hui à l'augmentation de la diffusion de la presse nationale du Parti, c'est l'existence - fort heureuse - d'une importante presse régionale du Parti.
Il est bien certain que dans les régions où on a la chance d'avoir une presse régionale du Parti puissante, la presse nationale connaît moins de diffusion et peut-être que ce fait impose des devoirs particuliers à ces fédérations qui ont la chance d'être trop riches et d'avoir un journal !
Alors, camarades, je pense qu'il faut essayer de chercher des solutions moyennes et on nous a dit ici - et cela paraît de bon sens - qu'une augmentation de 100 et, si possible, de 200 frs du feuillet serait acceptable à la limite, ce qui a tout de même

l'avantage incontestable de garantir, dès le début de l'année, à la caisse de nos journaux nationaux, une somme minimale sur laquelle ils peuvent compter, et puis on pourra.it peut-être, pour le reste, faire confiance aux fédérations.
Les unes disent : "On peut faire des fêtes, on peut faire des kermesses" et les autres disent : "C'est impossible" Et bien, que celles qui pensent pouvoir le faire, le fassent et que les autres trouvent autre chose !
Des fédérations qui viennent nous dire qu'elles ne peuvent pas augmenter la cotisation ont tout de mémo de nombreux élus, et pas seulement des élus à l'échelon national; elles ont aussi des municipalités, elles ont aussi beaucoup de Conseillers municipaux, des ç:ens qui peuvent faire de la propagande, du recrutement et des abonnements, elles ont des gens qui, parfois, touchent un peu plus d'argent que les autres.
Il ne faudrait pas considérer dans ce Parti, camarades, qu'il n'y a que des gens qui peuvent payer le feuillet le moins cher, celui portant le n° 1. Je cois que, sur notre petite feuille de cotisations, les prix sont calculés en fonction du revenu mensuel des camarades et qu'il n'y en a qu'une seule pour la somme de 328 frs et qu'on arrive à la catégorie maximale, c'est-à-dire en dessus de 1 200 frs par mois.
Et bien, je vous assure, camarades, qu'il y a dans nos fédérations un certain nombre de camarades qui touchent beaucoup plus de 1 200 frs par mois et peut-être qu'à ceux-là nous pourrions demander un effort complémentaire.
Bref, je me résume en souhaitant qu'on amène à 200 frs par an l'augmentation obligatoire du feuillet pour tous et que, pour les 500 frs restant, on fasse confiance à l'imagination de chacune des Fédérations régionales pour s'engager à trouver le supplément nécessaire pour que notre presse ne disparaisse pas.
(Applaudissements)

Le président

Camarades, ce n'est pas pour critiquer, bien que la section que je représente dans la fédération de la Seine, a 1 800 adhérents et marche allègrement vers ses 2 000, ce qui représente un cinquantième de la cotisation supplémentaire, mais je pense qu'il y a tout de même un problème sur lequel il faudrait que nous nous penchions, c'est que bien souvent nos municipalités n'utilisent pas tous les moyens qui sont à leur disposition. Nous avons 5 000 municipalités en France ; si chacune d'elles était abonnée au "Populaire", il y a dix-sept ans que celle de Puteaux y est - eh bien, cela représenterait déjà quelque chose comme 15 millions d'anciens francs de plus dans la caisse du "Populaire".
Il y a 5 000 municipalités, mais il y a, camarades, des dizaines de milliers d'élus Socialistes, plutôt qui se réclament du socialisme au moment des élections et si tous étaient abonnés à "Démocratie", vous ne croyez pas que cela apporterait quelques moyens ?

Aussi, il faudrait peut-être que nos fédérations, que le Parti exigent de la part de ceux qui sont ainsi élus et qui vont bien savoir nous retrouver très prochainement, au moment des élections municipales - parce qu'elles ont lieu bientôt ! - de la part de toutes les municipalités qui ont une direction Socialiste, qu'elles soient abonnés au "Populaire".
Cela me paraît être quelque chose qu'on doit pouvoir faire, et que nous demandions au minimum que tous nos élus, tous ceux qui se réclament du Parti pour être élus, soient abonnés à "Démocratie".
C'est une simple suggestion que je voulais faire, mais je pense que l'effort qui sera ainsi demandé et qu'il faudra bien faire pour que notre presse survive, ne sera pas suffisant car on nous a parlé, tout à l'heure de 30 millions à trouver par certains moyens qui peuvent disparaître demain.
Alors, je pense que c'est vers les élus qu'il faut aller.
Il y a encore dans notre pays des élus qui ne sont pas à jour de notre cotisation. Il s'agit d'élus municipaux. Il faut peut-être plus exiger et aller jusqu'à leur imposer au moins d'être abonnés à un hebdomadaire du Parti. C'est bien peu de chose comparé à ce que, tout de même, comme satisfaction quelquefois le Parti leur apporte !
(Applaudissements)
La parole est à notre camarade Gazier, ensuite à Brutelle.

Albert Gazier

Camarades, quelques très rapides observations sur ce problème.
D'abord, il est évident que la situation actuelle de la Presse du Parti doit être appréciée par chacun d'entre nous exactement de la même manière et que les nuances qui peuvent nous distinguer en d'autres occasions n'interviennent en aucune façon dans ce débat.
Deuxièmement, le Comité directeur a examiné avec beaucoup d'attention le Rapport de Jaquet et il n'est pas contestable que les chiffres qu'il donne reflètent exactement la réalité.
Troisièmement, il est certain aussi qu'il n'y a pas de remède de bonne femme à des situations de ce genre et que toute solution qui tend à dire : "On fera appel à la publicité commerciale" ou quelque chose de ce genre, est absolument irréalisable et ne peut pas être prise en considération.
Quatrièmement : il faut donc en venir à une augmentation de l'effort financier du Parti, c'est-à-dire de ses adhérents.
Je comprends bien que ce soit un effort énorme. C'est un effort énorme et un effort avec lequel on n'est pas toujours très habitué, il faut bien le reconnaître, mais, au fond, quelle est la réaction du militant moyen du Parti ?
D'abord, il ne veut pas payer l'augmentation de cotisation, c'est vrai, mais aussi il ne veut pas que le Parti voit sa presse disparaître ; c'est vrai aussi !

Alors, il faut essayer de savoir si, pour lui, après l'argumentation du fait que le Parti doit conserver une presse à la veille des élections municipales, à l'avant-veille des élections présidentielles, à un moment où, vraisemblablement, il va falloir continuer, poursuivre, élargir le dialogue avec le Parti Communiste pour exploiter la situation nouvelle qui se dégage actuellement, si cela vaut 500 frs par an ou si cela ne les vaut pas ! Voilà la question.
J'ai discuté tout à l'heure avec des camarades de la Section à laquelle j'appartiens et, évidemment, ils ne sont pas très chauds. Je ne dis pas qu'ils représentent la moyenne du Parti, ce sont des gens de la région parisienne, des employés an général, mais enfin ce ne sont pas des banquiers, et ils ne sont pas très chauds pour l'augmentation de la cotisation ; ils m'ont dit : "Après tout, cela fait le prix d'un journal l/2 par mois" et bien, cela vaut pour que le Parti ait sa presse".
Et puis, si le Parti ne veut pas, il n'y aura pas de presse, mais je crois que toute tierce solution doit être exclue.
Bien sûr, si des fédérations peuvent, par des moyens divers, arriver à dispenser l'adhérent de la totalité de l'effort qui lui est demandé, cela peut être envisagé, mais en réalité, le dilemme est très simple : c'est un effort correspondant à 5 nouveaux francs par an et par adhérent, ou pas de presse du tout. Or, il faut une presse ; la conclusion s'impose donc d'elle-même.
(Applaudissements)

Le président - Je voulais donner la parole à Brutelle, mais Brutelle n'a rien à dire.
Est-ce qu'il y a encore d'autres camarades qui veulent intervenir dans le débat ?
Personne. La parole est à Guy Mollet.

Guy Mollet

Je voudrais vous dire, camarades, tout d'abord-quel est le sens de notre réunion.
J'ai eu, dans une ou deux interventions, deux interventions exactement, je crois, l'impression que les camarades s'étonnaient d'être aujourd'hui placés en face d'une responsabilité alors qu'ils n'étaient pas prévenus des détails.
Ce n'est qu'une réunion d'information que nous tenons aujourd'hui et c'était justement pour pouvoir vous donner tous ces détails.
Ce n'était donc pas avant qu'il fallait en délibérer dans les Commissions exécutives des fédérations, c'est maintenant.
Ce n'est pas an reproche adressé à celles qui l'ont fait, parce qu'il se trouve qu'elles avaient un membre au Comité directeur qui était averti et qui, lui, pouvait déjà vous entretenir du problème, mais les fédérations qui n'avaient personne au Comité directeur ne pouvaient rien connaître des détails du Rapport Jaquet et n'étaient donc pas habilitées pour en délibérer avant, si bien que nous allons vous demander de rentrer chez vous et de dire aux camarades du Parti quels sont les éléments du

problème, et nous aurons alors fin novembre un Conseil national et, à ce Conseil national-là, ce ne sera plus pareil ; il y aura, bien sur, des discussions, encore un débat, mais il faudra alors voter et prendre ses responsabilités.
Je voulais, là-dessus, vous donner mon point de vue, à mon tour.
La conviction profonde est qu'il n'y a pas de Parti Socialiste sans presse socialiste nationale.
Je sais bien que nous avons un certain nombre de grands journaux provinciaux, de petits journaux fédéraux ou locaux, mais il y a une distinction entre les deux d'ailleurs.
Ces grands journaux provinciaux, qui sont condamnés à vivre, eux, sur leurs ressources, pour le faire ne peuvent pas être, à longueur d'année, des journaux strictement politiques. Il faut prendre les choses comme elles sont, et ce n'est pas un grief.
J'appartiens au Conseil d'administration d'un de ces grands journaux, qui est Nord-matin, et je sais le débat permanent qui existe entre, disons Ouvrier (?) et Laurent, qui sont des amis intimes et qui marchent la main dans la main, mais, entre le politique et le commercial, le politique disant toujours : il faut en insérer le plus possible, et le commercial disant : si j'en mets trop, ça ne rendra plus !.
Donc, à ces journaux-là on ne peut pas demander d'être strictement les porte-parole de la pensée Socialiste, fut-ce dans leur région ; ils la diffusent au maximum, mais il ne faut pas qu'ils se marquent trop.
Pour les petits journaux fédéraux ou locaux, c'est différent. Ceux-là y vont à fond et ceux-là n'ont qu'une audience très limitée et le nombre de ceux-là qui ne vivent plus que parce qu'ils ont le soutien des démocrates, augmente tous les j ours.
Alors, je dis : il n'y a pas de Parti sans presse nationale du Parti.
Je dois employer un mot que je souhaite qu'on ne prenne pas dans un sens excessif : s'il n'y a plus de presse nationale du Parti, c'est la radicalisation certaine de la SFIO. Bon pas radicalisation dans les esprits - je ne fais à personne ce grief - mais dans les faits. En réalité;, du reste, cela est d';jà commencé dans le Parti et si nous avons, cet après-midi, le loisir de parler d'autres problèmes, il faudra tout de même bien dire que cela devient très curieux de constater, dans ce Parti, que, dans certaines régions on a plus d'élus que de membres à la fédération et que dans ce mois d'Octobre 1964 il est des élus nationaux - je ne sais pas s'il en est dans la salle - qui n'ont pas encore leur feuillet 1964 dans la poche.
Vous comprenez, il faut bien que nous nous rendions tous compte que ce n'est pas concevable, sinon on pourra peut-être avoir de bonnes formations électorales mais on n'aura plus un Parti Socialiste, si les choses continuent ainsi.
Je ne suis pas inquiet, pour les élections municipales, on discute beaucoup d'argent ici, mais il n'y a pas un seul d'entre vous qui se pose un problème pour les élections municipales, faites-nous confiance, dans toute la France, du "fric", il y en a, dans

ces occasions-là.
Or, je dis, il faut sauver les "journaux nationaux. Première affirmation : il n'y a pas de Parti Socialiste sans presse nationale et, deuxième corollaire : il n'y a pas de presse Socialiste sans l'appui du Parti Socialiste.
Et si des gens rêvent à une presse Socialiste nationale s'autofinançant, rentable, ils se "foutent" du monde.
Ce qui est vrai pour les grands journaux régionaux, dont je parlais tout à l'heure, est a fortiori vrai pour la presse nationale.
C'est impossible, et ce n'est pas un phénomène d'aujourd'hui, ni spécial à la France, c-'est un phénomène général.
"Le Peuple" subsiste en Belgique, mais dans le budget du Parti belge, il y a des dizaines de millions dont se nourrit "Le Peuple", et si on a cité certains Partis frères qui ont laissé disparaître leur journal national, c'est parce qu'ils ont de grands journaux nationaux absolument proches d'eux dont ils assurent le contrôle, ce que nous n'avons pas parce que nous n'avons pas su les avoir au lendemain de la Libération, ce que nous avons raté.
Je dis, c'est partout et de toujours. "Le Populaire" n'a jamais vécu de ses seules ressources, pas plus que "l'Humanité" - je parle de "1'Humanité" qui précédait le "Populaire", je ne parle pas du journal communiste.
Ils ont toujours été aidés, à. la fois par le Parti, et toujours aidés aussi par les appuis extérieurs au Parti.
Je me tourne vers Courrière, qui a dit son étonnement "d'apprendre que…"
Et bien, tout le monde l'a toujours su dans les organismes directeurs du Parti ; les membres du Comité directeur et du bureau ont toujours su qu'il y avait de ces aides extérieures.
Il ajoutait qu'en tout état de cause il fallait que le Secrétaire général fût vierge... C'est trop tard !… (rires)... Beaucoup trop tard ! Je n'avais pas quarante-huit heures au Secrétariat général que notre camarade Léon Blum m'appelait et me disait : "Guy Mollet, il y a un certain nombre d'aides étrangères au Parti". Cela, après l'avoir transmis à Naegelen, je l'ai transmis à Jaquet.
Ce à quoi le Secrétaire général du Parti a veillé autant qu'il a pu le faire - autant que Léon Blum, dont personne, ici, ne pensera que la mémoire est en cause - c'est qu'en aucun cas ce ne soit sale, et qu'en aucun cas cela ne porte atteinte à la politique du Parti. Notre indépendance est toujours restée totale, mais c'est vrai que nous sommes allés, parfois - et que nous allons encore - chercher l'argent là où il était.
Avec ces aides d'origine française, j'ai eu, pendant une certaine période, une aide de camarades de l'Internationale. C'est même avec elle que nous avons lancé "Démocratie", c'est même ave c elle que nous l'avons soutenu, c'est même avec elle que nous avons fait, pour ce journal, un effort absolument extraordinaire, et de publicité à la radio, et de publicité dans les journaux, et des efforts rédactionnels, et

en payant des pigistes de qualité, et en vous demandant, au cours d'une réunion dont j'ai gardé le souvenir, à l'issue d'un Congrès où l'on avait réuni tout le monde, de faire pour la diffusion de "Démocratie" un effort gigantesque. Pour vous faciliter la tâche, on donnait aux démarcheurs une ristourne importante se montant au quart du prix de l'abonnement. Cela a été fait dans deux fédérations, en tout et pour tout, dans toute la France.

Alors, il ne faut pas vous étonner, maintenant, si - alors que cette aide a disparu - ce journal se bat difficilement avec ses 35 000 abonnés, en ayant dû renoncer à la vente au numéro, qu'il vient de reprendre dans un certain coin de France, mais qui est dure à supporter étant donné le nombre d'invendus et le brouillonnage que cela représente.

Donc, deuxième affirmation, il n'y a pas de solution à la presse Socialiste sans que le Parti intervienne, pas de solution dans l'équilibre. Tout ce que l'on peut faire, dans ce domaine, c'est chercher à réduire les dépenses, à augmenter les recettes, en se disant que cela diminuera simplement la participation du Parti, mais il faut que vous partiez de cette idée, a priori, que si l'on veut une presse nationale il faut qu'il y ait une participation du Parti.

Alors, la question simple qui sera posée au prochain Congrès, qui sera en quelque sorte une question préjudicielle à tous ces débats pour savoir si on demande tant à la section, tant à l'homme, tant à la fédération, est la suivante : le Parti, en 1965, doit-il inscrire dans son budget, en recettes et en dépenses, 45 millions ? Voilà le problème, il est simple, il se ramène à cela : le Parti, dans ses organismes de direction, va-t-il inscrire en 1965, en recettes et en dépenses 45 millions ?

En dépense, c'est facile, c'est affecté, c'est le prototype de la dépense affectée : 45 millions, presse du Parti.

En recettes, c'est plus difficile. C'est plus difficile sur une trésorerie dont il faudrait tout de même comprendre ce qu'elle est à l'heure actuelle.

Le budget présent du Parti est d'environ 120 millions, sur lesquels 2/3 nous viennent des cotisations, et 1/3 des cotisations parlementaires, c'est-à-dire que nous sommes déjà dans une situation très curieuse : un budget étriqué, très étroit. Il est impossible de faire, au centre du Parti, tout ce que nous voudrions faire pour la propagande, or nous ne vivons plus, maintenant, que parce qu'il y a un tiers de notre budget qui nous vient des cotisations parlementaires ! Cela veut dire que si nous avions une période encore plus difficile que celle que nous avons, le problème même du budget du Parti se trouverait posé quant à ses recettes !

A 120 millions, il faut ajouter 45 millions. Voilà exactement le problème.

La réponse que j'attends, que j'espère, que je souhaite enfin - et là je traduis l'opinion de presque tout le monde dans le bureau et dans le Comité directeur et, au fond, votre opinion profonde à vous tous - c'est oui, il faut ajouter les 45 millions, les ajouter en dépenses pour faire vivre la presse, les ajouter en recettes.

En recettes, sous quelle forme ?
Alors, là, il faut tout de même que nous regardions un peu, mes camarades, la situation des recettes dans le Parti. Nous manquons totalement de courage, et nombreuses sont les sections et fédérations où l'on triche avec la vérité.
Quels sont les taux actuels des timbres tels que nous les connaissons, nous, au Parti, je ne parle pas des pris auxquels vous les vendez aux militants dans les sections et Fédérations, je parle de la recette sur le plan national ?
Et bien, nous avons constaté que dans les adhérents il y avait - écoutez bien, et vous allez vous-mêmes être affolés, je l'espère - 20% qui nous prenaient le timbre à 0,43 francs, c'est-à-dire qui étaient supposés gagner moins de 31 000 francs par mois !
Vous avez l'impression que c'est réaliste, qu'il y a encore en France, à l'heure actuelle, 20% de personnes à moins de 31 000 francs par mois ? Ce sont les prix auxquels vous nous les payez, à nous, au Parti. Je ne sais pas ce que vous en faites après.
Il y a ensuite 65% - ce sont toujours les prix que nous paient les trésoriers fédéraux - de timbres, dans les chiffres que nous imposons - mais en réalité, combien de fédérations ne connaissent que celui-là, le timbre 1 - qui sont donnés à des adhérents qui sont tous supposés gagner moins de 60 000 francs par mois.
Ce n'est pas réaliste, encore une fois, en ce qui concerne les adhérents de la SFIO ! Je comprends bien les réactions de telle fédération paysanne, très paysanne, avec des ouvriers paysans nombreux, ou de telle fédération ouvrière, mais enfin, ce n'est pas vrai, pour l'immense majorité de nos fédérations, que nous ayons ce pourcentage d'adhérents de moins de 60 000 francs par mois, alors que nous n'aurions que 2% - vous entendez bien, 2% ! - d'adhérents du Parti qui gagneraient 120 000 francs, et 13% qui gagneraient plus de 60 000 et moins de 120 000 !
On triche partout ! On n'a pas le courage de demander à ceux qui peuvent payer dans le Parti une participation suffisante ! Voilà des gens qui sont membres du Parti en payant une cotisation de 82 francs par mois - je parle en anciens francs, cela va sans dire - plus les 110 francs du feuillet annuel !
Camarades, là, on n'ira pas loin, vous savez !
Quelqu'un, tout à l'heure - je crois que c'est Papet (?) - disait qu'on savait faire un effort supplémentaire quand il s'agissait des cotisations syndicales ; si l'on n'a pas le courage d'aborder ce problème et de le prendre à bras-le-corps, on aura toujours des moyens d'action limités.
C'est la raison pour laquelle, moi, je propose que, vraiment, le principe des 45 millions soit retenu, qu'ils soient inscrits en recettes pour le Parti, car il ne s'agit pas de prendre des engagements - on va essayer de… on va s'efforcer de… - non, il s'agit de les inscrire en recettes, et cela veut dire, donc, que les fédérations seront comptables, devant la trésorerie du Parti, d'autant de fois 500 francs qu'ils ont

d'adhérents.
Est-ce qu'il est nécessaire de le mettre sous cette forme ?
Ce n'est pas sûr, c'est là-dessus qu'il pourrait y avoir, le jour où on aurait décidé inscription des 45 millions, une discussion fructueuse.
Personnellement, j'avais proposé, lors du bavardage au bureau - ce n'était pas une discussion, mais un échange de vues - qu'on fasse deux parts sur ces 500 francs qu'il faut, environ, par tête, qu'on dise : il faut, en gros, 200 francs... d'ailleurs, je ne les baptisais pas comme cela, je disais : trois fois le feuillet individuel, car le feuillet individuel nous vous le vendons 110 francs, qu'il soit donc porté à 330, et qu'on ne dise pas 200 francs de plus mais trois fois le feuillet individuel. Et je disais pourquoi : le feuillet individuel étant indexé, je ne veux pas de l'indexation plus 200 francs, je ne veux pas qu'on revienne l'année prochaine en disant : 45 millions, ça ne suffit plus, il en faut 48, sous prétexte d'une augmentation. Comme cela, le feuillet étant indexé, trois fois le feuillet cette année, trois fois 110, et l'année prochaine peut-être 3 fois 112 ou 113, s'il y a une augmentation appliquée.
Donc, restent un peu moins de 300, car je ne triche pas, je ne pense pas qu'il faille aller au-delà des 500 pour la première année, à peu près 280, et ces 280, et bien cherchez toutes les méthodes pour les faire rentrer dans les fédérations, sans exiger d'ailleurs de ces fédérations qu'elles fassent porter cela sur les feuillets ni même sur les timbres, car il n'est pas normal qu'on aille demander cette augmentation, à égalité, au gars qui vraiment est un ouvrier agricole ou un retraité des mines, pour lequel cela va déjà peser, et à nombre de nos camarades pour qui cela représente - un copain vient de faire le calcul - très exactement 74 cigarettes par an !
Alors là, non, vraiment, il faut qu'on sache si on est décidé à maintenir cette presse ! Moi, je dis oui, et je souhaite que vous disiez oui.
Je veux donner une réponse à un camarade qui m'a dit : cela va mieux, on peut peut-être compter sur 100 000. Guy Mollet, à Livry-Gargan (?), a annoncé une augmentation de 7% des adhérents.
C'était vrai, ça ne l'est plus.
C'était vrai sous quelle forme, et çà ne l'est plus sous quelle forme ?
Chaque mois, la trésorerie, sous les ordres de notre camarade Victor Provo, fait ce petit travail que je vous montre là, qui est à la disposition de quiconque ici, travail qui consiste à dire : à la date du tant, il y a tant de cartes prises, tant de feuillets pris, tant de timbres prise. Et puis, elle fait le total et elle fait deux comparaisons :
Par rapport à la même date de l'an précédent, où en sommes-nous ?
Et nous avons eu la satisfaction, depuis la moitié de l'année, de constater que par rapport aux prises de l'année précédente nous étions presque partout en progrès léger. La meilleure date a été celle du 15 septembre, date à laquelle le progrès, pour l'ensemble - pas pour chacune des fédérations - des fédérations atteignait 7%, en moyenne.

Ce progrès peut s'expliquer de deux manières :
Cela peut être parce qu'effectivement on a un peu plus d'adhérents, ce que m'affirment les copains des fédérations que je vais régulièrement visiter, cela peut être, aussi, parce que simplement il y a des facilités de trésorerie un peu moins étroites dans quelques fédérations, et qu'on a pris plus vite des cartes et des timbres, la vraie différence, c'est au 31 décembre qu'on va la juger, la vraie différence ce sera le pourcentage d'augmentation par rapport à l'année dernière.
Or, j'ai fait établir avant-hier les chiffres, et je vois que Victor Provo les a, comme moi, sur sa table - au 23 octobre nous n'avons plus 7% d'avance, nous avons 2% d'avance en ce qui concerne les feuillets, et 4% d'avance en ce qui concerne les timbres. Le rythme, donc, s'est ralenti, ce qui semblerait dire que, pour beaucoup, ce n'était pas réellement une augmentation, mais simplement une prise anticipée des timbres ou des cartes par rapport à l'année dernière. Le signe est donc moins favorable, et il ne faut pas s'attendre à ce que cette année nous atteignions les 100 000 ; cette année, nous serons encore autour de 90 000... Espérons, mais mon pronostic est pessimiste. C'est donc sur 90 000 qu'il faut compter. Or pour faire 45 millions, quand on est 90 000, la moyenne est de 500.
Alors, mes camarades, le problème, je le vois très simple, moi. Je le résume dans les quelques formules que j'ai utilisées :
Vous n'aurez plus de Parti Socialiste digne de ce nom le jour où vous aurez décidé la disparition des organes nationaux du Parti. C'est l'article 1.
Article 2 : il n'y a pas de presse Socialiste vivant en autonomie financière. Elle a besoin de l'aide du Parti. L'aide du Parti est au minimum - au minimum, car cela veut dire qu'on ne décide pas de renoncer à toute aide étrangère - de 45 millions par an, 45 millions qui se trouveront indexés automatiquement.
45 millions, cela représente 500 francs, en gros, par tête, mais il ne faut pas que ce soit 500 francs pour chacun, car ce serait une injustice invraisemblable que de faire payer à ceux qui ne le peuvent pas la part de ceux qui le devraient. Je pense, moi, à tous ces gars qui ont su trouver le Parti à certaines heures, à tous ces militants qui savent nous considérer, je ne sais combien de fois, pour des avocats gratuits, qui, après de chacun de vous, sont en permanence l'intervention à la poche, s'étonnent quand le Parti ne va pas assez vite à leur faire obtenir satisfaction...
Vous en voulez, des ressources ? Et bien, vous tous, à qui on demande des interventions, n'hésitez pas à tendre la main, lorsque l'intervention est satisfaite, et à dire : vous devez de l'argent au Parti, vous devez un effort pour le Parti.
Rien n'est facile, j'en ai parfaitement conscience, mais je dis que si le Parti veut "taper" ceux des siens qui peuvent donner, il peut facilement obtenir un effort correspondant à 500 francs par membre du Parti ; c'est le prix qu'il faut mettre pour sauver notre presse.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, nous voici arrivés au terme de notre séance de ce matin. La séance de cet après-midi aura lieu à 15 heures et sera présidée par le camarade Alliès, de l'Hérault, Henri, du Cher, et Bailly, du Territoire de Belfort. Le rapport introductif sur la vie du Parti sera fait par notre camarade Guy Mollet.
La séance est levée.

PARTI SOCIALISTE - SFIO
Conférence nationale d'information du 25 octobre 1964
Puteaux

Séance du dimanche 25 octobre 1964 (après-midi)

La séance est présidée par Alliès, de la fédération de l'Hérault.
Assesseurs : Henri, du Cher ; Bailly, du Territoire de Belfort.

Le président (Alliès)
Camarades, la séance est ouverte. Je donne la parole à Guy Mollet.

Guy Mollet
Mes chers camarades, à l'ordre du jour de cet après-midi figure une question passionnante à mon avis, difficile, mais qui évidemment ne remue pas les militants autant que le ferait un débat politique, il est bien certain que nous serions cinq fois plus nombreux, cinq fois plus assidus, cinq fois plus attentifs si nous devions discuter maintenant de la tactique aux prochaines élections !
Il n'est question que de la vie du Parti. Et comme je suis d'un tempérament grognon, et cela se sait, il me faut dire que je souhaiterais que vous ne soyez pas ni les uns ni les autres trop pressés de mettre fin à cette séance de l'après midi ; je souhaiterais que vous ayez à cœur les uns et les autres de faire profiter chacun de vos camarades ici présents de vos expériences personnelles, pour voir ce qui peut être fait pour renforcer la vie du Parti. Car je suis convaincu que comme moi vous êtes tous conscients qu'il y a beaucoup à faire.
C'est paradoxal, d'ailleurs ! Car on a le sentiment que dans le monde entier les chances de la démocratie Socialiste sont montantes. On a le sentiment que tout nous donne raison, on a l'impression que les nouvelles, aussi bien les bonnes que les mauvaises, sont en train de justifier notre attitude. Les bonnes, comme le succès que nous espérons durable de nos camarades travaillistes en Angleterre. Les mauvaises, comme l'éviction de Khrouchtchev, mauvaises sur le plan international, mauvaises pat-être - on le saura plus tard - quant à l'évolution interne du

Contribution Jean-Jaurès

mouvement communiste dans le monde, mais si mauvaises qu'elles soient, justifiant notre attitude, nous donnant dans notre critique des Communistes des arguments supplémentaires à foison. Jamais nous n'avons eu autant raison ! Jamais sans doute nos propres convictions n'ont autant pénétré l'adversaire. Il doit être à l'heure actuelle des centaines de milliers de gens qui se croient Communistes, et qui portent sur les événements de Russie la même critique que nous. Autrement dit, dans le monde entier, les événements semblent travailler pour nous.

En France, je ne dirai pas que cela va bien, mais je constaterai que cela va mieux. Il y a un regain d'attention à l'égard des positions Socialistes. Il y a chez nos adversaires une attitude moins dure, moins dure à notre égard, non pas moins dure dans l'opposition, mais plus difficile de leur part; il y a chez ceux qui nous critiquent et qui sont des voisins, des sympathisants, incontestablement un retour à la confiance envers nous. Dans un certain nombre de milieux où on avait été cruel à notre égard, on nous comprend mieux.

Le hasard du bavardage il y a quelques instants me faisait parler du problème des enseignants ; je ne dis pas de l'enseignement. Il y a eu longtemps des malentendus entre les camarades des syndicats d'enseignants et le Parti. Ces malentendus sont levés, et partout nous voyons au contraire de multiples camarades de l'enseignement revenir à nous, se passionner pour nous.

Autrement dit s'il y avait la presse, si on était en train de faire de la propagande, de chanter nos succès, on pourrait facilement et sans tricher dire : ça va mieux !

Et bien ce n'est pas vrai dans la vie du Parti, peut-être même à cause de ces facilités supplémentaires, de certaines des facilités créées en tous cas. Le Parti ne se porte pas mieux.

Bien sûr, je sais qu'il va se battre aux municipales. Tout à l'heure, dans une boutade, un camarade d'une fédération me disait : "les municipales, tu t'en f... !" Ce n'est pas vrai. C'est une bataille comme les autres, c'est une bataille entre les autres. Elle aura cette année une importance grande, car négativement, si on peut arracher des postes détenus par les tenants du pouvoir personnel, c'est une défaite; positivement, s'il devait y avoir des lendemains difficiles à l'heure où disparaîtra de Gaulle et où viendra le moment de la succession, s'il devait y avoir un certain nombre de citadelles communales tenues en France par des républicains, et des républicains Socialistes pour commencer, ce serait une bonne chose. Donc je ne néglige pas la valeur des communales. Seulement je ne veux pas la surestimer. Ils sont trop nombreux les camarades qui se revendiquent du programme Socialiste, de l'étiquette Socialiste pour des communales, mais dont l'activité Socialiste s'arrête là ! Il m'arrive même parfois de dire que pour le Parti il y a des moments où on a trop d'élus ! Oh, je ne cherche pas à plaire, je cherche à vous poser des problèmes pour entendre des réponses.

Il m'est arrivé dédire - et je l'ai dit dans les fédérations, je ne vois pas pourquoi je

ne le dirais pas ici - que trop souvent l'élu cesse d'être un militant ; que lorsqu'on a réussi à porter un gars à un poste de combat qui va bien faire son métier de maire, d'adjoint ou de conseiller municipal, condamné qu'il est à certains compromis - car c'est normal, et il a raison pour sa gestion municipale de se laisser aller à certains compromis - il n'a pas envie de se faire critiquer pour les compromis en question et il laisse mourir sous lui la section qui l'a fait élire. Les cas ne sont pas rares ! Ce n'est pas général, et tel va venir m'eng... en me disant :"ce n'est pas vrai, dans ma commune il n'en est pas ainsi !"

Mais bien sûr, il est de nombreuses communes où il n'en est pas ainsi. Il est malheureusement des communes où cela s'est passé comme cela, et toutes les fédérations sans distinction sont en cause, toutes ! Je n'en vois pas une qui échappe à l'argument. Le camarade va maintenir aussi longtemps qu'il sera vivant son siège, mais le jour où il mourra, on verra divisé par dix le nombre des suffrages que l'on croyait être des suffrages Socialistes la veille, et qui n'étaient que des suffrages dupantistes ou durandistes. Et pourtant, c'était un bon militant, autrefois.

Je ne veux pas confondre les élections municipales avec la vie du Parti, et si tout à l'heure vous voulez bien répondre aux quelques questions que je vais poser, ce n'est pas en me répondant à travers les municipales et vos prochains succès qu'on se sera aidés mutuellement !

Et ce que je dis, je peux l'appliquer aux législatives, mais il n'y en a pas d'ici un certain temps. Je peux l'appliquer aux prochaines sénatoriales, il y en a en 1965 pour un tiers de la France. On peut l'appliquer aux présidentielles. Tout cela, ce sont des problèmes conjecturaux important ç, chacun d'entre eux est une grande bataille, chacun d'entre eux a des répercussions graves sur la vie du pays, mais je vous en conjure, le problème qui vous est aujourd'hui posé et qu'on a rarement le temps de poser dans le Parti, voulez-vous bien le considérer comme différent : la vie du Parti.

La vie du Parti ne se limite pas aux batailles électorales. Je vais corriger ma phrase : la vie du Parti ne devrait pas se limiter aux batailles électorales. Or malheureusement, vous le savez tous, nos sections généralement ne deviennent vivantes qu'à travers les campagnes électorales. Nos anciens disaient que les campagnes électorales sont une occasion de mener un double combat : le combat pour l'élection, et le combat pour faire connaître la pensée du Parti. Mais ils ramenaient donc les élections à ce rôle, et ils supposaient que c'était dans la vie du Parti l'accident. Aujourd'hui, c'est devenu dans la vie du Parti l'essentiel et nous courons le risque de devenir un Parti électoraliste.

C'est dangereux pour le Socialisme, mais c'est dangereux sur le plan électoral, et si le premier argument ne suffisait pas pour ceux de vos militants dans vos sections, vos fédérations, qui ont surtout des préoccupations électorales, s'il en est, et bien utilisez donc le second. C'est qu'ils ne seront pas élus s'il n'y a pas de Parti ! Car si

les sections, une fois élu, on peut les laisser mourir, s'il n'y a pas de sections on ne peut pas se faire élire ! Sauf cas exceptionnels, s'il n'y a pas eu pendant des années une agitation, une formation, et bien il n'y aura plus de communales au bout d'un certain temps.
Autrement dit, l'intérêt du Parti et l'intérêt électoral en fin de compte se rejoignent, mais pour cela il faut qu'il y ait une vie du Parti.
Cette vie a diminué. Hors les campagnes électorales, nos sections trop souvent ne s'attachent qu'à des tâches administratives. Lorsqu'elles se réunissent, on discute soit des problèmes électoraux, soit de l'action des élus, mais très peu du Parti, de son objectif et de son rôle. Nous sommes aujourd'hui 90 000 au Parti ; sur ces 90 000 - écoutez bien le chiffre - il y a 60 000 détenteurs de mandats. Il y a 60 000 élus. Je corrige, parce que ce n'est pas vrai ; je viens de dire une chose inexacte, mais sciemment et volontairement. Nous avons 60 000 élus, cela, c'est vrai ; 90 000 membres du Parti, cela, c'est vrai. Mais si vous défalquez les 60 000 des 90 000, ce n'est pas vrai, car dans les 60 000 il y en a bien 30 000 qui sont des élus SFIO, mais qui n'ont pas leur carte au Parti.
(Applaudissements)
Donc il faut corriger l'arithmétique ici, si j'ose dire...
Mais même si on admet qu'il n'y en a que la moitié, sur 90 000, 45 000 élus. Et bien, camarades, voulez-vous vous poser des questions. Nous sommes en 1964. Par rapport à 1939 cela fait 25 ans. Notre recrutement a recommencé en 1944, cela fait vingt ans. Combien reste-t-il de ceux qui y étaient avant 39 ? Combien sont-ils qui sont venus après 44 ?
A la vérité, si les cadres de nos fédérations sont souvent tenus par des anciens, des anciens toujours solides - il leur a suffi d'être vraiment parmi les anciens pour qu'ils soient souvent parmi les meilleurs militants, ayant gardé le plus d'esprit militant ; quel que soit le problème sur lequel on se prononce, qu'on soit dans un sens ou dans un autre, on reconnait toujours quelqu'un qui a été aux JS dans le temps - la majorité est bien constituée par des femmes et des hommes qui sont venus au Parti depuis 1944.
Qu'il lève la main, le secrétaire fédéral, qu'il lève la main celui du Nord ou du Pas-de-Calais, ou de l'Aude, ou des Bouches-du-Rhône, les "grandes", comme on dit, qui osera dire que l'on a fait valablement dans sa fédération - et je prends cela à mon compte, hein je ne suis pas en train de vous eng..., j'eng... le Parti tout entier ! - que l'on a fait dans une de nos fédérations l'effort suffisant pour former comme Socialistes les femmes et les hommes qui sont venus chez nous ! Ils sont venus à nous avec leur cœur, leur bonne volonté, leur réaction contre le régime de l'heure, ou contre la société permanente, mais qu'est-ce qu'on a fait comme travail d'éducation réelle ? Dans combien de sections en France apprend-on encore à nos camarades ce qu'est la pensée Socialiste ?

Alors même les meilleurs parmi ceux-là, s'ils ne se condamnent pas à faire seuls leur éducation Socialiste, on ne la leur donne pas. Et ce sont les vrais problèmes, parce que moi, ma conviction, c'est qu'en France d'abord, peut-être chez les autres plus vite qu'on ne croit, les chances du Socialisme vont naitre, les chances de la démocratie Socialiste vont naitre, et nos cadres n'y sont pas préparés.
Nos cadres sont préparés à des campagnes électorales, nos militants sont préparés au dévouement matériel qui consiste à aller coller des affiches, à distribuer des tracts. Tout cela, c'est prêt, c'est mûr, et cela va tout seul.
Et si demain nous devions être chargés de nous placer en face de charges, de responsabilités, et d'essayer de renforcer les structures de notre société, nous manquerions des militants nationaux pour le faire, en grand nombre, et, sur le plan local, nous manquerions des militants capables de l'expliciter, capables de le faire partager.
Cela pose des problèmes graves information, d'éducation, de culture.
Quels sont les moyens d'y parvenir ?
Reprise de Semaines d'études, reprise de Conférences de travail, reprise de Collèges Socialistes. Je rêve à tout cela ! Reprise, sur le plan local, d'éducation populaire, d'éducation Socialiste. Je rêve à tout cela !
Mais, le problème que je veux vous poser, c'est celui-ci :
Vous, qui obligatoirement vous posez les mêmes questions que je viens de traduire tout haut, là, vous connaissez les difficultés Particulières que vous avez sur le plan local. Il faut venir les faire partager à tout le monde.
Et vous connaissez les réponses auxquelles vous songez, les remèdes que vous aimeriez proposer ! Et bien ! Il faut venir le dire devant tout le monde.
Si l'analyse que je vais faire - et qui est facile à faire, que n'importe qui pourrait faire, car c'est la partie la plus facile du travail : analyser la difficulté - si l'analyse que j'ai faite correspond vraiment aux préoccupations d'un certain nombre d'entre vous, il faut que ceux-là viennent maintenant à la tribune et nous disent : "Que vaudrait telle solution ? Nous avons pensé à ceci. Nous aurions besoin de telle forme d'aide pour pouvoir le réaliser". Je crois, camarades, que cela pourrait être une des tâches essentielles de l'année 1965.
Ceci, non pas pour se substituer à toutes les tâches conjecturales qui sont les nôtres, non pas pour se substituer à toutes les tâches électorales qui sont les nôtres, mais pour s'y ajouter comme quelque chose de plus, refaire du Parti un Parti plus vivant, plus actif.
Quels sont les moyens d'animer des sections ? Faut-il que ces sections soient locales, communales ? Doivent-ils être différents selon les coins ? Peut-on avoir les mêmes types de propagande là où la densité de la population est moindre ?
Faut-il tâcher de trouver quelque chose d'autre pour des régions à densité agricoles beaucoup plus faibles ?

Camarades, je sais bien qu'on n'a jamais discuté de cela sérieusement à nos Congrès ou Assemblées nationales. Nous avons pensé, nous, aujourd'hui, que puisque vous étiez conviés ce matin pour entendre des informations désagréables sur un problème précis qui touche à la vie du Parti, nous pourrions en profiter pour consacrer, cet après-midi, une heure ou deux à vous entendre. Si bien que le bon travail que l'on pourrait faire tantôt, ce n'est pas de rechercher encore des conclusions, pas plus que ce matin, mais c'est de bénéficier de vos expériences personnelles et de vous demander, aux uns et aux autres, devenir nous dire, d'une part vos difficultés, et d'autre part les remèdes que vous estimeriez nécessaires pour y répondre.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Je remercie Guy Mollet et j'attends les réponses à son appel.
La parole est à Fuzier.

Claude Fuzier (Seine)

Camarades, la direction de la fédération Socialiste de la Seine approuve entièrement je ne dirai pas les conclusions, mais les bases de discussion que Guy Mollet propose, discussion qui doit s'ouvrir largement au Parti. Nous les approuvons d'autant plus que depuis 4 ans déjà, notre fédération essaie, avec beaucoup de difficultés, beaucoup d'échecs et quelques succès, d'apporter ce que nous appelons entre nous, à la direction de la fédération de la Seine, une transformation nécessaire de la mentalité du Parti.
Nous pensons en effet que le véritable modernisme ne consiste pas à affirmer qu'on est moderne, mais consiste à essayer de transformer un instrument, le nôtre, auquel nous sommes fondamentalement attachés, qui conserve encore en France une puissance considérable, j'oserai même dire quelquefois inégalée, la nécessité donc de transformer cet instrument et de l'adapter aux réalités de notre temps.
Cela ne suppose ni révolution, ni choc inutile, ni transformation allant à l'encontre de ce qu'on sait être nos principes et nos méthodes d'action mais un réel examen de conscience, qui nous paraît absolument indispensable. J'en trouverai une preuve dans le débat de ce matin.
J'ai refusé personnellement d'intervenir dans ce débat non pas que je doute de la fraternité du Parti, mais parce que je pense - et nous sommes entre nous, je parle du fond du cœur - il y a encore entre nous suffisamment de mauvaises habitudes pour qu'on puisse considérer qu'un homme n'est pas entièrement libre de parler sur un problème, quand il se trouve engagé personnellement dans un débat.
Mais au-delà du débat de ce matin, ce qui m'a paru plus essentiel, plus profond, lorsque nous posons des problèmes financiers, c'est que j'ai eu le sentiment que

nous les posions comme on pouvait les poser il y a 50 ans au sein de n'importe quelle organisation politique, qu'on les posait en pensant qu'on pouvait continuer - je le dis comme je le pense - à avoir une puissante fédération, une des premières du Parti, dire, qu'elle n'avait pas les moyens d'assurer le tarif syndical à une secrétaire steno-dactylo, alors qu'elle a une quinzaine d'élus nationaux et je ne sais pas combien de mairies.

Je dis cela, parce que tant que nous n'aurons pas posé ces questions avec beaucoup de brutalité, beaucoup de franchise, entre nous, tant que nous n'aurons pas vu que ces problème ne se règlent p-s seulement dans le cadre d'un fonctionnement artisanal de la SFIO, mais dans le cadre d'un fonctionnement réellement industriel et commercial d'une organisation politique, nous n'apporterons aucune réponse valable et nous verrons progressivement dépérir, sauf pendant les périodes électorales, un instrument dont nous savons le caractère irremplaçable.

En ce qui me concerne, je veux répondre à l'appel de Guy Mollet et évoquer quelques uns des problèmes qui sont posés dans une fédération dont vous savez, parce que vous êtes nombreux à avoir suivi les travaux du Parti depuis de longues années, qu'elle a été une des plus difficiles, je dirais même une des plus insupportables au sein d u Parti.

La fédération Socialiste de la Seine a été une fédération, pendant très longtemps, de donneurs de leçons surtout en politique ; pendant très longtemps, sur le plan politique, vous avez vu des hommes de cette fédération venir à la tribune vous expliquer comment il fallait régler les problèmes de la Terre de Feu ou de la Papoisie, mais ces mêmes hommes étaient incapables d'apporter la moindre solution aux problèmes de Puteaux, aux problèmes de Cachan ou aux problèmes de la Haye les Roses, parce qu'ils faisaient ce qu'on appelle de la "grande politique", mais qu'ils ne se préoccupaient pas de ces problèmes, qui sont aussi de la grande politique et qui sont ceux de la région dont ils ont la responsabilité en regard du Parti.

Ça a été notre première tâche, une tâche de désintoxication. Mais cette désintoxication qui nous était spécifique, dans la mesure où nous étions riches en hommes de toutes espèces capables de trancher sur les problèmes d'ordre général, c'est une désintoxication qui existe sous toutes les formes, car nous nous sommes aperçus qu'en ayant désintoxiqué notre fédération sur la question des problèmes d'ordre général, nous avions à la désintoxiquer sur la question des problèmes d'ordre local et que ce qu'on vous indiquait tout à l'heure, dans l'intervention de Guy Mollet, c'est que si notre fédération considérait qu'elle avait, dans les congrès du Parti, la compétence nécessaire pour juger de tout, à partir du moment où cela sortait du département de la Seine ou de la France, il existait au sein de notre fédération des hommes qui avaient la même conviction quand il s'agissait des problèmes français, ou plus gravement, des problèmes départementaux.

Or, cela c'est le contraire de la démocratie ; il n'y a pas d'homme infaillible dans un Parti comme le nôtre : il n'y a pas d'hommes qui soient plus qualifiés que d'autres pour juger ou se prononcer. Il n'y a pas d'hommes qui dans le domaine des questions municipales ou départemental soient - non pas les meilleurs, il peut y en avoir de meilleurs lorsqu'il s'agit de travailler. - seuls capables de juger.
Et nous nous sommes rendu compte qu'en orientant une fédération Socialiste, qui n'est pas une fédération négligeable, vers un travail concentré sur elle-même, nous avions un deuxième obstacle, aussi grave que le premier, à surmonter, un obstacle que nous avons appelé entre nous, dans notre propre jargon, le "personnalisme".
Nous nous sommes rendu compte qu'il y avait des hommes des maires, des élus, des camarades sur le plan politique, qui se jugeaient irremplaçables. Nous nous sommes rendu compte qu'il y avait des hommes qui pensaient qu'ils n'avaient pas de successeurs ; nous nous sommes rendu compte qu'il y avait des hommes qui pensaient que le Parti n'existait pas sans eux. C'est la réalité, et vous savez très bien que cette réalité n'existe pas seulement dans la Seine, mais qu'elle existe dans toutes les organisations politiques et en particulier dans notre propre Parti.
Ça a été une deuxième bataille, et elle n'est pas gagnée loin de là, croyez-le bien.
Nous allons aller aux élections municipales dans des conditions oui ne sont pas bonnes. Pendant très longtemps, on a cru dans la Seine - on ne le croit plus maintenant, mais on le croit encore dans le Parti - que nous sommes une grande fédération. Ca n'est pas vrai, nous avons 6 700 adhérents, dans une population de 7 millions d'habitants, ce qui est le chiffre le plus bas du nombre d'adhérents au Parti par rapport à la population. Ce qui fait que nous sommes en réalité la dernière fédération du Parti, par rapport à la population dans laquelle cette fédération est appelée à travailler.
Mais nous sommes obligés de prendre cet état de fait tel qu'il existe. Nous n'avons pas, en ce qui nous concerne, à dire qu'il faut renoncer à la bataille.
Nous avons, par des procédés qui ne sont pas toujours des procédés très brillants, obtenu une situation, dans notre département très supérieure à notre chiffre de voix ; nous obtenons 10% des suffrages dans le département de la Seine en moyenne, et pourtant, avec 10% des suffrages, nous avons un conseiller municipal dans chaque secteur de la ville de Paris, nous détenons la direction de 16 municipalités de trois municipalités en plus sur 80, de trois municipalités en plus qui ont des directions socialisantes, et nous détenons depuis plusieurs années les postes les plus importants au sein du Conseil général de la Seine, ce qui n'est pas une affaire négligeable.
Mais nous savons très bien que cela repose sur la rencontre de circonstances politiques et non pas sur la force réelle du Parti dans notre département.
Nous savons qu'un renforcement de cette force réelle suppose d'abord que nous ayons à tous les échelons, dans toutes les batailles, des hommes qui soient avant

tout des militants dévoués, et soumis au Parti, et non pas des hommes qui se considèrent comme des êtres supérieurs.
Nous menons une bataille, camarades, qui consiste à l'heure actuelle, pour nous, à remplacer un certain nombre de maires sortants et nous les remplacerons. Une bataille, qui consiste à faire qu'un certain nombre de conseillers municipaux de Paris de soient pas représentés. Et nous ferons le nécessaire pour qu'il en soit ainsi... Une bataille qui fait que nous sommes amenés, à l'heure actuelle, en tant que direction fédérale, à nous engager auprès de sections, auprès de camarades du Partis qui, depuis des années, luttent dans des conditions impossibles, affreusement minoritaires et sans perspective, en leur donnant l'assurance qu'à la sortie de cette bataille, s'il y a des élus Socialistes, ce seront vraiment des élus du Parti Socialiste-SFIO...
Cela suppose que nous devons bousculer bien des situations en place, et vous pensez bien que les résistances les plus extraordinaires nous seront opposées. Les arguments politiques et les arguments sentimentaux s'accumulent. On nous explique qu'on ne peut pas faire ceci ou cela à tel ou tel camarade; ça lui ferait beaucoup de peine. On va quelquefois plus loin, et on nous annonce que nous serons des criminels, parce que certains d'entre eux disparaitront de la vie purement et simplement, parce qu'on les aura privés de ce qui au a été leur raison d'être.
Et bien, nous ne nous laissons pas prendre à ce genre d'arguments, dont le Parti souffre énormément. Nous pensons qu'il y a dans le Parti une richesse suffisante pour que nous puissions, inlassablement, renouveler nos cadres et ce que nous avons décidé de faire, nous le ferons, parce que nous savons que nous avons derrière nous la majorité des camarades qui sont excédés de voir quelques hommes disposer aussi facilement de ce qui est la collectivité du Parti. Nous savons que cela est possible et que nous pourrons le faire.
Une deuxième observation que je vais faire concerne l'organisation même. Nous nous sommes aussi interrogés sur le contenu de notre Parti et de nos sections. Dans la fédération de la Seine, nous avons fait une analyse la plus sérieuse possible de ce que représentent les adhérents Socialistes.
Nous avons constaté que dans la ville de Paris, l'adhérent Socialiste était, en moyenne, un cadre moyen, un fonctionnaire moyen, et que les couches les plus défavorisées étaient peu représentées. En revanche, dans nos banlieues, nous avons trouvé des effectifs énormes touchant des catégories les plus faibles. Il n'est pas inintéressant de savoir que sur 6 500 adhérents à la fédération, Socialiste de la Seine, il y a près de 900 ouvriers de la métallurgie parisienne ; je sais bien que la métallurgie parisienne est en avant-garde par rapport à ce qui existe dans l'ensemble du pays, mais je sais aussi que, par rapport au salaire moyen payé dans la région parisienne, ça n'est pas une des catégories les plus défavorisées.
Je sais aussi que, par rapport à ces catégories du secteur privé, la très grande

quantité des camarades qui appartiennent aux services publics, ou semi publics, RATP, SNCF, représente des catégories défavorisées. Car vous savez aussi bien que moi que le niveau de vie n'est pas seulement fonction de ce que l'on touche à la fin du mois, mais de ce que l'on est appelé à avoir comme dépenses réelles, par rapport à son salaire. Et un salaire de 60 ou 70 000 frs par mois dans la région parisienne est un salaire de misère, si vous tenez compte des charges qui tombent sur le dos des travailleurs de notre région !
Nous savons cela, et nous savons que notre fédération est composée, dans sa majorité, d'adhérents qui ont des revenus extrêmement faibles, par rapport à la situation générale de la région parisienne.
Et bien, nous avons essayé d'aborder, avec le maximum d'efficacité, les problèmes de gestion.
La fédération Socialiste de la Seine a essayé de mettre en place une exploitation raisonnée - c'est aussi le terme que nous utilisons - des revenus dont elle peut disposer dans le département, exploitation raisonnée des élus, et tous nos élus sans aucune exception, sont frappés de cotisations exceptionnelles ; en ce qui concerne nos élus nationaux, nous avons trois camarades, deux sénateurs et un député, en tout et pour tout, dans ce département., les élus nationaux paient des cotisations que je tiens à la disposition des camarades de province, pour leur montrer le caractère absolument extraordinaire, semble-t-il, de ces cotisations, par rapport à ce qui est payé en moyenne dans le Parti.
Nous l'avons obtenu par un débat, par une discussion avec eux ;
Tous les conseillers municipaux de Paris, tous les conseillers généraux de banlieue, qui ont des indemnités, sont frappés par une cotisation en pourcentage ; les maires, et maires-adjoints de Paris, ont également une cotisation. Les maires de banlieue ont une cotisation qui s'ajoute aux autres cotisations qu'ils peuvent avoir, lorsqu'ils sont conseillers généraux.
Il n'y a pas une rentrée d'argent, dans le cadre de la structure administrative, oui n’entraine pas un prélèvement obligatoire de la fédération.
De même, je ne dirais pas cela à l'extérieur et je pense que nous sommes tous d'accord pour respecter ce genre de silence, mais nous sommes entre nous et je peux le dire : nous considérons que toute fonction obtenue par le Parti entraine inévitablement une possibilité d'aide supplémentaire pour le Parti, qui a obtenu cette fonction pour le camarade intéressé.
Toutes les fois que nous avons un camarade qui a une responsabilité éminente, ou importante, (nous en avons quelques uns) il a en plus de sa cotisation des charges supplémentaires qui lui sont imposées.
Par ce système, la fédération Socialiste de la Seine, qui a 6 500 adhérents, dispose à l'heure actuelle d'une personnel administratif de 5 personnes, payées nettement au-dessus du tarif syndical, ayant des salaires donc très corrects et des conditions de

travail tout à fait normales, ce qui est me semble-t-il, l'aspiration que tout Socialiste doit avoir quand il emploie du personnel, même si ce personnel est un me more du Parti !
(Applaudissements)
Nous avons aussi pensé qu'il y avait des problèmes qu'il fallait aborder également avec courage ; il n'est pas pensable que dans une organisation politique, qui dispose de tant de municipalités, les sommes colossales qui sont brassées par les budgets municipaux, tôt ou tard ne permettent pas au Parti d'y retrouver son compte !
Je sais bien que dans ce domaine, nous avons eu des obstacles énormes à surmonter. Nous avons eu des camarades qui nous ont expliqué qu'ils étaient des gestionnaires avant d'être des Socialistes. Cela ne peut plus avoir cours chez nous ; chez nous, on est Socialiste avant d'être gestionnaire et on doit être un bon gestionnaire parce qu'où est un bon Socialiste, mais on ne doit jamais oublier que lorsqu'on fait de la gestion, on est aussi un militant du Parti Socialiste.
Il n'est pas pensable - cela nous apparait toujours extrêmement surprenant - que les innombrables marchés qui sont passés par les municipalités ne passent pas notamment dans le domaine de la librairie, par l'intermédiaire d'organismes qui dépendent du Parti !
Je le dis comme je le pense, parce que je suis ici pour dire exactement les problèmes tels que nous les avons abordés ; on nous a demandé de dire ce que nous pensons, je vais le dire jusqu'au bout. Il n'est pas imaginable que des municipalités Socialistes continuent à passer des contrais avec des organismes qui fournirent par exemple dans le domaine scolaire la librairie et tout ce qui sert à l'école, et que ces contrats, d'une façon ou d'une autre, ne servent pas au Parti. Je conçois très bien qu'il soit tout à fait important d'obtenir des avantages du trust Hachette, qu'il soit important d'obtenir du trust Hachette un certain nombre de facilités ; mais je ne conçois pas qu'on ne pense pas que ce doit être un des moyens essentiels de ressources pour une organisation politique. Et ce que je dis dans ce cas est valable dans tous les cas.
Il y a d'immenses possibilités financières, si l'on veut les aborder avec réalisme. Il ne faut pas les aborder bien entendu dans une assemblée trop nombreuse, il faut des camarades qui aient l'esprit ouvert. Mais je pense que dans ce domaine, un effort gigantesque est à faire au sein du Parti, car il n'est pas imaginable - je cite cet exemple simplement pour mémoire, que le secrétaire général du Parti puisse dire, comme il l'a dit ce matin, que le budget national d'une organisation comme la nôtre soit l'équivalent du budget de la plus petite des fédérations Communistes qui existant dans mon propre département, car 120 millions, c'est très exactement ce dont dispose la fédération Seine-Sud du Parti communiste pour faire sa propre gestion, et je vous en conjure, camarades, ne me dites pas que l'argent leur vient de l'étranger. L'argent leur vient d'une étude raisonnée des moyens de trouver l'argent

dans une organisation politique actuellement.
Pour faire cela, il faut je le répète, des batailles extrêmement dures et soutenues, parce que un des défauts que nous pouvons avoir, nous l'avons eu nous-mêmes à la fédération et; nous l'avons encore, nous avons beaucoup de peine à nous en débarrasser, c'est que les problèmes d'organisation sont traités toujours en second plan. On les considère comme des problèmes moins importants que les problèmes politiques, et l'on ne s'aperçoit pas que les problèmes d'organisation sont très souvent la condition nécessaire d'une bonne application de la politique. De plus, les problèmes d'organisation, lorsqu'on les aborde, sont traités sur le plan de réactions épidermiques ou sentimentales... c'est-à-dire qu'il y a une idée, quelqu'un a une idée, c'est très beau d'avoir des idées, mais les idées doivent être soumises aux idéaux d'abord, et ensuite confrontées à la réalité, alors lorsque la réalité ne correspond pas dans les 24 heures à l'idée qu'on a eue, on abandonne l'idée immédiatement en disant : ça n'est pas la peine de continuer, cette idée n'est pas bonne.
Mes camarades, il y a des idées qu'il faut avoir et qui doivent être appliquées pendant des années avant de triompher.
A la fédération de la Seine, nous expliquons à nos camarades, à l'heure actuelle, que c'est quinze à 0 ans d'efforts qui seront nécessaires pour une réforme profonde de notre fédération.
Nous avons réformé nos statuts, pour nous donner les instruments nécessaires à cette réforme profonde.
Nous avons rénové nos statuts pour nous donner des instruments nécessaires à cette réforme profonde. Nous les avons réformés en 1969. En l964 il n'y a pas la moitié de nos statuts qui sont encore appliqués. Parce que nous appliquons nos statuts par tranches, année après année, lorsque cela est possible.
En 1959, nous avons prévu, par exemple, un système de formation des militants. C'est seulement en 1965 que nous allons pouvoir avoir un début de formation des militants. Car notre ambition, en 1965, est de former, dans une fédération de 6 500 membres, 12 camarades du Parti, sur 2 ans d'études.
Nos ambitions ne sont pas extraordinaires, nous essayons seulement de faire que lorsque nous disons que quelque chose est possible et applicable nous allons l'appliquer jusqu'au bout, avec esprit de continuité. Or, c'est cela en réalité qui très souvent, dans les problèmes d'organisation, nous manque, c'est l'esprit de continuité.
Nous pouvons à l'heure actuelle essayer d’engager le Parti dans une réforme profonde sur le plan de l'organisation. En ce qui me concerne je pense qu'il y a des choses très importantes à faire, notamment en ce qui concerne la structure de base du Part. Et je pense que tout cela devra être fait avec beaucoup de prudence, avec beaucoup d'étapes, et en tenant compte de la réalité concrète de ce qu'est le Parti.

Dans un Parti où, cela est vrai, quelquefois les camarades de province ont l'habitude de sourire lorsqu'un camarade de la Seine parle, parce qu'ils s'imaginent que les camarades de la Seine ignorent totalement ce qui se passe en province. Ils oublient malheureusement que la moitié des habitants du département de la Seine viennent de province, qu'ils y ont des attaches familiales, et que pour la plupart d'entre eux ils sont nés en province et continuent réellement, régulièrement, à aller passer leurs vacances en province, ce qui fait qu'ils n'ont pas rompu du tout avec ce qu'est la province, et qu'ils savent exactement ce qui s'y passe.

Et nous savons, sur le plan du Parti - parce que nous avons tous l'occasion de voir des exemples lorsque nous retrouvons nos familles - qu'il est exact, comme disait Guy Mollet, qu'il y a beaucoup d'endroits où le nombre d'élus, par exemple, est supérieur au nombre d'encartés au Parti. Nous savons qu'il y a beaucoup d'endroits où les fédérations Socialistes ne sont plus qu'une poignée de camarades, qui forment réellement une élite politique, mais qui n'ont pas de pénétration réelle dans les masses. Et nous savons aussi que le résultat de cette situation c'est que, sauf quelques rares exceptions, l'influence du Parti tourne autour d'une ou de plusieurs personnalités qui arrivent à s'implanter dans une circonscription électorale et qui, disparues, évidemment sont une source d'affaiblissement pour le Parti.

Or, il n'y a pas de Parti possible sans un Parti fortement structuré et sans un Parti ayant une pénétration réelle dans les masses qu'il représente.

Je ne ferai jamais, en ce qui me concerne, aucun reproche à des camarades d'une fédération, quel que soit leur système de fonctionnement et leurs difficultés, qui apportent la démonstration qu'ils ont une implantation réelle dans les masses qu'ils aspirent à représenter.

En revanche, je dirai que le Parti est en état de déliquescence lorsqu'il n'y a pas cette implantation réelle.

Nos problèmes sont particuliers. Il s'agit d'une région urbaine, fortement urbanisée, avec des transferts dans de population considérables. Pensez qu'à l'heure actuelle,

le département de la Seine on a, en l'espace de 20 ans, vu la banlieue parisienne dépasser, en chiffre de population, la ville de Paris, celle-ci diminuant et la banlieue parisienne augmentant de près d'un million d'âmes.

Ces transferts de population sont souvent le fait de gens que vous nous envoyez de province, des régions les plus déshéritées, et sont souvent aussi le fait des parisiens qu'on est appelé à reloger en province. Nous avons un brassage colossal ; il est difficile de saisir en réalité la masse que représente la population parisienne. D'autant qu'elle est soumise à des cadences de travail extraordinaires, à des transports en commun très longs. Il est courant qu'un parisien ait une heure de transport le matin et une heure le soir, pour aller ou pour revenir de son travail. Il est soumis plus que d'autres également à l'effet de la propagande gaulliste. La télévision, la grande presse, qui n'est pas une presse brillante, tout cela fait pression

sur lui.
Mais, si nous voulons pénétrer dans ces masses-là, ce n'est que par un effort d'organisation constant que nous pouvons le faire, et cet effort suppose infiniment plus de sacrifices qu'on ne le pense en réalité.
Ma conclusion, car je ne voudrais pas être trop long, nous aurions dans ce domaine bien des choses à dire - nous avons l'occasion d'en discuter, d'en débattre ; pensez que pour la seule préparation de cette Commission d'étude de formation, nous en sommes maintenant à 6 ou 7 réunions à la direction de la fédération et que nous n'avons pas encore abouti réellement sur les conditions qui nous permettront de faire cette formation -, c'est que je voudrais, en terminant, donc, me contenter d'une seule réflexion.
Je crois, camarades, qu'il fait vraiment qu'entre nous nous nous débarrassions d'un esprit qui relève de l'artisanat politique. Il est vrai que, comme l'a dit Guy Mollet au lendemain des élections municipales nous pourrons additionner les succès ou les défaites. Il est vrai, par exemple, que dans ma fédération, dans le cadre des décisions que vous prendrez, nous arriverons à nous en sortir à peu près élégamment, et que nous ramèneront un compte de maires Socialistes qui sera tout à fait honorable pour la fédération de la Seine. Et bien ! Nous n'en tirerons aucune conclusion satisfaisante. Parce que, ce que l'on obtient par des accords, des combinaisons, des négociations entre personnalités est sans doute fort intéressant, mais cela ne signifie pas pour autant que le Parti représente réellement quelque chose. Cela signifie qu'en des circonstances politiques données, et sur la base d'un type d'alliance donné, il est tout à fait possible d'obtenir des élus donnés. Mais cela ne signifie pas du tout, et nous en avons trop souvent la démonstration d'ailleurs, que, les circonstances modifiées, il restera quelque chose du Parti.
Et bien ! Nous nous inspirons très souvent, en ce qui nous concerne, de la formule de Braque - mais non pas en lui donnant un caractère personnel - : "Ce n'est pas de surhommes qu'il nous faut, mais d'hommes sûrs". Nous ne la prenons pas sur le plan personnel parce que nous ne mettons pas en cause l'attachement de camarades au Parti, nous disons que la formule, dans notre esprit, signifie plus exactement ceci : ce qu'il ne faut pas, ce sont des hommes qui sont amenés au premier plan dans des circonstances exceptionnelles, mais ce qu'il faut c'est que les hommes appelés à être amenés au premier plan le soient par un travail constant, profond, obscur, pénible, de tous les membres du Parti. C'est en cela, de notre point de vue, que l'on fait progresser une organisation politique.
C'est pourquoi vous aurez peut-être des échos des difficultés que nous rencontrerons, car, très souvent, dans la fédération de la Seine, on finit par savoir, sur le plan national, ce qui s'y passe, étant donné que nous avons des hommes avec certaine surface, mais en tous cas, si nous triomphons de ces difficultés - et la vie de notre fédération est engagée sur cette bataille, la vie de sa direction fédérale

aussi - vous pourrez avoir la conviction que ceux qui sortiront ne seront peut-être pas des hommes très présentatifs, mais qu'ils seront en tous cas très représentatifs de la base du Parti.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Debesson (Nord),

René Debesson (Nord)

Camarades, je ne voudrais pas du tout abuser de cette tribune, mais après le petit exposé que j'ai fait ce matin, un certain nombre de réflexions ont été faites, qui m'ont touché, et je voudrais vous parler un peu de la fédération du Nord sur le plan de l'organisation.
C'est une question fondamentale pour nous, et pour moi en particulier, puisque je suis précisément le secrétaire administratif de cette fédération.
J'ai écouté tout à l'heure, d'abord avec beaucoup d'intérêt, l'exposé de notre camarade Guy Mollet, et, pendant qu'il parlait, je ne pouvais m'empêcher de penser à cette page de Renan, dans "La Vie de Jésus", où il disait, en parlant de Judas, que "chez lui l'administrateur avait tué l'apôtre".
Je crains que ce soit malheureusement une situation assez courante dans notre Parti, et que nous n'obtenions pas de tous nos élus les efforts sur lesquels nous serions en droit décompter.
Bien sûr, c'est vrai, j'ai dans la fédération du Nord, comme à beaucoup d'endroits aussi, un certain nombre d'élus municipaux ou cantonaux qui ont été élus comme Socialistes SFIO, qui se prétendent tels, et qui agissent d'ailleurs comme tels, je dois en convenir, mais qui n'ont jamais eu une carte du Parti dans leur poche. Ou, en tous cas, ils en ont eue peut-être en des temps lointains, mais ce qui est certain c'est que maintenant ils n'en ont plus.
C'est là une situation extrêmement regrettable, bien sûr. Heureusement, ils ne sont pas tous cérame ceux-là, et nous avons aussi des élus qui comprennent très bien leur devoir et qui sont des militants actifs. Malheureusement ce n'est pas le cas pour tous.
Et je félicite notre camarade Fuzier, de la fédération de la Seine, s'ils obtiennent effectivement que leurs élus soient toujours des militants actifs, dévoués, et sur lesquels le Parti puisse compter en toutes circonstances.
C'est un premier point sur lequel je me dis tout à fait d'accord avec Guy Mollet, et contre lequel, bien sûr, nous essayons de réagir par tous les moyens. Croyez que je n'y manque pas et que j'ai, dans la fédération du Nord, d'ailleurs, une réputation assez fâcheuse parce que j'ai la réputation de quelqu'un qui n'est jamais content et qui, en particulier, réagit vigoureusement contre les élus du département.
Mais, camarades, il est un autre problème qui m'a beaucoup intéressé, parce qu'il

rejoint aussi mes préoccupations. Je pense que le Parti ne retrouvera vraiment sa combativité et par conséquent son efficacité que dans la mesure où nous serons susceptibles de former des militants, des militants dans le sens que Guy Mollet souhaitait tout à l'heure, des militants éduqués, capables d'être des représentants du Parti dans toute l'acception du mot, c'est-à-dire ayant une connaissance profonde de nos problèmes, et susceptibles, dans les postes où l'avenir peut les placer, de rendre les meilleurs services dans le sens que nous souhaitons.

C'est là un problème fondamental et un problème qui m'a toujours préoccupé. Je dois dire que partout où je suis passé j'ai eu, dans ma vie administrative, à séjourner dans un certain nombre de fédérations, et dans un certain nombre de villes, partout je me suis efforcé, et j'y ai toujours réussi, d'avoir dans la ville où je séjournais un groupe de Jeunesses Socialistes. Et je n'ai jamais pensé que j'avais perdu mon temps quand j'avais passé, comme je l'ai toujours fait, au moins une soirée par semaine à essayer de participer à l'éducation de la jeunesse, des Jeunesses. Je continue à le faire, et je crois que je continuerai à le faire. Ce n'est pas un problème simple, ce n'est pas quelque chose de facile, cela demande de l'application, cela demande aussi des auditoires, et il n'est pas toujours facile de réunir des jeunes.

Un des problèmes de notre Parti, c'est celui de l'âge moyen des adhérents. Avouons-le, notre recrutement, depuis la guerre, a été faible. Je ne crois pas, comme le disait tout à l'heure Guy Mollet, qu'une bonne partie de nos adhérents ait été recrutée depuis 1944, depuis la Libération. Ce que je crains, c'est que la majorité d'entre eux soient des adhérents d'avant la guerre. J'ai eu l'occasion, dernièrement, dans une réunion que je faisais à Lille, d'emmener avec moi un jeune camarade - qui est d'ailleurs ici, dans la salle -. Il est sorti de cette réunion épouvanté. Un des plus dynamiques de la réunion disait qu'il avait 83 ans ! La moyenne d'âge se situait certainement autour de 60 ans, camarades.

Et, dans notre fédération du Nord, tous les ans nous perdons une section ou deux, quelquefois plus. Simplement parce que le secrétaire de cette Section est devenu trop âgé, a disparu, ou se trouve dans l'impossibilité de continuer sa tâche. Nos cadres ont extrêmement vieilli, et il en résulte que notre Parti s'affaiblit à cause de ce vieillissement.

C'est un des problèmes essentiels de notre Parti. C'est le problème des jeunes. Je crois, camarades, qu'il y a quelque chose de changé. C'est récent. Cela date de 2 ou 3 ans. Il semble que depuis 2 ou 3 ans les jeunes s'intéressent davantage à notre Parti. Et les résultats que nous avons obtenus dans la fédération du Nord sont, sur ce plan-là, encourageants.

Il est certain qu'on trouve à l'heure actuelle plus d'audience parmi la jeunesse, la jeunesse universitaire, certes, mais aussi la jeunesse du monde du travail. On trouve une orientation mieux marquée vers nos idées.

Il y a quelques années, par exemple, dans les milieux étudiants, il ne fallait pas

parler de Guy Mollet - tu m'excuseras, Guy -, mais de Guy Mollet, donc nous, parce qu'il n'y a pas de différence, bien sûr, nous n'avions pas bonne réputation. Et bien S Je dois dire que dans certains milieux universitaires, dans certaines villes de facultés, non seulement on ne repousse pas les Jeunes Socialistes, pour les fonctions de direction, à l'UNEF ou ailleurs, mais, camarades, on vient les chercher, on vient les chercher.

A Lille, nous avons fait venir notre camarade Guy Mollet pour une réunion d'information. Je vous assure que c'était une réunion que tous les auditeurs ont considérée comme extraordinaire, parce que c'étaitl1exposé de la doctrine du Parti. Il y avait dans la salle quelques centaines de jeunes étudiants, qui en sont sortis extrêmement impressionnés (et il y avait des adversaires dans la salle, et des Communistes, que je connais). Ces jeunes en sont sortis extrêmement impressionnés. Ils ont l'oreille, maintenant, pour écouter nos exposés.

Il s'agit de les former, il s'agit de les orienter, il s'agit de pousser le recrutement dans cette direction. Mais alors, camarades, le problème est difficile, parce qu'il y a un problème de génération. Quand ce sont des gens de, disons 60 ans et plus, qui s'occupent des jeunes, il est difficile qu'ils s'accommodent au milieu des jeunes gens, jeunes ouvriers ou jeunes étudiants. C'est un problème difficile. Mais il faut tout de même réagir, il faut tout de même essayer d'avoir des résultats de ce côté-là. Il faut essayer de se mettre à leur portée. Encore faudrait-il que les réunions auxquelles on les convie n'aient pas pour objet, comme c'est malheureusement souvent le cas, de préparer les élections municipales ou le banquet pour les vieux, ou de préparer le colis de Noël. Un jeune qui vient chez nous veut savoir ce que c'est que le Socialisme. Il faudrait qu'à nos réunions de sections, plus souvent on parle de politique générale et de Socialisme, plus souvent que, je crois, on ne le fait habituellement.

Et moyennant quoi ce fossé qui existe entre les générations pourrait peut-être être franchi. Et si nous voulions qu'il soit vraiment franchi, faisons-leur confiance, à ces jeunes. Essayons de leur donner des responsabilités. Bien sûr, on a eu dans le passé des déceptions ; certainement on en aura d'autres parmi les jeunes qui viennent chez nous, un certain nombre nous lâcheront. Mais comment faire autrement que de leur laisser leurs responsabilités ? Essayons, essayons de donner aux jeunes la possibilité d'un travail efficace, et pas seulement pour coller des affiches ou distribuer des tracts; là, ils sont toujours présents. Quand on a recruté des jeunes, il n'y a pas de problème pour la propagande matérielle du Parti. Mais essayons de leur donner des responsabilités politiques, essayons de les entrainer dans l'éducation du Parti ; essayons de faire nous-mêmes quelque chose pour leur éducation.

C'est là, camarades, que se pose un problème, un problème grave, peut-être moins facile à résoudre qu'il semblerait, d'après l'exposé que vient de faire notre camarade Fuzier. Je le félicite d'avoir obtenu dans la Seine des résultats qui lui permettent

d'avoir cinq fonctionnaires, etc. Ce n'est pas aussi facile qu'on peut l'imaginer.
Je sais bien qu'on a des maires, qu'on a des parlementaires, et peut-être qu'à propos du problème qui a été soulevé ce matin il y aurait lieu d'envisager quel rôle pourrait jouer dans le Parti la fédération des élus municipaux et cantonaux. Je n'ai pas l'impression que le journal "Commune" qu'on adresse aux élus municipaux et cantonaux, suffise à justifier la cotisation qu'on demande aux élus. Peut-être que cette cotisation pourrait trouver un emploi plus judicieux, dans une collaboration plus directe aux activités du Parti. Il y a peut-être là un problème à soulever.
En ce qui concerne les élus parlementaires, nous n'avons pas négligé non plus de leur demander une contribution, qui est déjà élevée. Ce matin on l'a dit, nos camarades - Guy Mollet a tenu à le souligner et il a bien fait - collaborent déjà pour une part importante à la vie nationale du Parti. Mais je suis bien persuadé que sur le plan local ou départemental on leur demande plus encore, et dans la fédération du Nord nous n'avons pas négligé de le faire. Nous demandons - je le dis sans détour et sans périphrase, nous sommes entre nous et il n'y a pas de raison de le camoufler - nous demandons à nos parlementaires une cotisation, supplémentaire de 15 000 francs par mois dans le Nord.
On me dira : alors, comment se fait-il que vous soyez aussi "fauchés" ? Et bien parce que quand il s'agit de faire vivre une fédération qui a 11 000 adhérents, les frais sont considérables.
Ce que nous regrettons, c'est de ne pas pouvoir faire un effort de propagande suffisant. Sur quel plan envisagerions-nous de faire de la propagande, si nous en avions les moyens ? Et bien mais il y a de grands événements politiques, pas locaux, sur lesquels le Parti devrait pouvoir faire de la propagande, et si tout à l'heure je n'ai pas paru enthousiaste pour notre presse nationale, c'est parce que sur ce plan particulier de la propagande - je sais bien, il y en a d'autres - cette presse nationale ne nous aide pas. Convenons entre nous qu'elle est un peu confidentielle, même quand il s'agit de démocratie...
Convenons qu'un grand nombre de nos exemplaires du "Populaire" sont confiés à la presse, aux ambassades, etc. et que nos militants ne les lisent pas beaucoup... peu de nos militants lisent la presse nationale, d'est un outil utile pour le Parti, bien sûr, je n'en disconviens pas, indispensable, je suis prêt à le reconnaître avec Guy Mollet, mais ce ne sont pas des outils de propagande. Des outils, de propagande, ce sont des tracts, ce sont des affiches, ce sont des conférences.
Conférences, d'ailleurs, je fais quelques réserves là-dessus car l'expérience montre qu'il est difficile d'en réussir, bien qu'il nous arrive, dans le Nord, d'en réussir quelques-unes. Cela exige un très gros travail, des invitations personnelles, des démarches de toutes sortes. Cela peut se faire de temps en temps, dans des points précis, mais l'essentiel de la propagande, c'est la propagande écrite et ce que nous regrettons, dans le Nord, c'est de n'avoir pas d'argent pour la faire. C'est un

problème de finances.
Ce que nous poudrions, c'est pouvoir distribuer des tracts, pouvoir coller des affiches, et nos faibles ressources nous paraissent mieux utilisées, quand nous faisons ce travail, - mieux utilisées, ce n'est peut-être pas le mot... mais enfin il y a cet arrière-plan de préoccupation qui nous fait surveiller nos finances, parce que nous voudrions bien faire de la propagande en profondeur et nous regrettons de donner nos sous, même pour la vie du Parti, sur le plan général.
Je sais bien, Guy, tous les efforts que tu fais personnellement, tu sais dans quelle, estime on te tient, dans le Parti, tu sais bien dans quelle estime on tient "Le populaire", qui est vraiment un journal bien fait, - je parle du plan politique - c'est un journal qui nous intéresse énormément mais, pourtant, quand nous avons à cet arrière plan cette idée que, chez nous, nous ne pouvons rien faire, c'est quelque chose qui nous préoccupe, c'est quelque chose qui nous donne des complexes.
Il y a cette question d'argent qui intervient aussi pote l'éducation des jeunes.
Nous avons fait, dans le nord, des journées d'études pour les jeunes.
Nous avons fait quelques sacrifices, nous avons remboursé les voyages, nous les avons nourris gratuitement - ce n'est pas si facile que cela. Les présents n'étaient pas nombreux - nous en avons eus une cinquantaine, aux réunions - mais ça n'est pas un travail efficace. Un travail efficace, ce serait un travail où ces réunions seraient multipliées, où il y aurait vraiment des cours, si vous voulez, une étude approfondie du Socialisme.
Est-ce possible sur le plan national :
Je crois que cela coûterait trop cher.
Sur le plan régional et sur le plan départemental, ce serait encore très cher.
Il s'agit que chacun de nous, camarades, se fasse lui-même un éducateur. Je crois que c'est un des problèmes de base de notre Parti, il faut absolument que les anciens fassent appel à leurs souvenirs. Quand nous avons débuté, dans le Parti - pour moi, il y a bien longtemps, c'était avant la scission - quand nous avons débuté dans le Parti, nous disposions - et là il y a peut-être un problème sur le plan national - nous disposions d'un grand nombre de brochures qui coûtaient lu centimes, 10 centimes d'avant guerre, d'avant guerre 1914.
Il y en avait de toutes sortes de ces brochures.
Et maintenant ?
Je reçois fréquemment, à la fédération, des visites de jeunes qui viennent me dire : "voilà, en bien, votre Parti m’intéresse, mais je voudrais bien savoir ce que c'est au fond que le Socialisme" !
Qu'est-ce que c'est, au fond, le Socialisme ?
Je vous avoue que je suis embarrassé. Je n'ai pas grand-chose à leur proposer.
J'ai le programme fondamental du Parti ! Est-ce que vous croyez que c'est vraiment un élément de propagande ?

J'en ai distribué, dans le Nord, vous savez, des quantités et je vous dis, expérience faite, expérience faite pas une fois, je vous l'assure - j'ai fait énormément de causeries là-dessus - je ne vous dirai pas des conférences, je n'en suis pas capable - j'ai fait là-dessus énormément de causeriez, mais le programme fondamental du Parti, pour être compris par des jeunes, il faut y passer, camarades, des dizaines d'heures, il faut y passer un grand nombre de séances.
C'est un peu compliqué, c'est un peu théorique !
Or, je ne pense pas qu'aux étudiants, non, je pense aux jeunes métallurgistes, aux jeunes mineurs, aux jeunes du textile, et ça ne s'apprend pas, ça ne se comprend pas en quelques minutes, ça demande un très gros travail ; c'est un peu compliqué ! ah ! cela a été rédigé par des gens qui savaient écrire ; je vous assure que, personnellement, je considère la déclaration de principe de Léon Blum comme un chef-d'œuvre de littérature ; il y a peu de pages, à mon avis, dans la littérature française, qui vaillent ce que vaut la déclaration de principe ; c'est un chef-d'œuvre, mais ça n'est pas forcément accessible à la masse.
Je crois qu'il nous manque dans le Parti l'équivalent d'une brochure qu'a faite, je crois que c'est Le page (?), où on explique, en termes très simples, ce que c'est qu'une section Socialiste, une fédération ; quels étaient les principes du Parti.
Mais, évidemment, l'édition d'une brochure comme celle-là, une mise à jour de cette brochure, cela demande de l'argent et on tourne toujours autour du même problème : comment s'en procurer ?
Je disais tout à l'heure : ça n'est pas possible, et je vous mets en garde, camarades, je vous mets en garde contre ceux qui pourraient faire croire que c'est tout de même simple, quand on a la municipalité.
Il m'est arrivé, pendant quelques mois, d'être maire de mon village. Bien sur, la première chose que j'aie faite cela a été de vouloir faire abonner la ville au "Populaire".
Il n'y avait pas de "Démocratie", à l'époque, il y avait la "Revue Socialiste", etc.. Le Conseil municipal a marché ; c'étaient de bons garçons, nous n'avions pas la majorité absolue, mais ça s'est arrangé, seulement le receveur municipal n'a pas arrangé cela du tout, il n'a pas voulu payer ! Il n'a pas voulu payer parce qu'il est interdit aux administrations de s'abonner à des revues ou à des journaux qui sont considérés comme des journaux ou des revues politiques.
Je n'ai pas voulu aller jusqu'au trésorier payeur général et en faire un drame, mais ça s'est passé comme cela.
Quant aux marchés, je connais un maire qui était hier à Paris, justement, pour passer devant la Cour d'appel ; il avait été condamné par un tribunal parce qu'il avait peut-être eu des facilités un peu larges.
Alors, je mets tout de même mes camarades en garde contre une conception qui pourrait, non pas seulement leur nuire personnellement, mais aussi nuire au Parti.

Quand on fait des choses comme celle-là, il faut être très adroit, je vous assure : cela p eut se faire, mais méfiez-vous quand même !
Je ne veux pas exagérer et m'éterniser à cette tribune, mais si je veux récapituler, je crois que nous avons des perspectives de recrutement parmi les jeunes et si, ici, ce matin j'ai manifesté quelque inquiétude, c'est parce que je redoutais que les pertes que nous sommes susceptibles de ressentir chez les vieux, chez les anciens, qui ne pourront plus payer leur cotisât on - c'est le cas dans le Nord, pour un assez grand nombre d'entre eux - ce que je regretterai, c'est que ceux-là ne soient pas remplacés en quantités suffisantes par des jeunes qui ne sont pas, eux, des économiquement faibles, bien qu'ils le soient quelquefois, mais ce que je craignais, c'est cela car ma préoccupation dominante c'est le recrutement du Parti, je n'en ai pas d'autre ; notre problème N°1, pour moi, c 'est toujours celui-là : le recrutement, l'éducation de nouveaux adhérents et je vous assure que nous tenons, tous les ans, dans le Nord, un Congrès administratif, réservé uniquement aux questions d'organisation ; il aura lieu cette année, au mois de novembre, le 15 ; la matinée sera réservée uniquement aux problèmes d'administration et toutes les questions, vous pouvez en être sûrs, y seront examinées avec beaucoup de sérieux, l'après-midi étant consacrée à l'ordre du jour du Conseil national, mais ce que je voudrais c'est qu'on cherche, non seulement à sauvegarder la presse du Pari, mais à voir aussi quels sont les meilleurs moyens de développer ce recrutement, de former les jeunes, de former ceux qui, camarades - parce que quand je regarde da ns cette salle, je constate que nous n'avons plus vingt ans, les uns et les autres, et que notre problème c'est de trouver ces jeunes, de les former selon les idées qui ont été les nôtres et essayer de préparer l'avenir du Parti.
C'est pourquoi je me réjouis que cette discussion soit venue aujourd'hui, cet après-midi, et je souhaite que les fédérations ayant des contextures différentes viennent nous dire aussi ici quels ont été leur» problèmes ; j'aimerais les entendre et savoir quelles sont les solutions que Guy Mollet et Fuzier envisagent.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Marc, du Tarn-et-Garonne.

Georges Marc (Tarn-et-Garonne)

Le camarade de la fédération du Nord m'a soufflé une partie de mon intervention ; et j'en suis heureux parce que des Départements aussi divers que le département du Nord, qui est un département à forte population industrialisée et un département comme le mien, qui n'a que 175 000 habitants, qui est un département rural, se trouvent avoir les mêmes problèmes.
Je voulais simplement intervenir rapidement sur deux choses qui, à mon avis, mériteraient d'être étudiées.

La notion de sympathisants, d'abord.
Guy Mollet nous a dit, tout à l'heure, qu'il y a 30 000 élus qui se réclament de la SFIO. Je ne sais pas si c'est le bon vin que nous venons de boire tout à l'heure, mais je voudrais que la SFIO ce soit une appellation contrôlée ! "Sympathisant", c'est quelque chose de très facile ! Nous en avons des sympathisants... ils sont sympathisants avec nous quand ils ont besoin de nous, mais on ne sait jamais s'ils sont radicaux, PSU ou Communistes et, le jour où la SFIO ne peut plus leur rendre service, ils nous laissent tomber.
Alors, moi, je considère que ne doit être déclaré "Socialiste", que celui qui a la carte du Parti Socialiste SFIO.
Il faudra peut-être étudier un jour cette notion de "sympathisant" qui est quelque chose de très fluctuant et de très vague.
Je voudrais revenir aussi sur la notion des jeunes.
Vous savez très bien que c'est un lieu commun que de dire qu'il faut s'occuper des jeunes, mais ce n'est pas suffisant de le dire : Il y a certains organismes qui l'ont compris beaucoup mieux que nous. L'Eglise catholique, par exemple, se moque pas mal, actuellement, de ce qui peut se passer dans l'enseignement du 1er degré. Des établissements du 1er degré, on peut bien en fermer, ce qui l'intéresse, ce sont les enfants du second degré, les adolescents, les colonies de vacances d'adolescents. Or, j'ai l'impression que nous sommes un peu en retard là-dessus.
Gomme l'a dit le camarade du Nord, c'est vrai, depuis deux ou trois ans, nous faisons des efforts, mais il ne suffit pas de former des gens, il faut leur donner des responsabilités et rapidement, parce que les jeunes, vous ne les tiendrez pas toujours simplement avec des dis cours.
Dans la fédération des Œuvres laïques de mon département, il vient d'être pris une décision qui peut être qualifiée de révolutionnaire quand on connaît les gens qui sont à sa tête ; ils ont décidé tout d'un coup qu'un tiers des membres du Conseil d'administration devraient être des gens qui auraient moins de 30 ans !
(Applaudissements)
Voilà.
Et bien, peut-être qu'il faudra un jour étudier aussi cette possibilité, parce que vous ferez des stages, vous formerez des militants, peut-être, mais si vous ne leur donnez pas de responsabilités, ils iront ailleurs.
Ne disons pas que les jeunes se désintéressent de la politique, ce n'est pas vrai, mais ils sont avides de responsabilités ; regardez le CNJA par exemple, qui vient d'élire à sa tête M. Sicard, je crois, qui est de mon département et qui a, je crois, 32 ans ; les jeunes patrons, etc.
Vous pouvez voir des exemples autour de vous, dans tous vos départements.
Voilà ce que je voulais dire, tout simplement et je pense que c'est aussi important.
Je suis tout prêt, pour ma part, et je parle en mon nom personnel, parce que ma

fédération n'en a pas encore discuté, à faire un effort pour la formation des jeunes et pour la promotion des jeunes à l'intérieur du Parti, dans nos sections, dans nos fédérations et dans nos Comités directeurs, et je suis tout prêt à le voter si on le désire car cela me paraît aussi important, sans minimiser ce que nous avons dit ce matin, que la Presse du Parti.
(Applaudissements)

Le président - La parole est au camarade Anciant, de l'Oise.

Jean Anciant

Et bien, mes chers Camarades, puisque le camarade Guy Mollet nous a invités, je me permets aujourd'hui de vous parler un peu de ma petite expérience ; elle est petite, mais je crois malgré tout qu'elle est probante.
Je suis secrétaire de la section de Creil et secrétaire fédéral, depuis un an.
Je m'excuse de parler de la section de Creil, il y a un an, cette Section comptait environ une soixantaine de militants ; à l'heure actuelle, elle en compte une centaine. "Vous n'avez qu'à calculer le pourcentage d'augmentation et, à la dernière réunion de section, j'ai annoncé, j'ai présenté 5 adhésions nouvelles et, parmi ces adhésions, il y en avait deux de moins de 30 ans, ce qui me permet, lorsque nous avons une réunion des organisations, par exemple, dans l'Oise, maintenant, d'être sûrs, chaque fois, qu'il y a au moins deux représentants des jeunesses Socialistes.
Alors, ce que je voudrais dire, c'est que lorsque les camarades de la fédération de l'Oise m'ont confié les responsabilités, quelles sont les archives que l'on m'a transmises ?
Je vais vous le dire : la liste des membres du CA, c'est-à-dire 30, plus 2 suppléants, et une liste de 13 secrétaires de section, dont la moitié n'ont jamais répondu aux papiers que j'ai pu leur envoyer car beaucoup de ces sections étaient des sections "bidons", c'est-à-dire qu'il y avait des personnalités locales qui sont soi-disant secrétaires de section, et puis... et puis il n'y a pas de militants derrière.
(Applaudissements)
Alors, le premier travail que je me suis efforcé de faire, c'est, si vous voulez - passez-moi l'expression - un recensement des troupes. Je me suis efforcé d'établir un fichier fédéral avec, d'une part les militants et, d'autre part, les sympathisants, car je crois qu'il y a une zone de sympathisants qu'il ne faut pas négliger.
Et, à partir de ce fichier, il nous a été possible de mettre au point un petit bulletin intérieur - nous en avons fait paraître jusqu'à maintenant 3 numéros, mais qui a touché l'ensemble des militants et l'ensemble des sympathisants figurant au fichier.
Ce que je veux dire, c'est ceci, c'est qu'un Parti politique, ça doit être une machine de guerre et qu'il faut que l'Etat-major de cette machine ait la possibilité de répercuter rapidement à tous les militants et sympathisants des mots d'ordre, des

Fondation Jean Jaurès

instructions.
Or, il faudrait qu'à l'échelle du Parti tout entier il y ait un fichier national. Or, je le sais, ce fichier, il n'existe pas et, pourtant, je pense qu'il serait possible et facile de le créer.
Il suffirait, par exemple qu'à l'avenir - je sais bien, je vais peut-être ici heurter quelques-uns d'entre vous - mais il suffirait qu'on laisse tomber cette histoire qui me paraît un peu vieillotte des timbres, pour avoir, comme ce qui se fait dans de nombreuses associations, une carte avec 3 volets : la carte du militant, la carte pour le fichier fédéral et le volet pour le fichier national, étant entendu que cette carte serait de même couleur, avec des tarifs différents pour tenir compte des revenus différents des catégories sociales.
Je crois que ce serait possible, et même on pourrait ajouter un quatrième volet pour ceux qui s'abonneraient "au Populaire", ce serait une question à débattre.
Une autre question que je voudrais soulever aujourd'hui, c'est celle des Commissions de travail.
Il est évident que dans une réunion comme la nôtre aujourd'hui, on peut dire quels sont les grands principes de notre action, mais on ne peut pas faire un travail effectif, le travail effectif doit se faire au sein de Commissions de travail.
Je me souviens que lors du dernier Congrès la question a déjà été soulevée ; certains camarades ont dit qu'il faudrait constituer une Commission de propagande. Là-dessus, j'ai pris ma plus belle plume et j'ai envoyé une lettre au camarade Piette, en lui disant : "s'il y a une Commission de propagande de créée, je suis d'accord, je suis candidat" et, depuis, et bien je n'ai plus entendu parler de ces Commissions.
A mon avis, il faudrait au moins 4 Commissions - je dis 4, en fait ce serait à débattre également : une commission financière, s'occupant de recenser tous les moyens possibles et imaginables pour trouver de l'argent au profit du Parti ; une Commission de propagande, recherchant les thèmes de propagande, qui serait susceptible de trouver ceux les plus efficace, auprès des sympathisants et auprès de la population, et, croyez-moi, ce n'est pas facile. Si je prends, par exemple, la confection d'une affiche, et bien ça ne se fait pas comme cela, en une heure, une affiche, un tract ça ne se fait pas en une demi-heure, il faut un train trust qui travaille autour d'une table et qui ait devant lui quand même assez de temps.
Il faudrait aussi une Commission de l'organisation, et peut-être une Commission de rédaction des documents qui, justement, seraient adressés aux nouveaux militants pour leur dire ce qu'est le Socialisme.
Voilà, si vous voulez, les quelques idées que je vous propose, et pour terminer je voudrais signaler qu'en tant que secrétaire fédéral je reçois une masse de papiers. Souvent, je suis bien embarrassé parce que je suis isolé, et ce que je voudrais dire c'est que, par conséquent, il faudrait que le secrétariat général puisse répercuter ses instructions directement aux secrétaires de sections... (quelques

applaudissements)… sans que le secrétaire de fédération soit obligé, à chaque fois - et c'est un peu le cas de l'Oise qui n'a pas beaucoup de moyens, on n'est pas tellement solide - de reprendre les circulaires du secrétariat général pour les répercuter aux secrétaires de sections. Il faudrait un bulletin intérieur plus fréquent qui aille jusqu'aux Secrétaires de sections.
Je voudrais dire en conclusion que je suis d'accord avec notre camarade Fuzier ; jusqu'à maintenant la SFIO en est au stade artisanal, et il serait temps de passer au stade industriel ; par conséquent le Secrétariat général doit, dès aujourd'hui, mettre en place les moyens de faire démarrer le travail d'organisation.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Mauroy.

Pierre Mauroy

Chers camarades, je voudrais d'abord me féliciter qu'on ait ce débat sur la vie du Parti, et, d'une façon impromptue et très rapidement, je voudrais faire part de quelques observations.
D'abord, je crois que nous devons répondre à l'appel de Guy Mollet, qui a mis l'accent sur un point qui me paraît capital, celui de l'éducation.
En fait, si l'on observe l'évolution des mouvements politiques et des mouvements syndicaux qui sont autour de nous, eh bien, en démontant leur système il vous apparaîtra que dans le camp confessionnel la montée actuelle de la CFTC,]a prise en charge par le CNJA, des problèmes agricoles, reposent presque uniquement sur un phénomène d'éducation qui a été commencé il y a dix ans… (applaudissements)… et Claude Fuzier a eu raison de souligner tout à l'heure que nous savions déjà de longue date que les Communistes se sont toujours préoccupés de ces problèmes et que Bobigny est connu par de nombreux militants du Parti.
Par conséquent il y a un problème fondamental d'éducation, mais je crois que ce serait le simplifier que de penser qu'il suffit de refaire les stocks des brochures et de les distribuer. A vrai dire, il y a un problème de brochures et un problème de distribution, car on ne peut rien faire de Socialiste si on ne connaît pas le Socialisme, si on ne lit pas les textes de base, mais il y a aussi un problème fondamental de méthode, un problème de manipulation, un problème de stages, et par conséquent un problème qui suppose qu'on ait des fonds. D'ailleurs, j'imagine que, de longue date, le Parti a dû se préoccuper de cette question, et que, s'il n'a pas réussi dans ce domaine de l'éducation, c'est presque uniquement parce que, jamais, il n'a eu l'argent suffisant pour mener un plan de campagne qui, nécessairement, coûte cher.
Alors je voudrais - et ceci très rapidement - parler au nom, non pas d'une association, mais au nom d'une expérience que j'ai, dans une association qui est

para-Socialiste, qui pose sans doute pas mal de problèmes, et en particulier des problèmes de liaison, entre le Parti et cette fédération des Foyers Léo Lagrange, mais qui, au moins, a été une expérience qui a réussie

Elle est partie de la Cité Malesherbes, encouragée, je dois le dire, par les cadres du Parti ; on a peut-être mis dix ans pour arriver à un résultat, mais cette association s'est hissée au premier plan des associations d'éducation populaire et de jeunesse ; elle a actuellement 17 à 18 000 jeunes qui sont à son fichier, et - pour parler de ces problèmes de jeunes et des problèmes de méthode -je dirai que si, pour notre presse, et fort légitimement, on rencontre des difficultés, en six ou sept mois il nous a été possible de ramasser 7 000 abonnés pour la revue que vous connaissez, qui n'est qu'une revue de jeunesse, d'ailleurs, et qui s'appelle "Jeunesse An 2000".

Tout cela montre que, vis-à-vis de la jeune génération, il n'y a sans doute rien de fondamental de changé - et fort heureusement, on n'accepterait pas qu'il en soit autrement - mais que, pratiquement, ce ne sont jamais des problèmes de fond qui se trouvent posés, mais uniquement des problèmes de méthodes. Par conséquent, le problème qui se pose au Parti ne repose pas sur le fond, mais repose presque uniquement et presque toujours, comme Claude Fuzier l'a souligné tout à l'heure, comme Guy Mollet nous l'indiquait, comme vous le sentez tous, sur des problèmes de structure, sur des problèmes de méthodes.

Je voudrais vous faire part très rapidement de cette expérience, parce qu'au fond je sais bien que ce n'est pas comparable, mais, lorsqu'il y a quinze ans j'étais un jeune secrétaire national des Jeunesses Socialistes - j'y suis resté pendant neuf ans - et bien je peux vous dire que nous sentions l'équipe jeune, et que le débat que nous avons ici dans le Parti, nous l'avons eu, et nous l'avons porté au secrétaire général et au Parti ; nous nous sommes dit : nous sommes les héritiers d'une grande tradition, une grande tradition qui levait le poing, une grande tradition qui se battait, une grande tradition qui distribuait des tracts et des affiches.

Et bien, maintenant, nous avons beau "y aller" avec optimisme, avec enthousiasme, les jeunes ne viennent pas !

Devant cette constatation, nous avons dit : il ne s'agit pas seulement d'appeler la jeunesse, il faut aller à elle, et il faut y aller avec des prestations. C'est ainsi que l'idée nous est venue de lancer cette fédération des Foyers Léo Lagrange, qui n'est pas autre chose qu'une variante des Jeunesse Socialistes adaptées à ce temps, et qui permet d'aller au-devant de la jeunesse, avec des prestations, et des prestations de toutes sortes.

(Applaudissements)

Je puis vous dire que l'expérience a comblé nos espoirs, parce que pour avoir fait cela nous avons sans doute - et je vous le montrerai tout à l'heure - la clé des problèmes d'éducation à l'intérieur du Parti.

Pourquoi la clé des problèmes d'éducation ?

Simplement parce que, sous la pression des mouvements d'éducation populaire, et en particulier des Foyers Léo Lagrange, nous avons obtenu ce qu'on appelle le congé-stage, que vous ne connaissez peut-être pas, mais qui est quelque chose d'important puisqu'il permet à tous les jeunes de 18 à 25 ans d'exiger de leur patron un congé de huit jours pour être éduqués, par conséquent pour participer à des stages des Foyers Léo Lagrange. En plus, pour chacun de ces jeunes qui viennent dans nos stages, nous disposons de 25 000 anciens francs, 10 000 que nous avais pour organiser le stage - je m'excuse de ces précisions, mais je crois que nous en aurons besoin dans les semaines qui viennent - et 15 000 que nous remettons au jeune, comme manque à gagner.

Et bien, cette année, 350 jeunes sont passés dans nos stages. Pour l'an prochain j'espère qu'il en passera 600, et je souhaiterais qu'en accord avec tout le Parti, dans chaque section du Parti, à l'ordre du jour, il y ait l'envoi de jeunes dans ces stages, étant entendu que l'éducation populaire telle que nous la concevons est une éducation populaire orientée et Socialiste, pour tout dire. En accord avec le Secrétariat général du Parti, je pense que, nous pouvons le dire - et que nous devons le dire dans une réunion comme celle-ci - il sera possible de mettre en place différents stages de différents niveaux, partant d'un stage de méthodologie, d'un stage qui s'adresse vraiment à des jeunes qu'il faut débroussailler, pour aller jusque et y compris des stages très spécialisés de formation de militants, de mise en place de manipulateurs, et ce n'est pas péjoratif parce que c'est de cela dont nous avons besoin.

(Applaudissements)

Vous allez me dire : mais, que vont-ils faire, ces manipulateurs ?

Et bien, vous savez, l'évolution des choses est incroyable. Herzog a été obligé de nous concéder - à côté de la fédération des maisons de jeunes et de la culture qu'il met en place, et vous le savez, dans vos municipalités, des maisons de jeunes avec des directeurs - parce qu'il a besoin des municipalités, et en particulier des municipalités dirigées par des Socialistes, il a été obligé de nous concéder que la fédération des Foyers Léo Lagrange ait, au même titre que la fédération des maisons de jeunes, une association qui attrait la possibilité de former des directeurs de maisons de jeunes.

C'est ainsi que nos 15 premiers directeurs de maisons de jeunes sont actuellement en stage, pour six mois, et qu'ils sont tous Socialistes SFIO !

Je crois que si, en liaison avec la fédération des Elus, tous ensemble nous nous mettons à cette tâche d'éducation, même par les temps qui courent, qui sont des temps de disette, qui sont des temps extrêmement difficiles, puisqu'il y en a 15 aujourd'hui il y en aura 30 en 1965, et j'espère que, si nous arrivions à avoir des responsabilités et des pouvoirs, c'est finalement dans chaque ville que nous pourrions mettre, à côté de l'instituteur, à côté du jardinier, qui ont été prévus

depuis 1900, le directeur de maison de jeune, qui prendrait en charge la jeunesse, et qui, certainement, ferait les liaisons indispensables entre Foyers Léo Lagrange et Parti.
Je crois même plus. Je crois que si nous faisons ce travail pendant plusieurs années, en définitive, lorsqu'on se placera, naturellement, dans un autre contexte que celui que l'on a actuellement, c'est un problème de structures qui se trouvera peut-être posé au Parti, car je crois que l'on peut concevoir, dans les dix années qui viennent, qu'à côté du Parti tel que nous le connaissons actuellement, il y ait une fédération des Foyers Léo Lagrange qui, sous une forme ou sous une autre, très ouvertement et pour tous, serait affiliée collectivement au Parti Socialiste.
Je ne veux pas dire que j'attache la même importance à quelqu'un qui fréquente un club et qui vient y chercher une prestation qu'à celui qui milite dans une section, et je crois que notre problème sera toujours d'assurer la primauté du politique - c'est peut-être cela le fondement de notre travail éducatif - mais ce travail-là, nous pouvons le faire, et je puis dire, même, qu'il est en route.
Je me permets d'ajouter maintenant un mot sur un autre plan. Je crois à ces associations parallèles, je crois même que c'est une des solutions d'avenir, et ces associations parallèles intégrées ou liées au Parti, sous une forme confédérale, c'est nous qui en discuterons.
Voyez-vous, je vous ai parlé des problèmes d'éducations mais il y aura aussi tout cet immense problème des loisirs. Nous nous en occupons en ce qui concerne les jeunes, mais croyez bien qu'on ne pourra pas rester dans cette situation, qui est tout de même assez anormale et qui est la suivante : les loisirs, c'est le Parti Socialiste, entre autres, qui les a apportés à la classe ouvrière et aux travailleurs, et actuellement, si vous n'y prenez garde, les travailleurs vont aller passer leurs loisirs et leurs vacances avec le Club Méditerranée, c'est-à-dire avec des associations capitalistes qui font leur plus grand profit sur le temps des loisirs !
(Applaudissements)
C'est une obligation pour nous de créer cette associations de loisirs, qui existe en puissance dans le domaine de la jeunesse avec les Foyers Léo Lagrange, mais qui devrait prendre sa place, demain, avec une ampleur, avec une force, qui demandent une dimension européenne, une dimension internationale, et, naturellement, des crédits importants.
Je termine en disant qu'actuellement il y a l'Office franco-allemand - pour parler de problèmes très concrets - dont, a priori, on pourrait dire qu'il ne nous regarde pas.
Il ne nous regarde pas, mais il y a tout de même là des crédits incroyables, 5 milliards, vous le savez pour faire des stages et pour faire des journées, si bien que nous avons des centaines et des milliers de jeunes allemands qui cherchent des correspondants en France.
Et bien, je crois - parce que les jeunes aiment çà - que non seulement dans les

Foyers Léo Lagrange mais dans vos sections il faut que vous preniez les gosses des militants et essayiez d'accrocher les jeunes ; formez un cercle de liaison allemand, recevez des groupes allemands, allez en Allemagne, et si vous le voulez, faites-le avec d'autres pays européens ; bien sûr, ce que vous faites actuellement avec Allemagne, on l'élargira demain, lorsque les crédits nous seront donnés, avec les autres pays.

Tout cela, vous le voyez, c'est un travail qui peut être fait, c'est une liaison qui existe, mais qui demande que, véritablement, sur le plan des municipalités, on ait confiance en nous. La direction du Parti, le Comité directeur, les cadres du Parti ont toujours été d'accord avec nous, mais quelle est la clé de cette expansion, quelle est véritablement la clé d'un changement radical ?

C'est la liaison avec les municipalités. Or, je le dis, sur le plan des municipalités - ceci ne met absolument pas en cause, au contraire, une minorité de maires qui nous ont aidés dès le premier jour, pas plus que la fédération des Elus - le maire Socialiste reste rivé à l'école, lorsqu'il a fait un beau groupe scolaire, il pense qu'il a tout fait !

Et bien, le groupe scolaire, il faut continuer à en faire, bien entendu, mais il faut bien se dire que le groupe scolaire avait quelque chose de révolutionnaire lorsqu'au début de ce siècle la France était analphabète ; aujourd'hui, la France sait lire et elle sait écrire, et au-delà de ces problèmes d'instruction, de ces problèmes de l'école primaire, il y a tout le problème de l'éducation populaire, il y a cet immense champ de "après le travail".

Et bien, après le travail, c'est au-delà de l'école la maison de jeunes, le foyer de jeunes - on l'appelle comme on veut et on adapte cela suivant le milieu - et là il faut que les municipalités nous demandent des hommes ; c'est à nous à former des hommes et à les y mettre, et je suis persuadé que si nous couvrons la France de ces maisons de jeunes, quelles qu'elles soient mais Socialistes, comme on le fait à Puteaux - à Puteaux il y a au 1er janvier un jeune directeur permanent, il y en aura un deuxième un an plus tard, et un troisième, trois permanents donc qui vont prendre en charge les problèmes de jeunesse - si nous faisons cela, la partie sera automatiquement gagnée.

Vraiment, si nous savons former, et si nous formons en liaison étroite avec le Parti et en accord avec les municipalités, là nous aurons les jeunes !

Comme vous le voyez, je crois qu'au fond, la solution, il ne faut pas seulement la trouver à l'intérieur de nos sections - ce qui ne signifie pas qu'il n'y ait pas d'adaptations à faire - je crois qu'il faut la trouver en harmonie, en symbiose avec des associations para-Socialistes, contrôlées véritablement au sommet, et dont tous les cadres doivent être non seulement des Socialistes, mais des Socialistes SFIO. À cette condition, je crois qu'on pourra d'abord ramener les jeunes, et je crois qu'ensuite on pourra élargir le champ des activités, en particulier faire une œuvre

d'éducation que Guy Mollet demandait tout à l'heure.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Llung, du Rhône, ensuite à Girard, Saône-et-Loire.

Llung (Rhône)

Camarades, mon intervention sera d'autant plus facilitée que notre camarade Mauroy a traité une grosse partie du problème que je voulais poser à votre responsabilité... car c'est votre responsabilité qui est engagée, c'est le problème des jeunes, c'est le problème de la moyenne d'âge à l'intérieur des sections.
C'est un problème extrêmement grave. Je suis un des rares secrétaires fédéraux à avoir une trentaine d'années - je parle de l'organisation adulte car...

Guy Mollet - Il y en a beaucoup plus qu'on le dit !

Llung - Je veux bien, mais lorsque je vais dans les sections du Rhône, je m'aperçois avec beaucoup de peine que nos camarades sont toujours en place et que chaque année il en manque quelques-uns parce qu'ils ne sont jamais remplacés !
Il y a aussi un problème de structures. Nous voulons un Parti vivant. Nous vivons avec des structures qui sont peut-être un peu dépassées, et qu'il faudra adapter à l'évolution actuelle, sans révolution immédiate mais avec des réformes, y compris, je crois, des sections fédérales d'éducation pour les nouveaux adhérents, car à l'avenir on ne pourra plus se contenter d'avoir simplement le droit aux responsabilités au sein du Parti du fait qu'on a depuis cinq ans sa carte dans la poche.
Il y a d'autres problèmes qui se posent à un secrétaire fédéral, notamment le problème des élus. Il est évident qu'il est difficile de manier - je n'ai pas peur d'utiliser le mot - de manier les camarades qui sont déjà en place. On a toujours l'impression qu'ils vous font beaucoup d'honneur lorsqu'ils répondent à une convocation, et on a toujours l'impression aussi que le jour où ils disparaissent le Parti est complètement mort avec eux.
C'est un problème qui a été soulevé par Fuzier, c'est un problème auquel je tiens. On a trop tendance, au Parti, à croire que les hommes qui sont en place sont obligatoirement les seuls qu'il y ait dans notre organisation.
Il me semble, moi, que ce sont les militants de base, ceux qui les ont mis en place, qui sont justement l'avenir de notre Parti.
Voyez-vous, camarades, je n'apprends rien à personne, et je voudrais savoir le nombre d'élus non seulement nationaux, bien sûr, mais surtout municipaux et cantonaux qui se sont préoccupés du problème du devenir de leurs sections le jour où ils ne seraient plus là. Je serais curieux de connaître ce chiffre sur l'ensemble de

nos élus, je pense que ce serait une statistique intéressante, au cours d'une prochaine discussion. On l'oublie, cela.
Notre camarade Mauroy vient de développer le problème des Foyers Léo Lagrange. L'avenir du Parti n'est pas simplement l'organisation et le recrutement au jour le jour, à la petite semaine, dans nos sections ; l'avenir du Parti c'est l'organisation des loisirs des jeunes, et dans ces organisations de loisirs il faut faire sentir aux jeunes qu'être Socialiste, ce n'est pas seulement faire de la politique pour les prochaines élections. Cela aussi, cela nous fait du tort auprès des jeunes, camarades.
On nous reproche souvent de voir les problèmes à longue échéance, c'est-à-dire deux ans pour les prochaines municipales, ou trois ans pour les prochaines cantonales, au maximum six ans pour les prochaines législatives. Personne ne s'est posé la question de savoir ce que sera le Parti dans dix ans. On parle de prospective, il faudrait peut-être essayer de l'appliquer !
Essayons de savoir ce que sera le Parti dans dix ans; en fonction de cette évolution, adaptons nos structures pas pour les premières années qui viennent mais pour dans dix ans. Nous sommes quand même capables d'attendre dix ans pour avoir des résultats et pour avoir l'audience qui devrait être la nôtre, et qui malheureusement ne l'est pas.
J'ai assisté cet été, et c'est ma deuxième année, aux stages des Jeunesses Socialistes à Creuillé (?). J'ai aidé les camarades du bureau national à former les jeunes, dans la mesure évidemment où on peut l'aider chacun avec ses moyens.
Je me félicite personnellement d'avoir passé dix jours dans ce stage de promotion, ce stage de cadres. Ce que je regrette, camarades, c'est qu'il n'y en ait pas davantage et que les adultes ne s'en préoccupent pas plus. Croyez-moi, on fait du bon travail, aux Stages de la Jeunesse Socialiste, du très bon travail ! On apprend aux jeunes ce qu'est le Socialisme, on leur apprend ce qu'ils n'apprendraient jamais s'ils rentraient dans la plupart de nos sections.
Les foyers Léo Lagrange, bien sûr, je vais quand même en dire deux mots, pour me féliciter de l'action qui est menée par Mauroy et les camarades qui l'entourent, pour l'assurer du concours de notre fédération, puisque nous l'aidons pour la revue Jeunesse, mais surtout pour regretter que nos camarades maires, nos camarades ayant des responsabilités locales n'aient pas compris le problème.
Voyez-vous, je vais vous en donner un seul exemple. Il y a dans mon département une municipalité Socialiste qui vient de construire une maison de jeunes. Savez-vous ce que j'ai appris la semaine dernière ? Qu'ils cherchaient partout un directeur de maison de jeunes, qu'ils le cherchaient partout sauf à la fédération Léo Lagrange ! Ecoutez, camarades, c'est grave ! C'est grave parce qu'on a l'impression que le Parti se "radicalise", pour reprendre l'expression qui a été employée ce matin, non pas dans sa base mais dans ses élus. On a l'impression que nos élus locaux ne se penchent pas suffisamment sur l'avenir des jeunes, sur l'organisation

des loisirs qui dans quelques années sera notre préoccupation essentielle. Je ne sais pas si le Secrétariat général peut y faire quelque chose, je ne sais pas ce qu'il peut faire pour obtenir satisfaction, mais il faudrait relancer nos élus jusqu'à ce qu'ils apportent tout leur concours et celui de leur municipalité à l'entreprise de notre camarade Mauroy au sein des foyers Léo Lagrange.
Voilà, camarades. Je crois que tous les problèmes que vous pourrez poser, celui des cotisations, celui de la presse du Parti, celui des structures, ne peuvent être résolus que si on a un Parti vivant. Si vous voulez un Parti vivant, il faut voir le problème des jeunes. Les jeunes ne se désintéressent pas de la politique. Ce qu'ils ne veulent pas, ce qu'ils n'aiment pas, - et cela, croyez-moi, c'est une opinion qui se confirme de jour en jour - c'est qu'on leur raconte des "salades" et qu'on ne leur donne pas de responsabilités.
Dans la mesure où vous confierez aux jeunes des responsabilités, vous aurez des satisfactions, camarades, des satisfactions que vous n'aurez pas si vous voulez essayer vous-mêmes de faire exactement le même travail.
Evidemment, cela pose le problème des transferts de responsabilités au sein des Partis; cela pose le problème des structures. Mais je crois que l'avenir du Socialisme c'est peut-être ce problème des transferts qu'il faudra mettre au point un de ces jours, tous ensemble.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Girard, de Saône-et-Loire.

Girard (Saône-et-Loire)

Camarades, comme presque tous ceux qui m'ont précédé, j'appartiens moi aussi à la génération des secrétaires fédéraux de l'après-guerre, et ce n'est peut-être pas un hasard - j'y reviendrai tout à l'heure -si nous sommes aussi nombreux à prendre la parole aujourd'hui. Si je l'indique, ce n'est pas que je veuille ajouter un nouveau chapitre à cette querelle aussi vieille que l'histoire qui oppose les jeunes, les moins jeunes et les plus vieux. C'est une querelle stupide, car nous savons tous qu'il y a des jeunes qui sont vieux à vingt ans, et des aines qui conservent une éternelle jeunesse !
(Quelques applaudissements)
Mais il est certain qu'il est beaucoup plus facile de comprendre les problèmes de sa génération que de comprendre les problèmes des générations qui nous suivent.
Ce que je voudrais traiter moi aussi, c'est ce problème des générations, mais au travers des deux éléments qui doivent nous intéresser dans notre vie de militant, le problème tout d'abord des propagandistes, et ensuite celui de la propagande.
Il y a des camarades qui croient que l'on peut faire la propagande comme on la faisait autrefois. Ils sont de moins en moins nombreux. Mais ceux qui ne pensent

pas ainsi s'imaginent parfois encore que les propagandistes d'aujourd'hui peuvent être ceux d'hier. Autrefois, il suffisait d'un militant de bonne volonté et d'un militant informé pour faire un propagandiste. Aujourd'hui ce n'est plus vrai. Dans nos fédérations, le militant courageux et informé ne peut plus être un propagandiste. Le secrétaire fédéral lui-même, à plus forte raison le secrétaire de section, n'est plus un propagandiste, parce qu'il n'a plus d'informations à apporter à ses camarades ou aux citoyens, ou que du moins on suppose qu'il n'en a plus. Si on n'a pas aujourd'hui un titre, et essentiellement un titre de parlementaire, il n'est plus possible dans les fédérations de faire des réunions qui soient suivies par plus de quelques personnes. C'est un drame, sans doute, qui fait que dans nos campagnes électorales nous sommes parfois amenés, après avoir entamé une campagne de réunions, à les abandonner parce qu'il est beaucoup plus grave de n'avoir que deux auditeurs que de ne pas faire de réunion du tout.

Alors bien sûr, les responsabilités qui pèsent sur nos camarades parlementaires sont plus grandes encore qu'elles ne l'étaient autrefois, et nous le savons bien ; ils sont surchargés de travail. Mais ce travail, il faudrait peut-être qu'il soit sélectif. Il y a peut-être des vins d'honneur, que l'on pourrait abandonner, des manifestations préfectorales que l'on pourrait laisser de côté, et il ne manque pas de parlementaires - j'en connais - qui en plusieurs années de parlementarisme n'ont même pas assuré une seule réunion de section ! J'ai eu l'exemple tout récemment de deux secrétaires de sections qui demandaient que le parlementaire Socialiste leur fasse une réunion. Quand je me suis adressé à lui, il a été très surpris car, m'a-t-il dit, il était allé déjà deux fois voir ses chefs-lieux de canton.

Je me suis demandé alors ce qui s'était passé. Et bien notre camarade parlementaire, il était elle à des foires et à des marchés pour tenir ce qu'on appelle une permanence, et vous savez ce que c'est en fin de marché, mais il n'avait jamais été faire une réunion de section.

Il y a là un malentendu qui est souvent presque permanent entre les militants et, disons, au moins un certain nombre de parlementaires.

Le drame est presque le même à l'échelon des propagandistes nationaux. Autrefois nos délégués à la propagande faisaient recette dans nos fédérations. Aujourd'hui ce titre de délégué à la propagande n'attire plus personne, et même plus les militants ou les adhérents de section. Le titre de membre du Comité directeur est souvent lui aussi insuffisant, et à l'échelon national, il faut le reconnaître, parce que nous sommes au siècle des idoles dans tous les domaines, y compris dans le domaine de la politique, seuls ceux qui font recette sont trois ou quatre têtes couronnées, que nous avons couronnées nous-mêmes, du Parti Socialiste. Alors sur ceux-là davantage encore pèse une responsabilité écrasante, car malgré leur extrême dévouement nous savons bien qu'il ne leur est pas possible d'assurer en province plus de réunions qu'ils ne le font. Et pourtant, je pense que les camarades comme

Guy Mollet ou comme Defferre, qu'ils le veuillent ou qu'ils ne le veuillent pas, sont aujourd'hui les symboles de l'action Socialiste, et bien ils doivent se considérer comme les Brigitte Bardot ou les Sylvie Vartan du Socialisme... (applaudissements)… ou si la comparaison est gênante pour leur sexe, comme les Aznavour ou les Johnny Hallyday du Socialisme.

A ce titre, beaucoup de camarades regrettent que, bien que les moyens de propagande dont nous disposons actuellement à l'échelon national soient fort étriqués, notre camarade Guy Mollet en particulier - je voudrais le lui dire très amicalement - ne fasse pas suffisamment parler de lui, et qu'un autre homme par ses interventions plus nombreuses à la Chambre apparaisse aux yeux de beaucoup de gens aujourd'hui comme le véritable leader de la Gauche française.

Quant à notre propagande, elle ne peut plus être non plus ce qu'elle était autrefois. Intéresser- les militants ne peut plus se faire comme on le faisait auparavant. Nous sommes trop souvent le Parti de la pagaïe et le Parti du "blabla", alors que nous prétendons justement être le Parti de la planification et de l'organisation Socialiste. Nos réunions de sections, nos réunions de commissions exécutives fédérales et nos congrès en sont quasiment toujours de remarquables exemples ! On "blablate" à perte de temps et on reconstruit le monde en une heure !

Et bien c'est une formule qu'il faut aujourd'hui abandonner car elle ne correspond plus aux besoins des militants de la nouvelle génération. Ceux-là sont essentiellement épris de concret, et c'est à ce concret qu'il faut s'attaquer par une réforme de nos structures et de nos habitudes.

Dans les sections, les fédérations, il est souvent difficile de trouver des spécialistes. Il faudrait les aider, en leur fournissant une documentation adaptée.

Moi, je serais comme le camarade de Creil qui m'a précédé à cette tribune ; je ne me plains pas de la quantité de papier qu'on envoie aux secrétaires fédéraux, sinon pour trouver qu'elle est trop abondante, et que nos camarades de Paris produisent trop. Je leur reprocherai tout d'abord d'être souvent mal synchronisés avec les besoins. En quelques années cela fait tout de même deux fois que les brochures concernant les élections au Conseil général arrivent, dans ma fédération tout au moins, après que les textes aient dû être déposés dans les imprimeries, et ce matériel, pour aussi remarquable qu'il fût, n'a pu être utilisé. J'ai toujours un grand regret d'accumuler dans la permanence fédérale du Parti des masses considérables de papiers dont je pense avec tristesse qu'elles ont dû coûter fort cher, et que je n'ai même plus à distribuer car elles arrivent trop tard.

Mais ces textes sont également très souvent mal adaptés. Ils doivent être plus courts, plus ramassés, sur des sujets précis, permettant aux responsables fédéraux d'aller faire des topos au travers des multivoies réunions, diners ou déjeuners débats qui sont à la mode aujourd'hui.

Cette structure, elle ne peut se faire qu'au travers d'une réforme des structures

nationales du Parti, et je le pense, en particulier des congrès. Les congrès du Parti, - j'appartiens à de multiples organisations - sont à mon sens les plus mal organisés qui existent ! On a fait l'an dernier une tentative que j'ai applaudie à deux mains, pour essayer d'y mettre un peu d'ordre. Elle a effrayé un certain nombre de camarades, et c'est bien ce qui m'effraie moi-même ! Nous sommes un Parti qui se prétend révolutionnaire et nous avons peur de toute réforme !

Encore ce matin j'entendais les camarades, un peu comme les chœurs de l'Opéra, dire : "marchons, marchons..." tout en précisant qu'il faut marcher lentement, en regardant en arrière, ce qui se traduit presque toujours par une marche sur place. Si nous avons été nombreux parmi les secrétaires fédéraux de cette génération de l'après-guerre, à venir aujourd'hui, c'est que je pense, et vous l'avez sans doute remarqué comme moi, que le climat de cette réunion n'est pas le climat habituel de nos conseils nationaux et de nos congrès. Pour la première fois, je ne sais pas si vous l'avez remarqué, on y bavarde à peine, et pour la première fois on peut s'y faire entendre. Et c'est sans doute la raison pour laquelle les jeunes ont été nombreux aujourd'hui à venir prendre la parole, ces jeunes secrétaires fédéraux qui sont presque toujours des inconnus dans la maison Socialiste, car les Congrès, les Conseils nationaux sont plus souvent l'occasion de bavardages aimables entre des camarades d'une autre génération, dont nous comprenons très bien le plaisir qu'ils ont à se retrouver ensemble, mais qui trop souvent étouffent le désir de travail de ceux qui aspirent au concret.

(Applaudissements)

Guy Mollet l'a dit tout à l'heure, ce sont des camarades de la période d'avant-guerre qui tiennent presque toujours les fédérations ; ils les tiennent, c'est vrai ; ils les tiennent pour le meilleur et pour le pire; ils les maintiennent mais en les maintenant ils les empêchent souvent d'évoluer, et au moins d'évoluer aussi vite que le voudrait l'époque actuelle.

Pour terminer, je voudrais reprendre le désir que j'ai manifesté souvent, et qui est pour la prendre fois satisfait aujourd'hui ; c'est que nous avions davantage de réunions de travail où l'on se penche sur la vie des fédérations. C'est pratiquement la première fois aujourd'hui qu'il est possible de le faire, et c'est sans doute pour cela que nous sommes beaucoup moins nombreux que nous ne le sommes habituellement, alors que nous devrions être beaucoup plus nombreux, puisqu'aujourd'hui les trésoriers fédéraux ont été invités à participer à ces assises.

Et bien pour reprendre une parabole célèbre qui est de Saint-Simon, et qui est la parabole des abeilles et des frelons, je voudrais pour terminer souhaiter que dans la ruche Socialiste une part moins importante soit laissée aux frelons, et une part plus grande donnée aux abeilles.

(Applaudissements)

Le président - La parole est à Chandernagor.

André Chandernagor

Camarades, comme le camarade qui m'a précédé à la tribune, je voudrais d'abord me réjouir - avec lui et sans doute avec beaucoup d'autres camarades - de l'atmosphère de très grande franchise qui a présidé à ces débats.

Nous sommas ici entre responsables directs de fédérations, et c'est au titre de secrétaire fédéral de la Creuse que je parle.

C'est une des premières fois où nous avons pu aborder de front les problèmes d'organisation, à tous les stades du Parti, et singulièrement au stade de nos fédérations. Nous les abordons dans un moment qui est terriblement difficile, personne d'entre nous n'a d'illusion à ce sujet. D'aucuns, naguère, disaient qu'ils traversaient le désert, si ce fut vrai pour eux peut-être à un certain moment, à coup sur, ça l'est pour nous dans le moment présent.

Vous le savez, lorsqu'un Parti est dans la vague du pouvoir, eh bien il y a toujours autour de lui d'abord les militants, bien sur, mais il s'y agrège, au fur et à mesure des possibilités de places disponibles, ce que l'on appelle "les alimentaires". Ça fait masse, et c'est peut-être ça les vrai frelons.

"Et bien, il se trouve que des alimentaires, dans le Parti Socialiste, aujourd'hui il n'y en a pas beaucoup, et nous nous retrouvons entre ceux qui sont véritablement Socialistes, qui sont décidés à traverser un désert dans lequel il n'y a aura pas beaucoup d'eau à boire, et par conséquent nous sommes peu nombreux.

Il se trouve, et c'est un élément de gravité, que ce moment difficile dans la vie du Parti, coïncide sans aucun doute avec un moment de vieillissement de la plus grande partie de nos militants. C'est un fait, et dans l'immédiat nous n'y pouvons rien. L'instrument est ce qu'il est, il faut faire qu'avec cet instrument tel qu'il est nous traversions les périodes difficiles que nous avons à traverser et que nous profitions de ces moments difficiles qui nous offrent le délai de la réflexion, pour voir comment nous pouvons améliorer l'instrument, pour aller plus loin en avant.

Une des raisons, au stade des fédérations - et je parle avec l'expérience d'une petite fédération d'un département oui compte 160 000 habitants de population vieillie, car la courbe démographique est inverse de la courbe démographique de la plus grande partie de la France, et qui compte tout de même bon an mal an 500 militants.

La difficulté que nous rencontrons et pour laquelle nous ne progressons pas, c'est que les responsables de fédération, qu'il s'agisse de secrétaires fédéraux militants ou qu'il s'agisse de parlementaires, car dans un certain nombre de fédérations, je voudrais un peu rétablir l'équilibre avec ce qu'a dit le camarade qui m'a précédé à cette tribune, c'est parfois aussi le parlementaire oui supporte la fédération sur ses épaules, et non pas la fédération qui supporte le parlementaire, il y a les deux cas,

alors c'est une question d'homme et celui là qui peut prendre les responsabilités, les prend, là où il se trouve, alors et celui-là se trouve devant une tâche gigantesque, mais oui n'est pas de progression ; il s'attache surtout à conserver le nombre des adhérents que nous avons - pourquoi conserver ? parce que les choses sont ainsi faites - en tout cas c'est comme ça dans ma fédération -que si le responsable fédéral ne va pas recueillir lui-même en cours d'année, et surtout en fin d'année, l'argent des cartes, eh bien, les cartes ne rentrent pas. C'est comme ça dans beaucoup de fédérations, je le crois. Il ne faut pas se dissimuler la difficulté.

Nous répercutons les circulaires qui viennent d'en haut, nous les répercutons sur des secrétaires de section qui sont souvent fantomatiques. Et alors, il ne revient jamais rien. Dans ma fédération, on envoie beaucoup de lettres aux secrétaires de section, il y a rarement des réponses et quand on convoque le Comité directeur départemental, qui comprend 30 membres, on se trouve bien à 5 ou 6 et c'est déjà pas si mal. Les autres ont une bonne excuse ! C'est très souvent comme ça que se passent les choses.

Alors, le responsable prend son bâton de pèlerin et essaie de faire rentrer quelque argent.

Quant à la liste des militants, la structure du Parti ou des fédérations est telle généralement qu'on ne la connaît pas. Et ma conviction absolue c'est que si l'on voulait bien faire un effort pour voir dans les fédérations toutes les cartes qui ont été placées, on s'apercevrait peut être qu'on bouillonne considérablement, et que beaucoup de fédérations perdent de l'argent par rapport au Parti, qu'elles sont obliges de combler par des moyens divers. Il faut dire les choses comme elles sont, cela existe dans de nombreux coins je crois.

Alors, comment faire pour empêcher les meilleurs d'entre nous, ceux qui militent vraiment au stade fédéral, de perdre leur temps seulement à conserver ?

Je crois - un camarade me l'a dit - que la première des choses, c'est peut-être d'avoir un fichier fédéral. Beaucoup de fédérations, certes, l'ont, mais je suis convaincu que beaucoup de fédérations ne l'ont pas. En ce qui me concerne, j'ai mis avec difficulté - car je ne pouvais pas être constamment sur la brèche - un certain nombre d'années à obtenir la liste des militants, et la liste des sympathisants, car ça n'est pas négligeable non plus, et je me demande si souvent, dans des pays d'habitat disperse, dans des zones rurales, une bonne solution ne serait pas d'essayer de trouver les cartes, de les regrouper contre remboursement, pour un grand nombre de militants. Cela aiderait déjà considérablement et soulagerait d'autant les responsables.

Ce sont des choses très terre à terre, mais c'est comme ça qu'à la base les problèmes se traitent.

On a parlé également de bulletin. On a parlé beaucoup de la presse nationale et du Parti et j'y reviendrai, car c'est extrêmement important.. Je crois qu'un bulletin fédéral et il n'y en a pas partout, est de la plus grande importance. D'abord, parce

que dans les régions rurales, c'est un des seuls liens habituels entre la fédération et les militants et que, d'autre part, c'est sans doute par l'intermédiaire d'un bulletin que vous arriverez à récupérer quelque argent.
Je ne sais qui disait ce matin : "Les parlementaires rendent beaucoup de services, et bien mon dieu, ils n'ont qu'à se transformer en frères quêteurs." C'est Guy Mollet je crois.
Moi, je veux bien, seulement il fut tout de même prendre des formes et ce n'est pas facile de dire à quelqu'un qui est venu voir son député ou son sénateur : "Et bien, monsieur, si vous pouviez me donner un peu d'argent, ça m'arrangerait bien." Non. Il faut trouver un moyen de présenter les choses, et je crois qu'un bulletin fédéral permettrait de présenter les choses en disant - car certains mas demandent : "Combien je vous dois ?" cela arrive - en disant : "Rien", mais si vous avez un bulletin fédéral, vous dites : "Rien pour moi, mais j'ai là un petit journal fédéral, si vous me preniez un certain nombre d'abonnements, cela m'arrangerait." fît là, vous avez toutes vos chances ; le Bulletin deviendra ce qu'il deviendra, mais l'argent récupéré, en tout cas, nous saurons en faire bon usage. C'est une proposition concrète et qui peut-être a son intérêt.
Alors, si nous arrivons, par ce moyen - et il y en a certainement beaucoup d'autres - à nous dégager du souci que nous avons de maintenir ce qui existe, peut-être pourrons-nous prétendre à progresser.
Progresser comment ? J'avoue qu'en tant que secrétaire fédéral, j'ai très souvent eu le désir de m'adresser à des jeunes et de faire des réunions de jeunes. Seulement, j'ai aussi mes réunions de section, pour récupérer les cotisations. Une fois soulagé de ce côté, je pense pouvoir d'adresser à des jeunes et leur expliquer ce qu'est le socialisme, pour essayer d'en faire des adhérents nouveaux. Mais pour cela, il faut être libéré d'un certain nombre d'autres obligations.
Et puis, tout à l'heure Mauroy nous parlait des Foyers Léo Lagrange. Comme je suis d'accord, et comme j'aurais souhaité, Mauroy, que tu me donnes l'animateur que je réclame depuis maintenant au moins un an et demi. Ca ne s'est pas fait, et c'et dommage car, entre temps, comme j'avais levé l'idée des Foyers Léo-Lagrange et que j'attendais un animateur prêt à prendre en main une organisation qui existe, il s'est créé deux Foyers Léo-Lagrange dans ma circonscription, et c'est le PSU qui les a créés, ça n'est tout de même pas une très grande satisfaction ! Alors, de grâce, envoie-moi rapidement, je t'en prie, le militant que je t'ai demandé pour s'occuper de ces foyers dans un sens qui serait le nôtre.
D'autre part, on a beaucoup parlé de concret, et je crois qu'on a eu raison en ce qui concerne les jeunes, et pas seulement les jeunes, c'est vraiment un travers d'esprit maintenant habituel : les gens veulent des choses concrètes, et c'est à travers des choses concrètes qu'on peut les intéresser au départ, à la vie politique, la théorie vient ensuite.

Naguère, la démarche était peut-être différente. Non, elle ne l'était pas, mais la population ouvrière était dans une situation telle que le concret ce n'était pas la peine de lui en parler ; elle était dans le concret, elle demandait une théorie qui lui expliquerait précisément les raisons pour lesquelles elle était dans la situation où elle se trouvait.
Maintenant, c'est plus difficile. Les gens n'abordent que par an certain nombre de petits côtés, qui ont certes leur importance, mais ils ne les abordent plus globalement comme naguère, et je vais prendre un exemple, celui du logement.
Dans un département comme le mien, qui est un département qui se dépeuple, il y a cependant une crise du logement épouvantable, car les maisons sont anciennes, les propriétaires les réparent, et comme nous ne sommes plus sors le couvert de la législation sur les loyers, il se trouve que nous assistons à des augmentations colossales de loyer, dans les petites villes. Je cite un exemple : j'ai dû essayer de loger dignement la fédération Socialiste de la Creuse : il m'en coûte 30 000 anciens francs par mois.
Alors, je me suis dit que peut-être, par le biais de ce problème au logement auquel sont confrontés beaucoup de travailleurs de chez moi, qui ont je vous l'assure de très petits salaires, les plus faibles de France, je pourrais essayer de les regrouper sur ce problème, et sans me préoccuper de savoir s'ils étaient Socialistes ou pas, en leur prêtant le local de la fédération, avec un camarade du Parti pour venir leur ouvrir la porte et, autant que possible, orienter et encadrer la discussion.
Je fonde beaucoup d'espoirs sur ce genre de méthode, et je crois que nous devons essayer de l'utiliser au maximum.
Dès qu'un problème comme celui-là se pose, il ne faut pas commencer par demander aux gens d'adhérer, en disant : "Adhérez, vous viendrez discuter ensuite." Il faut leur dire : "Venez discuter." et puis un jour, on vous amènera le secrétaire fédéral, le député ou le sénateur, et nous verrons avec vous quelles solutions nous pouvons trouver au problème qui vous préoccupe." Si déjà nous les avons regroupés, au cours de discussions comme celles-là, ils deviennent à coup sûr des sympathisants et nous pourrons essayer ensuite d'en faire des militants. Je crois que ce peut être une bonne façon d'aborder le problème.
J'en arrive maintenant au problème capital : la presse du Parti. Ce matin, Guy Mollet et d'autres, vous ont dit qu'il fallait trouver 45 millions, et que c'était aux fédérations à faire cet effort.
Je dois dire que les fédérations ont déjà une charge, en tout cas certaines d'entre elles, qui est considérable. On a dit qu'il fallait sortir de l'artisanat. Je crois que c'est vrai, mais alors cela suppose d'abord une chose, c'est que nos fédérations soient logées dignement !
Lorsque j'ai pris la responsabilité de la fédération de la Creuse, elle se réunissait dans une cave. Je crois que c'est mauvais. Cela a pu correspondre à un certain

moment de la vie du Parti et des militants, mais je crois que cela n'attire plus personne.
Par conséquent, je vous le disais tout à l'heure, j'ai dû faire l'effort de payer 30 000 francs par mois pour que la fédération soit logée dignement; je n'ai pas pu trouver à moins.
Il faut également trouver un permanent. Il y a des fédérations qui ont la chance d'avoir des militants qui veulent bien consacrer du temps pour être les permanents de la fédération, mais cela n'existe pas partout. Hélas, j'ai eu la malchance d'enterrer le dernier de ma fédération susceptible de faire cela il y a deux ans, si bien que maintenant, certes, j'ai un permanent à mi-temps, mais je le paie.
Alors, calculez : cela fait déjà pour une fédération comme la mienne des frais qui sont considérables !
Certes, je ne méconnais pas l'importance du problème qui a été posé en ce qui concerne la presse du Parti. Je partage à cet égard entièrement le sentiment de ceux qui nous ont dit : "à partir du moment où il n'y aura plus le "Populaire", où il n'y aura plus "Démocratie 64", nous perdons toute audience à travers la radio." Je crois que c'est vrai, et que c'est très important.
Mais alors, on me permettra de dire que s'il y a quelques sacrifices à faire, ce serait pour restreindre beaucoup de publications dans ce Parti ; je pense à la nation Socialiste, très intéressante pour les militants. Peut-être y a-t-il encore quelques coupes à faire, oh ! pas de gaîté de cœur, dans d'autres publications. Cela n'ira sans doute pas très loin, mais il faut le faire, et comme personne n'en a parlé, j'en parle.
Et alors restera le problème posé aux fédérations.
Il devra être résolu à notre prochain Conseil national.
Mais je voudrais au nom des petites fédérations, de celles qui font, qui ont fait un effort de recrutement et de maintien de ce recrutement, car ce n'est pas toujours facile d'avoir 400, 500 adhérents pour 150 ou 160 000 habitants. Si on demande aux fédérations de s'engager à donner 500 francs de plus par adhérent, camarades, on risque de pénaliser lourdement celles qui font déjà le plus grand effort ; je parle de certaines petites. Je demande qu'une certaine péréquation, si on s'oriente vers cette solution, puisse être faite, car il est trop facile pour les petites fédérations qui ne peuvent pas recruter beaucoup d'avoir un nombre limité d'adhérents, moyennant quoi il sera plus facile de trouver 500 francs par adhérent si le nombre en est limité; pour ma part on me demanderait 250 000 francs de plus, et comme je sais fort bien que j'ai ponctionné déjà fortement pour la fédération ceux qui peuvent payer le mieux, eh bien il m'est impossible de demander à nos camarades qui sait de petits paysans, des journaliers agricoles ou des salariés gagnant 40 000 francs par mois et parfois moins plus que je ne leur demande déjà.
J'ai pendant des années vendu les cartes mois cher que je ne les achetais au Parti. Depuis l'année dernière, j'ai réussi, ce qui pour moi et pour les camarades de la

fédération, apparaissait comme un tour de force, à les vendre 50 francs de plus que le prix du Parti. Si je dois leur demander maintenant 500 francs de plus, que va-t-il arriver ? Je vais perdre 200 adhérents sur les 500, c'est à peu près certain ! Et je ne pourrai pas trouver ailleurs cet argent qu'on me demande.
Alors je veux bien faire un effort, certes, et je le ferai. Mais qu'on fasse une péréquation pour tenir compte de la situation d'un certain nombre de fédérations où l'économie locale ne permet pas de faire face à des charges trop lourdes.
Je voudrais faire une autre suggestion en ce qui concerne nos municipalités Socialistes. Il est vrai que certaines pourraient faire un effort qu'elles ne font pas toujours. Le problème n'est pas toujours un problème de mauvaise volonté de leur part, mais un problème de trouver le moyen de faire un effort pour le Parti. On a fait ici des suggestions. On a parlé de marchés. On disait aussi ce matin en ce qui concerne le Secrétaire général que la femme de César ne devait jamais être soupçonnée. Mais je crois que dans ns communes c'est vrai aussi, et que nos maires ont raison de prendre des précautions. Car alors, lorsqu'il vous arrive un accident de cette sorte, c'est tout le Parti, dans le coin et même dans le département, qui en pâtit très lourdement.
Alors il faut trouver un moyen, et je me demandais en vous écoutant les uns et les autres, si une augmentation assez sensible de l'abonnement à Communes de France ne serait pas un de ces moyens.
Puis qu'il est permis à nos municipalités de s'abonner à "Communes de France", il y a peut-être là un moyen souple, sûr, de trouver quelque argent.
Mais enfin, camarades, je vous le dis : étudions entre nous, et peut-être faudrait-il le faire au Comité directeur, les moyens de nous faire aider par les municipalités Socialistes, mais, de grâce ne tombons pas dans des excès qui nuiraient beaucoup plus au Parti qu'ils ne lui rapporteraient.
Voilà, camarades, j'en ai terminé. Je n'avais pas l'intention de faire de grands discours, mais seulement, en tant que Secrétaire fédéral, d'apporter ma contribution à nos études d'aujourd'hui.

Le président - La parole est à Brière (Seine-Maritime)

Brière (Seine-Maritime)

Camarades, ce n'est pas sans une certaine émotion que j'ai gravi les échelons qui mènent à cette tribune.
Voilà vingt ans que je milite au sein de notre Parti. J'ai eu deux fois l'occasion d'assister en tant que délégué à un Congrès national ; c'était à l'époque heureuse, disons-le, où le Parti était dans les Conseils du gouvernement. C'est la première fois que j'assiste à un Conseil national.
Je dois avouer que les camarades qui m'ont précédé à cette tribune ont vidé tout au

moins d'une partie de son contenu, le propos que je voulais vous adresser. Néanmoins j'ai estimé que j'avais encore suffisamment de choses à vous dire, et qu'elles étaient assez importantes pour que je m'adresse à vous, et je vous demande de me faire cadeau de dix minutes au grand maximum.

On a parlé tout à l'heure de recrutement, des moyens de recrutement, des mouvements de jeunes. Ce matin on a parlé de la presse, qui est aussi, et vous le savez, un moyen de recrutement primordial.

En bref, nous sommes tous, j'en suis persuadé, pleins d'excellentes intentions. Au demeurant, c'est le début de l'année scolaire, et le maître d'école que je suis ne peut pas oublier de penser que c'est aussi le moment des bonnes résolutions.

Mais les bonnes intentions ne suffisent pas. Il faut les moyens. Ce qui a été dit avant mon intervention à cette tribune, c'est que ces moyens, moyens de propagande, nous en disposons, nous les connaissons.

Alors, pourquoi est-ce que ce recrutement s'avère si difficile ?

J'entendais tout à l'heure notre camarade Chandernagor parler de ses difficultés dans son département, département faible démographiquement. C'est magnifique, Chandernagor, de compter 500 militants pour 150 000 habitants. La Seine-Maritime dépasse le million ; hélas notre fédération ne compte que 700 membres ! Je pense que, camarade Chandernagor, tu peux te réjouir de compter une fédération aussi nombreuse.

Pourquoi donc le recrutement est-il si difficile ?

Et bien ! D'abord parce que, si le peuple a appris à lire et à écrire, c'est ce qu'on disait tout à l'heure à cette tribune, il faut quand même être réaliste et reconnaître qu'il a désappris à penser.

Mon grand-père était ouvrier charpentier. Il ne savait ni lire ni écrire. Mais il ne se passait pas de semaine où, jeune normalien, lorsque j'allais lui faire visite, il me disait : "Alors, mon petit gars qu'est-ce qui se passe?

Il entendait par là que je le tienne au courant des événements.

Dites-moi, mes camarades, si nombreux sont les jeunes ou les moins jeunes d'aujourd'hui qui montrent ce même souci d'information ?

Alors, on en vient à penser qu'il faut un Parti moderne, des méthodes modernes. C'est très difficile en ce qui concerne la pensée Socialiste qui ne peut pas adopter les moyens du "yéyé" ou du "twist". La pensée Socialiste est une chose sérieuse. Et elle appelle et ne peut appeler à elle que des gens disposés tout au moins à être sérieux, s'ils ne le sont déjà.

Cette pensée Socialiste, il faut qu'elle soit attractive, et pour cela il faut que notre Parti soit attractif.

Or, s'agissant de la presse, dont tous les problèmes ont été évoqués ce matin, et s'agissant du recrutement, qui est la chose primordiale je pense - et je ne suis pas seul à le penser - que nous souffrons d'un mal qui est le mal de l'amitié.

Il faut à tout prix que l'amitié soit rétablie dans ce Parti. Etant nouveau, assistant pour la première fois à de telles assises, j'ai écouté et regardé, tout à l'heure, et, vous m'excuserez de faire cet aveu brutal, mais j'ai constaté que l'unanimité n'existait pas dans nos rangs.
Cette unanimité existe si peu que la presse Socialiste elle-même, cette presse Socialiste, dont nous nous accordons à penser qu'elle est insuffisante et dont nous souhaitons tous la survie et la prospérité, cette presse Socialiste elle-même trahit - pour tout œil informé ou quelque esprit subtil - nos divisions. Et je pense qu'il faut que cela cesse. Quand elle ne le fait pas, c'est la grande presse d'information qui ne manque pas de le faire.
Alors, camarades, voyez-vous, il y a là, je crois, un problème qui touche l'unité du Parti.
Le camarade Mollet, dans les assises publiques qu'il tient, défend cette thèse que l'unité du Parti n'est pas à faire. Il a raison, je le félicite. Mais ici, où nous pouvons tout nous dire - c'est du moins ce qu'il disait tout à l'heure à cette tribune - je pense que c'était le devoir d'un homme sans ambition, d'un militant déjà vieux de 20 ans, de vous livrer le fond de sa pensée dans ce domaine.
Si nous recrutons demain, puisque les circonstances paraissent nous être favorables - le Pouvoir accumule tant de fautes qu'il sait les arguments de la pensée Socialiste - si la situation nous est favorable, il faut qu'elle soit exploitée à fond. Or, elle ne le sera que si nous offrons le visage de l'unité, je le répète encore une fois.
Et, s'agissant du recrutement des jeunes, je tiens à le dire, on ne vient pas à un Parti désuni, on vient à un Parti de camarades.
On a souvent, dans le passé, fait dérision de cette République des camarades dont nous autres, précisément, nous sommes fiers, car nous donnons à ce mot un sens profond. Et bien ! Il faut d'autre part rétablir, toujours au nom de cette camaraderie, le contact permanent entre les élus, c'est-à-dire les responsables du Parti et les militants de la base.
Et pour cela j'ai regretté, il y a quelques années, lorsque le problème a été posé dans nos fédérations, qu'on ait réduit le nombre des congrès. On a prétexté des raisons matérielles, le coût élevé de ces congrès départementaux. Je pense que l'affaire pouvait être courue plus longtemps. Les Congrès départements ! Je fais aux camarades l'honneur de penser qu'ils ne sont pas à ce point avares de leurs deniers pour réclamer des frais de déplacement. Il était un temps où on venait par plaisir à un congrès départemental, où l'on sortait son plus beau costume et sa plus belle cravate ; c'était une espèce de cérémonie, un rituel si vous voulez. Alors, camarades, est-ce que les choses seraient changées dans le Parti, à ce point ?
D'autre part, il faut, on le disait tout à l'heure, établir ce contact entre l'élu et le militant de la base. Je dirai : même plus que le contact, il faudrait, il faut rétablir la confiance.

Que dire d'un parlementaire, que dire d'un élu cantonal qui, régulièrement, se dispense d'assister aux assises départementales de son Parti, qui régulièrement - et cela c'est sans doute la faute du scrutin d'arrondissement - donne la priorité aux exigences des gens qui ne sont pas de notre Parti - quand ils ne sont pas d'ailleurs de ses adversaires - et préfère, à certain des camarades du Parti, une personnalité qui se proclame indépendante, mais qui ne l'est que très rarement d'ailleurs.
Voilà, camarades, ce que je voulais vous dire.
Un jour, dans un Congrès national tenu en 1964, - je crois, Guy Mollet, que c'était au sujet de la CED ou de la participation au gouvernement Mendés-France ; oui, c'était au sujet de la participation au Gouvernement Mendès-France - Guy Mollet disait : "Je fais au Parti l'honneur de penser que le meilleur est dans ses rangs". La formule m'avait frappé, avait frappé le militant encore jeune que j'étais alors, et elle m'habite toujours, cette formule, et il me parait scandaleux qu'un militant - puisqu'un élu est d'abord un militant, ce doit être le meilleur des militants - qu'un élu puisse ne pas penser que le meilleur habite dans les rangs du Parti.
Voilà, camarades, je vous ai livré quelques arguments. Ils valent ce qu'ils valent. Je pense qu'avant toute chose ce Parti, qui s'est longtemps flatté d'avoir des assises très libres, d'offrir des possibilités de controverses amicales, ce Parti se doit s'inscrire au premier rang de ses préoccupations le rétablissement absolu, non pas, si vous le voulez, si ce mot vous choque de l'unité, mais tout au moins de l'amitié Socialiste.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, je pense que notre camarade a un peu exagéré son pessimisme ; l'unité n'est pas encore perdu.
La parole est à Delmas, de la Dordogne.

Lucien Delmas (Dordogne)

Camarades, vous m'excuserez d'interrompre le cours de la réunion. Je serai très bref. Je tenais simplement à vous faire part de quelques observations que nous avons ou faire dans notre département, en ce qui concerne l'organisation des congrès.
Nous avions en effet constaté que les congrès départementaux réunissaient chaque année un nombre de plus en plus limite de militants, et surtout un nombre de plus en plus réduit d'élus Socialistes, à tous les échelons.
Il fallait donc réagir et adopter de nouvelles méthodes qui aient l'avantage d'être plus pratiques et plus efficaces, surtout.
C'est ainsi que, depuis déjà quelques années, nous avons décide, en accord avec nos parlementaires, de forcer une équipe fédérale réduite, mais active, qui ne ressemble nullement à ces équipes fantômes dont la liste s'allonge bien souvent trop longuement sur les comptes-rendus de Congrès fédéraux, a l'issue de chacun de nos

congrès. Et nous avons estimé qu'il valait mieux qu'il 'existe dons chaque fédération un groupe de 8 à 10 amis, résolus, convaincus, ne comptant ni leur temps ni leur peine, - pour aller porter la bonne parole au sein des sections.
C'est pour ce faire que nous avons organisé dans chaque circonscription une équipe de deux ou trois militant-, membres du bureau fédéral, qui, en accord avec le parlementaire de la circonscription, lorsque parlementaire il y a, se rendrait dans les cantons pour l'organisation de congrès cantonaux.
En effet, actuellement, il est de plus en plus difficile, pour une raison ou pour une autre, de rassembler au chef-lieu du département les responsables des différentes sections et les militants de ces sections. Ceux-ci sont pris, pour la plupart, entre le tiercé, la pétanque et la télévision. Mais tout change lorsque nous décidons de leur rendre visite au chef-lieu de canton, nous avons donc, au début de cette année, pour ce oui est de la circonscription de Sarlat, entrepris une tournée au cours de laquelle nous avons organisé les congrès fédéraux avec notre camarade Robert Lacoste, parlementaire de notre circonscription. L'équipe fédérale comprenait : le parlementaire, le secrétaire fédéral adjoint, et un trésorier fédéral ou trésorier fédéral adjoint.
Nous avons eu le plaisir de constater la présence ce 60, 80, et même 100 camarades, dans certains congrès cantonaux, dans des petits chefs-lieux de canton, groupant, pour l'ensemble des communes, 4 ou 5 000 habitants.
Nous avons pu également percevoir d'importantes cotisations, et il s'est créé, à l'occasion des repas qui nous ont réunis avec las militants de base, à l'issue de ces réunions, une ambiance de camaraderie et de confiance réciproque qui laissa bien augurer de l'avenir.
Cette formule n'est peut-être pas la meilleure, mais il me semble qu'en ce qui concerne les départements ruraux elle peut certainement être parmi les plus efficaces.
Je passerai maintenant à un autre problème, en ce qui concerne l'aide des élus du Parti, sur le plan financier.
Etant Secrétaire général, de mairie, je connais, ou je crois connaître tout au moins, à peu près parfaitement tous les problèmes qui ont été abordés, notamment en ce qui concerne l'aide que pourraient apporter les municipalités Socialistes aux fédérations et au Secrétariat général du Parti.
Nos camarades de la Seine parlaient tout à l'heure de marchés passés avec des librairies pour, notamment, les fournitures scolaires ou d'autres fournitures. Il me semble, camarades, que le jeu pourrait être terriblement dangereux. Car n'oublions pas que toutes les dépenses sont soumises à deux contrôles. Il y a un premier contrôle de l'autorité de Tutelle, et actuellement nos sous-préfets et nos préfets, pour la plupart, n'ont pas beaucoup tendance à laisser glisser des crédits votés pour venir en aide à un Parti politique de l'opposition. Il y aurait bien, évidemment, une

autre formule : ce serait la formule classique du mémoire présenté par un camarade entrepreneur, ou géomètre, ou autre, légèrement majorée pour faire glisser l'aide...

Dans la salle - Mais non, ce n'est pas cela.

Lucien Delmas - …mais ce ne serait cas non plus la solution... (protestations)... Mais non, je développe. Ce ne serait pas la solution.
J'ai constaté pourtant que, à 1'encontre des Communistes, la plupart de nos responsables municipaux sont loin de percevoir l'indemnité de fonction à laquelle ils peuvent prétendre. Je m'aperçois notamment que dans notre département la plupart de nos maires ou de nos adjoints Socialistes ne perçoivent bien souvent que le quart ou la moitié de leur indemnité de fonction.
Croyez bien, camarades, que les élus Communistes sont loin de faire cadeau aux contribuables de 1'indemnité qu'ils ont le droit de percevoir.
Il me semble que si nous demandions, à l'échelon fédéral, à nos élus, de faire voter par leurs conseils municipaux l'indemnité légale prévue par la loi, qui atteint, en ce qui concerne par exemple le maire d'une commune de 2 à 5 000 habitants, la somme de 700 anciens francs par mois, ce serait peut-être un moyen d'obtenir une aide pour le Parti.
Je me rallierai également entièrement à la suggestion de notre ami Chandernagor en ce qui concerne la majoration du prix d'abonnement de "Communes de France", mais encore faudrait-il que la plupart des municipalités Socialistes soient abonnées à cette revue.
Il y a donc un effort à faire dans ce domaine. Je pense que nous tous y réfléchirons à l'échelon fédéral. Ce qui nous permettra de redresser notre situation financière et de préparer des lendemains qui chantent.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Guy mollet.

Guy Mollet

J'ai beaucoup de papiers, mais ce n'est pas pour être trop long, c'est simplement pour essayer de ne rien oublier.
Je crois, en gros, que c'est une rencontre utile.
J'espère que, tous, vous avez cornue moi l'intention qu'on n'en reste pas là. C'est un bon début, mais il faudrait peut-être qu'on recommence une autre fois, lors d'un conseil national ou d'un Congrès, quitte à passer une demi-jour née supplémentaire pour, cette fois, aboutir à des conclusions. Ici, ce n'est qu'un échange de vues, mais il faudra tirer des conclusions de tout ce qui a été dit aujourd'hui.
Il y a eu, à mon avis, des propositions intéressantes qui devront être étudiées par le

Parti.
Il y a eu - et je ne voudrais pas vous laisser sur cette impression - il y a eu, de mon point de vue, quelques injustices et je ne voudrais pas qu'on se quitte sans, tout de même, avoir corrigé l'impression que cela a pu donner chez quelques-uns.
Il y a eu, en particulier, une injustice à l'égard de nos élus et, comme j'en porte un peu la responsabilité, pour avoir accroché le grelot le premier en disant qu'il arrivait souvent que tels de nos élus cessaient d'être des militants, j'ai le sentiment qu'il y a eu une méprise, car j'ai vu plusieurs camarades charger des élus. Le camarade de la Seine-Maritime l'a fait, plusieurs autres l'ont repris, le copain de la Saône-et-Loire y est allé à fond !
Ce n'est pas juste ! Il arrive même que des élus sont condamnés à remplir des tâches qui ne devraient plus être les leurs. Il arrive que des élus, quand ils continuent à assumer un certain nombre de fonctions locales ou fédérales, ne les remplissent pas parce qu'ils ont envie de les garder, c'est parce qu'ils ne trouvent personne à mettre dedans.
Alors, ne trichons pas ! La faute, elle est rituelle dans ce cas-là.
Ce que j'avais dit est tout autre. Je m'étais placé vis-à-vis du Parti et je n'avais pas l'intention de condamner quiconque ; ce que j'avais dit c'est que, normalement et naturellement un tel qui charge aujourd'hui les élus risque fort d'en faire autant que jour où il sera élu - normalement et très naturellement les fonctions d'un élu sont différentes de l'attitude d'un militant.
A partir de l'instant où - on parlait surtout des élus communaux, c'est là que le problème se pose essentiellement - à partir de l'instant où un camarade accède à des fonctions municipales, il a des charges de gestion municipale, il lui devient impossible de faire tout ce qu'il rêverait de faire comme militant Socialiste, il est condamné à certains compromis - et pas toujours compromettants - il est obligé de tenir compte même de sa réélection, etc. Evidemment, le militant d'à côté, s'il existait, devrait être le gars qui, inlassablement, lui, vient rappeler la position du Parti, vient piquer des bandrilles ! Il faut qu'il existe, le militant d'à côté, et quand la Section meurt sous un élu, c'est quelquefois la volonté de l'élu, mais c'est aussi beaucoup dû au manque de volonté des militants qui ne sont pas là pour continuer la sienne. Qu'est-ce que c'est que cette section qui meurt ? C'est tout de même une Section dans laquelle il y avait des hommes et des femmes avant ! Et bien, qu'est-ce qu'ils "foutent" à se laisser mourir ? Pourquoi ne réagissent-ils pas et ne se maintiennent-ils pas, en tant que Section, à côté de l'élu ?
Alors, ne trichons pas, ça ne serait pas juste.
De la même manière qu'est injuste, même si elle a été dite avec beaucoup d'humour, la charge du copain de Saône-&-Loire contre les vieux d'avant-guerre qui tiennent les fédérations et qui n'arrivent pas à se laisser secouer quand on remue le cocotier !

Je ne suis pas fédéral d'avant guerre ; je n'ai, dans ma vie, jamais été ni Secrétaire de section, ni Secrétaire de fédération, mais il y a des coins de France où il vaut mieux qu'il y ait des anciens - hein ! les jeunes ! - il y a des coins où il vaut mieux que les anciens tiennent encore la place parce que la relève n'a pas été assurée.
Alors, les responsabilités, dans ce domaine, il faut les partager et ne pas tricher, et essayer de voir, non pas comment on peut rejeter sa propre responsabilité sur le voisin, mais de se demander ensemble comment on peut faire pour qu'il en soit autrement demain ; cela vaudra beaucoup mieux.
Injustice aussi, de mon point de vue, que cette accusation contre le Parti qui serait le Parti de la pagaille et du bla-bla.
Ce n'est pas vrai ! Cela fait bien, à la tribune, quand on se défoule ! Puis, on confirme son apparence jeune si on vient "engueuler" comme cela les anciens, mais le camarade en question, qui est un fédéral, vient nous dire : "Dans les Congrès, vous nous "emmerdez", il n'y a jamais de place pour nous !"... Mais s'il est fédéral, qu'est-ce qu'il a attendu pour venir participer au bla-bla collectif lors des derniers Congrès ?

Dans la salle - On ne l'écoute pas, quand il prend la parole !

Guy Mollet - Il suffit que, dans le prochain Congrès, tu prennes la parole, et tu verras qu'on t'écoutera !

Dans la salle - Ce n'est pas vrai, on écoute, aux Congrès, ceux qui ont un nom, mais ceux qui n'en ont pas...

Guy Mollet - Tu n'es pas juste, tu exagères. Dans ce que tu as dit, il y a des choses qui sont un apport, mais cela ce n'est pas un apport parce que c'est une critique négative et parfaitement injuste. Nous avons peut-être eu des Congrès ou des Conseils nationaux qui ont été "pagailleux", mais enfin tous ceux qui sont ici et qui ont participé à nos assises, ont vu des assises de fort belle tenue, il y en a eues de remarquables ; il y a eu des journées entières dans lesquelles, avec le plus grand sérieux, les copains ont discuté des problèmes posés.
Par contre, cela ne réglera pas nos problèmes, je le répète, que de chercher comme cela à nous diminuer ! Il vaut beaucoup mieux prendre les problèmes et les étudier !
Il devient, tu as dit, impossible de faire des réunions si on n'a pas un nom connu. Je ne dis pas que c'est impossible, mais je reconnais que c'est difficile. Je sais que, de plus en plus, par certains témoignages, des réunions publiques faites par des camarades du Parti, à l'exclusion d'un certain nombre, sont moins suivies.
Mais, il ne faut pas rapporter cela à la SFIO.
C'est vrai pour toutes les réunions publiques ! Ce n'est pas un phénomène

Fondation Jean Jaurès

particulier aux Socialistes, c'est un phénomène particulier à l'évolution de notre temps : les gens ne vont plus dans le monde, depuis que le monde va chez eux par la télé.
Voyons un peu ce qu'était la réunion publique, il y a quelque trente ans, à l'époque où nous les fréquentions tous avec assiduité ? C'était souvent, dans les régions de France, sauf les très mandes villes, l'occasion de sortir de chez soi et d'aller apprendre quelque chose de ce qui se passait dans le monde ! C'était essentiellement cela. Il n'y avait même pas que la réunion publique à être courue, tout ce qui était l'occasion de sortir de chez soi était couru.
Maintenant, c'est fini et même il est souvent porté témoignage par les copains qui ont l'occasion d'aller un peu partout, qu'à l'heure actuelle nous sommes de ceux qui avons le moins à nous plaindre, que c'est encore chez nous que les copains font les salles les moins creuses et, quelquefois même, font de bonnes salles.
Je ne reviens pas sur l'histoire de la documentation trop tardive, mal adaptée et trop longue. C'est un vieux débat que nous avons dans chacun de nos Conseils nationaux, ce n'est pas la première fois qu'on le dit, mais chaque fois que nous appelons les camarades intéressés à venir voir par eux-mêmes comment ça se passe, ils sont obligés de reconnaître, dès l'instant où ils voient le boulot, qu'il est très difficile de faire mieux.
J'ai entendu un autre camarade - je veux liquider d'abord ces problèmes-là, avant de voir ce qu'il y a de très constructif - un autre camarade mettre en cause l'unité du Parti, dire qu'il n'y a pas assez d'unité du Parti. J'avoue que je n'ai pas bien compris le propos : c'est trop ou trop peu ! Camarade de la Seine-Maritime, si tu penses que l'unité du Parti n'est vraiment actuellement pas solide, il faut le dire en clair et dire en quoi car j'avoue que, personnellement, je ne sens pas cela et ce n'est pas seulement dans les réunions publiques, quand je m'adresse à d'autres que je dis que l'unité du Parti est solide, mais je le dis tous les jours parce que j'en sais convaincu.
Si tu veux faire allusion au fait qu'il y a un certain nombre de problèmes sut lesquels nous ne sommes pas toujours tous d'accord, c'est une évidence mais là où le Parti sera menacé, c'est le jour où tous les militants du Parti seront tous d'accord parce que c'est qu'on aura cessé d'être le Parti Socialiste !
(Applaudissements)
Mais d'ailleurs tu t'y es mépris puisque toi-même tu as employé le mot "d'unanimité". Heureusement qu'on n'est pas unanimes, mais on peut ne pas être unanimes et être unis !
Au lendemain d'une discussion entre nous, l'unité se reconstitue comme la veille. L'essentiel est l'unité dans l'action, l'essentiel c'est que, dans le combat, nous tirions tous dans le même sens, une fois qu'on a défini, en commun, la position commune.
Et le grief qu'il n'y a plus assez de Congrès départementaux ou nationaux !
Nous en avons parlé ensemble, à une réunion de bureau et, effectivement, beaucoup

de camarades pensent que, peut-être, nous sommes allés trop vite et que, peut-être, il faudra revenir sur cette décision. Personne ne verra de difficultés si on doit revenir dessus mais, entendons-nous bien : s'il s'agit de se rencontrer pour discuter, il n'y a absolument pas besoin que ce soit un Congrès statutaire. La décision qui a été prise par le Parti a été de dire que les Organismes centraux seraient élus une fois tous les deux ans, mais elle n'a pas été de supprimer les Congrès annuels. Il peut y avoir des Congrès tous les ans et je connais des quantités de fédérations qui n'ont absolument pas modifié le rythme de leurs Congrès.

J'en ai fini avec ces quelques observations que je voulais faire parce qu'il ne faut pas qu'on parte sur des malentendus, les uns et les autres, et j'en viens maintenant à ce qui peut être fait pour que la vie du Parti s'améliore, il y a eu des propositions.

C'est Debesson, je crois, dans le Nord, qui suggère que nous essayions de faire ou de faire faire quelques brochures, des brochures interprétatives du Programme fondamental. Je crois que c'est à retenir mais il y a un problème, tout de suite, que je te signale, c 'est un problème d'argent, seulement comme il va revenir à chaque minute, je ne vais pas, chaque fois, insister dessus ; donc, il y a une idée à suivre, seulement pour faire ces brochures explicatives de vulgarisation, il faut que nous fassions quelque chose qui s'adresse à des militants déjà avertis, qui vont à leur tour devenir des sortes d'éducateurs.

Vois-tu, Debesson, je vais prendre un exemple de notre propre jeunesse, puisque nous avons déjà milité côte à côte, quand nous étions très gamins : à ce moment-là, il y avait une des brochures que nous mettions ensemble sur nos tables : "Les deux méthodes".

Elle n'est pas facile à lire, tu sais, elle est très difficile à lire. Mais, qu'en faisions-nous ? Et bien, nous avions demandé, dans chacune des fédérations du Parti, qu'il y ait deux ou trois militants, a priori des "pédagos", de réunir autour d'eux une vingtaine de copains des JS et ils décortiquaient pour eux la brochure. Et nous avions des gars qui nous l'expliquaient, et quelquefois contradictoirement, et il y avait une discussion là-dessus, et puis, à notre tour, les copains des JS, et bien on s'en allait voir d'autres camarades. C'était une sorte de pyramide. Il y avait les gars d'en haut, qui partaient de la brochure fondamentale, un peu sévère, qui l'expliquaient à d'autres qui, à leur tour, allaient l'expliquer à d'autres.

Si je cite cela comme exemple, c'est parce que, tout à l'heure, je vais revenir beaucoup là-dessus.

Plusieurs camarades ont pris des exemples que je crois absolument pertinents.

Quand Mauroy, par exemple, nous montre tout ce qui peut être fait par des organisations parallèles, comme celles aux destinées desquelles il préside et dans lesquelles il fait du bon boulot, c'est-à-dire les Foyers Léo-Lagrange, ou quand Chandernagor prend un exemple semblable avec son organisation de locataires d'HLM, et ainsi de suite - on pourrait citer des quantités d'exemples comme ceux-

là, d'organisations "para" dans lesquelles le travail Socialiste peut être très brillant - ils ont complètement raison, mais, je vais revenir à mon dada : à une condition : c'est qu'il y ait des Socialistes pour aller dans ces organisations parallèles faire le travail d'éducation Socialiste et c'est inlassablement à cela que je reviens.
Camarades, c'est que nous avons d'abord et avant tout à faire chez nous ce travail de préparation à la pensée Socialiste des hommes qui appartiennent au Parti Socialiste.
Avant d'aller éduquer dans la pensée Socialiste les "parallèles", les locataires, les Jeunes de Léo Lagrange, êtes-vous bien tous convaincus que les actuels adhérents du Parti sont habilités à le faire :
Moi, je le dis sans ambages, je me ballade à travers toute la France et si vous pouviez savoir combien peut être grande la déception d'un militant quand il entend des copains lui poser des questions qu'ils n'ont pas le droit de poser s'ils étaient au minimum avertis de ce qu'est la pensée Socialiste et, pire que celai quand il entend tenir des propos absolument aberrants à l'égard de la pensée Socialiste !
Et ce n'est pas eux que je rends responsables, c'est nous tous ! Nous n'avons rien fait pour leur apprendre ce que c'est ! Et j'en reviens à ce que disait Debesson qui se trompe sur les pourcentages car nous avons aujourd'hui, dans le Parti, bien plus d'adhérents d'après la guerre que d'avant la guerre et il n'est pas vrai que nous ayons réussi à faire valablement le moindre effort de formation Socialiste, et c'est à cela que je voudrais qu'on pense. Si on pouvait prévoir, à l'ordre du jour d'un de nos prochains conseils nationaux, ou de nos congrès, les moyens de création d'une Ecole Socialiste, d'une école de cadres, je dis que c'est plus important que tout le reste et que nous avons tous à y apprendre.
Un de nos camarades, au comité directeur, Albert Gazier, a, il y a un ou deux mois, sur des problèmes qui ne sont pas de pensée Socialiste, mais de méthodologie, réuni une douzaine de copains et tous ceux qui étaient là ont pu dire qu'ils avaient appris quelque chose, tous sans exception, car à chaque instant on a quelque chose à apprendre quant aux méthodes grâce auxquelles on peut rendre service à d'autres.
Or, nous laissons à l'heure actuelle tous nos militants, élus ou non élus - car là il n'y a pas de différence - se confiner dans l'immédiat : on se bat sur les problèmes de conjoncture, on se bat bien, mais c'est toujours sur l'immédiat et, camarades, ce n'est pas avec cela qu'on va préparer la génération qui prendra notre propre succession.
On va peut-être préparer des candidats à notre succession, on va peut-être préparer des candidats qui, après nous, occuperont les postes que nous occupons, mais ce n'est pas la question que je pose. La question que je pose c'est : est-ce qu'à ces postes seront des candidats qui seront toujours des candidats Socialistes ou qui simplement en prendront l'étiquette !
Or, cela c'est fondamental et je voudrais vous dire ma conviction, essayer de vous

la faire partager un peu : c'est dans les dix ans qui viennent que va se jouer l'avenir de la social-démocratie, ou de la démocratie Socialiste, comme vous voudrez. Cela se jouera, bien sûr, à travers toutes nos batailles électorales et il en est qui peuvent être d'une importance primordiale - pas question de diminuer cet aspect du problème - mais cela se jouera essentiellement s'il y a des cadres Socialistes à l'heure des transformations. L'heure des transformations peut venir beaucoup plus vite qu'on ne l'imagine, et pas seulement à cause des événements politiques intérieurs - ça tourne vite, dans le monde, à l'heure qu'il est !

Oh ! nous avons des adhérents, on peut faire en sorte qu'on les conserve, qu'on les augmente de 5 ou 6%, qu'on arrive même à en doubler le nombre à l'occasion d'un succès électoral, mais ce nombre ne change rien au problème que je pose. Ce n'est pas de 10 000 adhérents que nous avons besoin, mais de 20 000 militants.

Donnez au Parti 20 000 militants en dix ans et le Parti Socialiste est maître de la situation politique en France car il n'y a plus aucun Parti politique qui ait actuellement 5 000 militants en France.

Vous en avez qui ont des adhérents qui bougent mais des militants avertis, connaissant les problèmes et prêts à se battre pour une cause, il n'y a plus de formation politique qui les ait.

Je dis que si on donnait cela comme objectif : 20 000 - mettons même 10 000 - en dix ans, ce serait très important. Voua allez peut-être en avoir de 150 à 200 la première armée qui vont faire des petits l'année suivante et, dans les dix ans qui viennent, on aura doté le Parti, pour nos successeurs, de l'arme dont il a besoin et tous vos problèmes seront réglés.

Parce que, même le problème de la presse, même le problème financier, vous savez, 20 000 vrais militants, ça mettra bien 1 000 frs. par mois, 20 000 vrais militants, même chez les travailleurs ! Vous mettiez autant que cela, en pourcentage, les anciens qui ne croyez pas que ce soit possible pour les nouveaux, vous mettiez même plus que cela, en pourcentage quand vous commenciez vos combats des débuts ! Quand on y croit, on les met facilement.

Or, 20 000 gars à 1 000 francs par mois, ça vous fait le double du budget actuel du Parti ! Nous avons 120 millions, prenez mes chiffres et çà en fait 240 ! Tous vos problèmes sont réglés.

Et 20 000 militants, qui soient des militants, ça ne vous assure pas 20 000 abonnés au "Populaire" ? Cela ne vous assure pas immédiatement le recrutement autour d'eux, le démarchage du porte-à-porte ? Cela ne vous assure pas, faute du "Populaire", dans n'importe quelle région le gars qui va dans son grenier, qui reprend sa vieille Roméo, et qui va lui-même tirer les tracts, comme on le faisait ?

On n'a pas su résoudre notre problème. Nous ne sommes pas un Parti de masse, nous ne sommes pas un Parti de cadre : on n'est ni l'un ni l'autre !

Est-ce qu'on est décidé à le tenter tranquillement - non pas à renoncer à être le Parti

de semi-masse que nous sommes, non pas à renoncer à ce que nous avons comme adhérents - est-ce qu'on est décidé à aller chez les adhérents, et à fabriquer les militants dont on a besoin ?

Moi, je suis certain, absolument certain - pour tourner à travers toutes les fédérations - qu'ils existent, les gars, ils sont prêts, vous pouvez les trouver, seulement il faut qu'on leur fasse une situation à part. Il faut que les militants soient dans le Parti des gars que l'on écoute, que l'on entende, parce qu'ils se battent, et qu'on ne les limite pas aux tâches subalternes de propagandistes des élus. Non, non ! Ils peuvent être, dans le même temps, les propagandistes des élus et les pionniers du Parti.

Vous avez, camarades, dans quelques fédérations - et pas toujours dans les plus grandes - à l'heure actuelle un problème de réglé. Il y a des hommes qui, actuellement, jouent un rôle dans le Parti - de ceux dont, tout à l'heure, le camarade disait "qu'ils portent un nom" - et qui peuvent mourir tranquilles : leur succession est assurée. Ils peuvent mourir tranquilles parce qu'il y a derrière eux des jeunes militants qui montent, et des jeunes militants qui savent ce dont ils parlent quand ils parlent de socialisme, qui ne sont pas obligatoirement d'accord avec les "vieux", qui sont capables de leur "tailler des croupières " et de secouer, eux aussi, le cocotier, mais qui, sur le fond, savent ce qu'ils disent quand ils parlent de Socialisme.

C'est dans ce sens-là que, dans vos fédérations respectives, je voudrais que vous vous mettiez à chercher, afin de voir comment on va pouvoir, le jour où on parlera réforme des structures, les trouver, ces gars-là.

Je ne propose pas cela comme un exemple, mais simplement pour indiquer que d'autres l'ont tenté avant nous. Certains Partis - je pense au Parti autrichien - ont créé dans leurs rangs ce qu'ils appellent des "activistes". Le mot, appliqué à la France, est généralement mal vu à cause de son interprétation récente, mais il dit bien ce qu'il veut dire ; ils ont des sortes d'agitateurs politiques, et ces sortes d'agitateurs politiques, et bien ils reçoivent un véritable entraînement particulier.

On ne fera pas de gymnastique s'il n'y a pas des moniteurs de gymnastique, et on ne fera pas d'éducation Socialiste massive si on n'a pas des éducateurs en Socialisme, si on n'a pas des gars à qui l'on a appris cela.

Le jour où on l'aura fait, il va sans dire que tout ce que 1'on a proposé dans les organisations para-Socialistes réussira.

Je termine par un mot qu'utilisait, je crois, Mauroy - je crois que c'est lui qui l'a dit, mais si ce n'est pas lui cela n'a pas d'importance, on ne paie pas de droits d'auteurs chez nous ! - car il a évoqué quelque chose de très juste, c'est l'exemple que nous ont donné, depuis la fin de la dernière guerre, 1944, les organisations confessionnelles.

Sans bruit, sans que cela fasse l'objet de longues et grandes discussions, les curés

progressistes et leurs patrons ont compris, en 1944, qu'il ne fallait pas travailler pour 1945. Ils n'ont pas demandé à leurs jeunes ouailles de rejoindre les rangs de telle ou telle formation politique immédiate - ils en ont laissé Partir un certain nombre parce qu'en règle générale l'église ne met jamais tous ses œufs dans le même panier - mais, les meilleurs des gosses qui leur venaient de l'agriculture, ou des étudiants, ou des ouvriers, ils les ont mis au travail.
Ah, ils ne les ont pas flattés, ils ne leur ont pas dit : vous aurez tels postes demain... Non, non, au boulot, vous allez apprendre ce qu'est la société moderne !
Et ils ont travaillé à 20 ans. 1944 et 20, cela fait 1964, et aujourd'hui, en 1964, la France est couverte partout de jeunes progressistes chrétiens, qui tiennent le CNJA, qui tiennent la JAC, la JOC, qui tiennent quantité de places un peu partout, et quand-vous les rencontrez, mes camarades, vous êtes toujours frappés de la qualité des intéressés.
Ce sont des adversaires, mais ce sont des adversaires de qualité. Ce sont des adversaires, mais des adversaires qui savent ce dont ils parlent, et je plaindrais le brave copain, qui a une carte du Parti dans la poche mais qui n'a plus jamais rien relu ni lu depuis trente ans, et qui entamerait une discussion avec un de ces petits gars-là sur la politique agricole ! J'ai l'impression que le conservateur ne sera pas le gars du CNJA, que le nôtre a des chances de le paraître - je ne dis pas de l'être, au fond, car nous avons tout de même un avantage, c'est qu'il y a l'empreinte, ils ne peuvent pas renier la vieille école, la vieille formation, et de temps en temps l'hypocrisie remonte à la surface et saute aux yeux - mais supposez qu'on fasse cela avec des Socialistes, et supposez que, sans négliger nos tâches de cette années et de l'année prochaine, on se mette tranquillement - en plus de nos tâches, et non pas à la place - à préparer 200 jeunes pour l'année prochaine, ou 250, en leur apprenant, en les faisant bénéficier de tout ce qu'ils doivent savoir, en les mettant à même de connaître tout ce qui, actuellement, est valable dans le modernisme, tout en restant conformes à notre pensée...
Tout change ! Dans vingt ans, les jeunes d'aujourd'hui, qui serez à votre tour des vieux, eh bien vous pourrez dire que ces vieux n'ont pas perdu leur temps, ont bien travaillé pour vous et vous ont donné l'outil, tandis que si, l'année prochaine, vous n'êtes que les mêmes que nous, dans trois ans les mêmes que vous, et dans vingt ans les mêmes que vos enfants, vous avez perdu d'avance !
Vraiment, camarades, je souhaite que cela devienne une des préoccupations fondamentales du Parti. Donnez-nous 20 000 militants tout en augmentant le nombre des adhérents.
(Applaudissements)

Le président - Mes camarades, nous arrivons au terme de notre débat. Je crois être l'interprète de tous en nous félicitant mutuellement de la tenue de cette conférence,

de son utilité.
Nous allons partir dans nos fédérations, nous allons dire ce que nous avons entendu ici, les suggestions qui ont été faites, et je pense qu'au Conseil national le même sérieux régnera et que, là, nous prendrons les décisions que nous sommes tous prêts à appliquer.
La séance est levée.

Coll. Fondation Jean-Jaurès